

CONSEIL DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

SESSION ORDINAIRE 2002-2003

18 JUILLET 2003

PROJET D'ORDONNANCE

portant assentiment au :

Traité entre le Royaume de Belgique, le Royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la République hellénique, le Royaume d'Espagne, la République française, l'Irlande, la République italienne, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas, la République d'Autriche, la République portugaise, la République de Finlande, le Royaume de Suède, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (Etats membres de l'Union européenne) et la République tchèque, la République d'Estonie, la République de Chypre, la République de Lettonie, la République de Lituanie, la République de Hongrie, la République de Malte, la République de Pologne, la République de Slovénie, la République slovaque relatif à l'adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République slovaque à l'Union européenne, à l'Acte relatif aux conditions d'adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République slovaque, et aux adaptations des traités sur lesquels est fondée l'Union européenne, aux Annexes I, II, III, IV, V, VI, VII, VIII, IX, X, XI, XII, XIII, XIV, XV, XVI, XVII et XVIII, aux Protocoles 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 10 et à l'Acte final avec déclarations, faits à Athènes le 16 avril 2003

BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJKE RAAD

GEWONE ZITTING 2002-2003

18 JULI 2003

ONTWERP VAN ORDONNANTIE

houdende instemming met :

het Verdrag tussen het Koninkrijk België, het Koninkrijk Denemarken, de Bondsrepubliek Duitsland, de Helleense Republiek, het Koninkrijk Spanje, de Franse Republiek, Ierland, de Italiaanse Republiek, het Groothertogdom Luxemburg, het Koninkrijk der Nederlanden, de Republiek Oostenrijk, de Portugese Republiek, de Republiek Finland, het Koninkrijk Zweden, het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland (lidstaten van de Europese Unie) en de Tsjechische Republiek, de Republiek Estland, de Republiek Cyprus, de Republiek Letland, de Republiek Litouwen, de Republiek Hongarije, de Republiek Malta, de Republiek Polen, de Republiek Slovenië, de Slowaakse Republiek betreffende de toetreding van de Tsjechische Republiek, de Republiek Estland, de Republiek Cyprus, de Republiek Letland, de Republiek Litouwen, de Republiek Hongarije, de Republiek Malta, de Republiek Polen, de Republiek Slovenië en de Slowaakse Republiek tot de Europese Unie, met de Akte betreffende de toetredingsvoorwaarden voor de Tsjechische Republiek, de Republiek Estland, de Republiek Cyprus, de Republiek Letland, de Republiek Litouwen, de Republiek Hongarije, de Republiek Malta, de Republiek Polen, de Republiek Slovenië en de Slowaakse Republiek, en de aanpassing van de verdragen waarop de Europese Unie is gegrond, met de Bijlagen I, II, III, IV, V, VI, VII, VIII, IX, X, XI, XII, XIII, XIV, XV, XVI, XVII en XVIII, met de Protocollen 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 en 10 en met de Slotakte met de verklaringen, gedaan te Athene op 16 april 2003

Exposé des motifs

I. HISTORIQUE ET DEROULEMENT DES NEGOCIATIONS

1. Introduction

Ce cinquième élargissement de l'Union européenne est sans doute l'un des plus marquants de son histoire.

Les quatre premières vagues avaient fait entrer respectivement le Danemark, l'Irlande et le Royaume Uni en 1973, la Grèce en 1981, le Portugal et l'Espagne en 1986 et enfin l'Autriche, la Finlande et la Suède en 1995.

Ce dernier élargissement est d'une envergure sans précédent, notamment par le nombre de pays candidats, leur population, leur situation géographique, leur diversité culturelle et historique.

Il est le résultat d'un long processus qui, pour les pays d'Europe centrale, a été engagé suite à la désintégration du système Comecon, lequel fut précipité par la chute du mur de Berlin en 1989.

Acte politique en ce qu'il assure la paix et la sécurité dans une Europe à nouveau unifiée après des décennies de guerres et de crises sur le continent européen, il est aussi un formidable moteur d'élévation du niveau de vie des pays qui entrent dans l'Union et de développement des échanges pour l'ensemble des pays européens.

Conçu comme le résultat d'un véritable devoir moral pour des pays qui contrairement à nous, n'ont pas bénéficié de leur liberté d'action avant la chute du mur, il représente un effort sans précédent pour ces nouveaux adhérents qui, en quelques années, ont été confrontés au défi gigantesque d'adapter leurs institutions et leurs législations aux normes sophistiquées de l'Europe des 15.

Pour Chypre, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, Malte, la Pologne, la République de Tchéquie, la Slovaquie et la Slovénie, les négociations se sont terminées au Conseil européen de Copenhague le 13 décembre 2002.

La signature du Traité a eu lieu le 16 avril 2003 à Athènes. L'entrée effective des nouveaux membres, après l'épuisement des procédures internes de ratification, est prévue au 1^{er} mai 2004.

L'élargissement entraîne l'adhésion de ces pays à l'Espace économique européen ce qui constitue, pour les nouveaux membres, un incitant décisif dans la voie de l'intégration économique.

Memorie van toelichting

I. TERUGBLIK EN VERLOOP VAN DE ONDERHANDELINGEN

1. Inleiding

De vijfde uitbreiding van de Europese Unie is wellicht ook de meest markante in haar geschiedenis.

De eerste vier uitbreidingsgolven behelsden de toetreding van Denemarken, Ierland en het Verenigd Koninkrijk in 1973, Griekenland in 1981, Portugal en Spanje in 1986 en ten slotte Oostenrijk, Finland en Zweden in 1995.

Nooit eerder had binnen de Europese Unie een uitbreiding van deze omvang plaats, rekening houdend met het aantal kandidaat-landen, hun bevolking, hun geografische ligging, hun culturele en historische verscheidenheid.

Ze is het resultaat van een langdurig proces dat ten behoeve van de landen van Midden-Europa werd op gang gebracht als gevolg van het uiteenvallen van het Comecon en dat nog bespoedigd werd door de val van de Berlijnse Muur in 1989.

Met de uitbreiding wordt tevens een politieke daad gesteld die ten doel stelt de vrede en de veiligheid te verzekeren in een Europa dat na decennia van oorlogen en crisissen op het Europese vasteland opnieuw verenigd is. Ze is eveneens een belangrijke hefboom voor de verbetering van de levensstandaard in de landen die toetreden tot de Unie en voor de ontwikkeling van het handelsverkeer tussen alle Europese landen.

De uitbreiding geeft gestalte aan een reële morele verplichting ten aanzien van landen die vóór de val van de Muur in tegenstelling tot ons geen vrijheid van handelen genoten. Van de nieuwkomers vraagt ze een grote inspanning omdat deze in enkele jaren tijd de enorme uitdaging moeten aangaan hun instellingen en wetgeving af te stemmen op de complexe regelgeving van het Europa van de 15.

Voor Cyprus, Estland, Hongarije, Letland, Litouwen, Malta, Polen, de Tsjechische Republiek, Slowakije en Slovenië werden de onderhandelingen afgerond op 13 december 2002 op de Europese Raad van Kopenhagen.

Het Verdrag werd op 16 april 2003 ondertekend in Athene. De daadwerkelijke toetreding van de nieuwe leden nadat aan de interne bekrachtigingsprocedures is voldaan, heeft plaats op 1 mei 2004.

De uitbreiding brengt de toetreding tot de Europese Economische Ruimte met zich, wat voor de nieuwe leden een beslissende opstap is naar economische integratie.

Leur participation à un marché de plus de 450 millions de consommateurs assurera davantage l'acquis du marché intérieur et l'application des règles uniformes en matière de concurrence et d'aides d'état.

Leur intégration dans l'Union européenne est l'aboutissement d'un engagement plus large, déjà consolidé par leur participation en tant que membres des Nations Unies et de ses organisations spécialisées, ainsi que de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC).

En 1999 trois pays, la Pologne, la Hongrie et la République tchèque ont adhéré à l'OTAN. L'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Slovaquie et la Slovénie suite au Sommet de Prague du 21-22 novembre 2002, ont vu leur candidature être officiellement acceptée à Bruxelles en mars 2003 en vue d'une adhésion en 2004.

Ces pays sont également membres de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe et du Conseil de l'Europe.

1.1. La base juridique

L'article 49 (ex-article O), combiné avec l'article 6.1. du Traité sur l'Union européenne, précise que tout État européen qui respecte les principes de la liberté, de la démocratie, du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, ainsi que de l'état de droit, principes qui sont communs aux États membres, peut demander à devenir membre de l'Union.

1.2. Les signes avant-coureurs

Les négociations qui se terminent sont le fruit d'un long processus entamé dans les années septante avec Chypre et Malte et dans les années nonante avec les pays d'Europe centrale et orientale par le biais de la conclusion d'accords d'association pour Chypre et Malte et d'accords dits « européens » pour les 8 pays d'Europe centrale.

Cette structure juridique de base visait à établir progressivement, sur une période déterminée, notamment une zone de libre-échange entre l'UE et les pays associés, fondée sur la réciprocité asymétrique.

Véritable moteur de rapprochement économique et politique, cette relation bilatérale a permis un accroissement rapide du commerce entre l'UE et ces différents pays.

La vocation des pays concernés à adhérer à l'Union était un des éléments de ces accords et elle a été confirmée par la suite lors du dépôt des candidatures individuelles.

Hun deelneming aan een markt van meer dan 450 miljoen consumenten biedt een nog grotere waarborg voor het acquis van de interne markt en de toepassing van eenvoudige regels ter zake van mededinging en staatssteun.

De integratie van voornoemde landen in de Europese Unie is het resultaat van een ruimer engagement dat reeds verankerd was door hun lidmaatschap van de Verenigde Naties en de gespecialiseerde VN-organisaties alsmede van de Wereldhandelsorganisatie (WTO).

In 1999 werden Polen, Hongarije en de Tsjechische Republiek lid van de NAVO. Naar aanleiding van de Top van Praag van 21-22 november 2002 werd de kandidatuur van Estland, Letland, Litouwen, Slowakije en Slovenië in maart 2003 officieel aanvaard in Brussel, met het oog op de toetreding van die landen in 2004.

Voornoemde landen zijn eveneens lid van de Organisatie voor Veiligheid en Samenwerking in Europa (OVSE).

1.1. Rechtsgrond

Gelezen in samenhang met artikel 6.1. van het Verdrag betreffende de Europese Unie, stelt artikel 49 (het vroegere artikel O) duidelijk dat elke Europese Staat die de beginselen in acht neemt inzake vrijheid, democratie, eerbiediging van de mensenrechten en de fundamentele vrijheden alsmede inzake de rechtsstaat, zijnde de beginselen die alle Lidstaten gemeen hebben, kan vragen lid te worden van de Unie.

1.2. Voortekenen

De finalisering van de onderhandelingen zijn het sluitstuk van een langdurig proces dat in de jaren zeventig werd aangevat met Cyprus en Malta en in de jaren negentig met de landen van Midden- en Oost-Europa. Wat Cyprus en Malta betreft, gebeurde dat middels het sluiten van Associatieakkoorden. Met de 8 landen van Midden-Europa middels het aangaan van de zogenaamde Europa-akkoorden.

Met deze basisrechtsstructuur werd beoogd over een bepaalde periode stapsgewijze een vrijhandelszone in te stellen, met name tussen de EU en de geassocieerde landen op grond van de asymmetrische wederkerigheid.

Deze bilaterale betrekking die de drijvende kracht is achter de economische en politieke toenadering, bewerkstelligde een snelle toename van de handel tussen de EU en deze landen.

De bestemming van deze landen ooit lid te worden van de Unie lag al besloten in deze overeenkomsten en werd bevestigd bij het indienen van de candidaturen.

1.3. Les conditions

En juin 1993, lors du Conseil de Copenhague, l'Union fait un pas décisif vers l'élargissement, convenant que les pays associés de l'Europe centrale et orientale qui le désirent pourront devenir membres sur la base du respect de critères connus sous le nom de « critères de Copenhague ».

Ces critères indiquent que tout pays candidat doit avoir :

- des institutions stables garantissant la démocratie, l'état de droit, les droits de l'homme, le respect des minorités et leur protection ⁽¹⁾;
- une économie de marché viable ainsi que la capacité de faire face à la pression concurrentielle et aux forces du marché à l'intérieur de l'Union;
- la capacité d'assumer les obligations de l'adhésion, notamment de souscrire aux objectifs de l'Union politique, économique et monétaire.

Au Conseil de Madrid en décembre 1995, un critère supplémentaire est précisé, à savoir la nécessité pour le pays candidat de créer les conditions de son intégration par l'adaptation de ses structures administratives.

Il est apparu en effet important de voir la législation appliquée efficacement grâce à des structures administratives et juridiques appropriées. Il s'agit là d'un préalable indispensable à la confiance mutuelle requise pour l'adhésion.

1.4. La stratégie de pré-adhésion

Il est important que les pays qui désirent entrer dans l'Union européenne soient bien préparés à cette adhésion. Au départ du Conseil européen d'Essen en 1994, une stratégie de pré-adhésion s'est donc développée, qui concerne actuellement tous les pays d'Europe centrale et orientale, Malte et Chypre, à de niveaux similaires mais selon des modalités parfois différentes pour des raisons juridiques et historiques.

Parmi les éléments figurent : la mise en œuvre des accords européens ou des accords d'association, les partenariats pour l'adhésion et les programmes nationaux pour

(1) Dans ce cadre, la question de la protection des minorités et particulièrement la problématique des Roms et des minorités russophones est suivie de près par l'Union européenne.

1.3. Voorwaarden

Op de Raad van Copenhague in juni 1993 zette de Unie een beslissende stap naar de uitbreiding door te stellen dat de geassocieerde landen van Midden- en Oost-Europa desgewenst lid kunnen worden, mits voldaan wordt aan de als « criteria van Copenhague » bekend staande voorwaarden.

Volgens deze criteria moet elk kandidaat-land beschikken over :

- stabiele instellingen die borg staan voor democratie, een rechtsstaat, de mensenrechten, eerbiediging en bescherming van de rechten van minderheden ⁽¹⁾;
- een levensvatbare markteconomie alsmede het vermogen om de concurrentiedruk en de marktkrachten binnen de Europese Unie het hoofd te bieden;
- het vermogen de toetredingsverplichtingen na te komen waarbij met name de doelstellingen van de politieke, economische en monetaire unie moeten worden onderschreven.

Op de Raad van Madrid in december 1995 wordt nog een bijkomend criterium in het leven geroepen, met name de noodzaak voor elk kandidaat-land de voorwaarden voor zijn integratie te creëren middels de aanpassing van zijn administratieve structuren.

Het is immers gebleken dat de efficiënte toepassing van de wetgeving aan de hand van adequate administratieve en juridische structuren van belang is en een noodzakelijke vereiste voor het wederzijds vertrouwen dat aan de toetreding ten grondslag ligt.

1.4. Pretoetredingsstrategie

Het is belangrijk dat de landen die tot de Europese Unie wensen toe te treden terdege op deze toetreding zijn voorbereid. Op basis van de Europese Raad van Essen in 1994 werd dan ook een pretoetredingsstrategie uitgewerkt die momenteel geldt voor alle landen van Midden- en Oost-Europa, Malta en Cyprus. Deze strategie situeert zich per land op een overeenkomstig niveau maar wordt in een aantal gevallen om juridische en historische redenen op verschillende manieren toegepast.

De pretoetredingsstrategie bevat ondermeer volgende gegevens : tenuitvoerlegging van de Europa-overeenkomsten of de associatieovereenkomsten, partnerschappen voor

(1) In het verlengde hiervan wordt het vraagstuk inzake de bescherming van de rechten van de minderheden en meer bepaald de situatie van de Roma en de Russisch-sprekende minderheden door de Europese Unie op de voet gevolgd.

l'adoption de l'acquis (PNNA), l'aide de pré-adhésion (selon le cas, Phare, Ispa, Sapard, IFI, plus des mesures spécifiques pour Chypre et Malte) et la participation aux programmes et aux agences de la Communauté européenne.

Le partenariat pour l'adhésion constitue l'élément central de la stratégie : il fixe les priorités pour le pays candidat et regroupe toutes les aides de l'Union à l'intérieur d'un cadre unique.

Le PNNA complète le partenariat pour l'adhésion : il expose de façon détaillée la façon dont le pays candidat compte respecter les priorités du partenariat.

Ce plan est approuvé par le Parlement du pays candidat concerné ce qui élargit et garantit la légitimité politique du projet tout au long du processus de préparation.

2. Les négociations

2.1. Le démarrage : le Conseil de Luxembourg

Lorsque le Conseil de Luxembourg (décembre 1997) décide de lancer un processus global d'élargissement pour tous les pays souhaitant rejoindre l'Union, il est clair dès le départ qu'il s'agit d'un processus de nature évolutive et inclusive ce qui signifie que tous les pays qui souhaitent entrer dans l'Union le font sur la base de critères identiques.

Partant de ce principe (et de l'accomplissement des critères de Copenhague par les candidats), les négociations sont ouvertes le 31 mars 1998 avec six pays : l'Estonie, la Hongrie, la République tchèque, la Pologne, la Slovénie et Chypre.

2.2. L'agenda 2000 – les avis individuels de la Commission

En même temps qu'elle rend son avis sur les demandes individuelles d'adhésion, la Commission met au point ce que l'on a coutume d'appeler l'Agenda 2000, cadre unique dans lequel la Commission brosse à grands traits l'évolution de l'UE et de ses politiques au delà de l'an 2000, l'impact de l'élargissement dans son ensemble et le futur cadre financier pour la période 2000-2006, dans la perspective d'une Europe élargie à 6 pays en 2002.

Le Conseil de Berlin en 1999 adopte des nouvelles perspectives financières qui proposent une provision financière à la fois pour les dépenses de pré-adhésion et pour les premiers financements des nouveaux membres à rejoindre l'Union entre 2002 et 2006.

de toetreding en nationale programma's voor de overname van het acquis (NPAA), pretoetredingssteun (naar gelang van het geval Phare, Ispa, Sapard, IFI alsmede specifieke maatregelen voor Cyprus en Malta) en deelneming aan de programma's en agentschappen van de Europese Gemeenschap.

Het partnerschap voor de toetreding is het sleutelgegeven van de strategie. Het legt de prioriteiten voor het kandidaat-land vast en bundelt alle steunmaatregelen van de Unie in één enkel kader.

Het NPAA is een aanvulling op het partnerschap voor de toetreding : het verstrekt uitvoerige toelichting over de wijze waarop het kandidaat-land voornemens is de prioriteiten van het partnerschap in acht te nemen.

Dit programma wordt goedgekeurd door het Parlement van het desbetreffende kandidaat-land, wat de politieke legitimiteit van het project tijdens de duur van het voorbereidingsproces nog versterkt en waarborgt.

2. De onderhandelingen

2.1. Opstarting : de Raad van Luxemburg

Wanneer de Raad van Luxemburg in december 1997 besluit een alomvattend uitbreidingsproces op gang te brengen ten behoeve van alle landen die tot de Unie wensen toe te treden, is het van meet af aan duidelijk dat het om een evolutief en inclusief proces gaat. Zulks betekent dat alle landen die lid wensen te worden van de Unie aan dezelfde criteria dienen te voldoen.

Op basis van dit beginsel (en op voorwaarde dat de kandidaten voldoen aan de criteria van Copenhague), worden op 31 maart 1998 onderhandelingen geopend met zes landen : Estland, Hongarije, de Tsjechische Republiek, Polen, Slovenië en Cyprus.

2.2. Agenda 2000 – de afzonderlijke adviezen van de Commissie

Terwijl ze advies uitbrengt over individuele toetredingsverzoeken, maakt de Commissie werk van wat gemeenzaam bekend staat als Agenda 2000, een uniek kader waarbinnen de Commissie in grote lijnen de evolutie schetst van de EU en haar beleidslijnen na het jaar 2000, de weerslag van de uitbreiding in haar geheel en het toekomstige financieel kader voor het tijdvak 2000-2006 in het vooruitzicht van een Europa dat in 2002 zes leden meer telt.

In 1999 hecht de Raad van Berlijn zijn goedkeuring aan nieuwe financiële vooruitzichten die het voorstel inzake een financiële bijdrage behelzen voor de pretoetredingsuitgaven en voor de eerste financiering van de uitgaven van de landen die tussen 2002 en 2006 lid worden van de Unie.

Concrètement, 3,12 milliards d'euros sont ainsi alloués annuellement aux dépenses de pré-adhésion tandis qu'un total de 58 milliards est mis de côté afin de financer les fonds structurels, les politiques internes, l'administration et l'agriculture dans les pays adhérents.

Comme on le verra plus loin, ces dispositions vont être adaptées à Bruxelles et Copenhague en 2002 pour tenir compte de l'entrée non plus de 6 mais de 10 pays et à partir de 2004 et non de 2002 comme initialement prévu tout en respectant le plafond global.

2.3. Renforcer l'élargissement : le Conseil d'Helsinki

Le Conseil d'Helsinki marque aussi une accélération du processus en termes politiques et de nombre de pays admis à négocier puisqu'il donne le feu vert pour négocier avec 6 autres pays (les négociations formelles seront entamées en février 2000) : la Bulgarie, la Lettonie, la Lituanie, Malte, la Roumanie et la République slovaque. Il indique aussi et c'est là l'élément nouveau que « les pays qui viennent d'être insérés dans le processus de négociation auront la possibilité de rejoindre dans un délai raisonnable les pays candidats avec lesquels des négociations sont déjà en cours, pour autant qu'ils y soient suffisamment préparés ».

Ce faisant, et comme on le verra se réaliser plus loin, le Conseil avalisait la fusion des deux groupes, celui de Copenhague et d'Helsinki.

Ce Conseil consacre aussi le retour de la république slovaque dans le processus. L'on se souviendra en effet que ce pays, bien qu'appartenant au premier groupe des pays candidats qui avaient demandé à négocier formellement leur entrée, n'avait pas été autorisé à entamer les négociations en 1998 avec les 6 autres car le Conseil avait estimé qu'il ne remplissait pas tous les critères politiques.

Par ailleurs, il faut également noter le retour à la table de négociations de Malte, qui, pour des raisons de politique interne, avait gelé les négociations antérieures en 1996.

2.4. Les principes

Les principes de négociation qui suivent ne doivent pas être confondus avec les critères dits de Copenhague. Ils sont en fait les lignes de conduite que l'Union s'est donnée à elle-même pour examiner et gérer les différentes candidatures.

Dit komt neer op een jaarlijks bedrag van 3,12 miljard euro voor pretoetredingsuitgaven terwijl in totaal 58 miljard wordt uitgetrokken ter financiering van de structurele maatregelen, het intern beleid, de administratie en de landbouw in de toetredende landen.

Verder in de tekst zal blijken dat deze bepalingen in 2002 in Brussel en Kopenhagen nog zullen worden aangepast, rekening houdend met de toetreding van 10 landen in plaats van 6 en met ingang van 2004 en niet 2002 zoals oorspronkelijk gepland. Daarbij zal het globale plafond worden in acht genomen.

2.3. Versterking van de uitbreiding : de Raad van Helsinki

De Raad van Helsinki geeft eveneens de aanzet tot de versnelling van het politieke proces en tot de uitbreiding van het aantal landen dat voor onderhandelingen over toetreding in aanmerking komt : de Raad zet met name voor nog 6 landen het licht op groen (de officiële onderhandelingen beginnen in februari 2000) : het gaat om Bulgarije, Letland, Litouwen, Malta, Roemenië en de Slowaakse Republiek. Op deze Raad werd voor het eerst gesteld : « De kandidaat-lidstaten die nu bij het onderhandelingsproces worden betrokken, zullen de mogelijkheid hebben om binnen een redelijk tijdsbestek op hetzelfde niveau te komen als de kandidaat-lidstaten waarmee de onderhandelingen reeds lopen, voor zover zij bij hun voorbereidingen voldoende vorderingen hebben gemaakt. »

Zoals verder in de tekst nog moge blijken, hechtte de Raad aldus zijn goedkeuring aan de samenvoeging van de groep van Kopenhagen en de groep van Helsinki.

Deze Raad legt eveneens de wederopname in het proces vast van de Slowaakse Republiek. Ter herinnering weze vermeld dat hoewel dit land deel uitmaakte van de eerste groep kandidaat-landen die om officiële toetredingsonderhandelingen hadden gevraagd, het geen toestemming kreeg om de onderhandelingen in 1998 tezamen met 6 andere landen aan te vatten. De Raad oordeelde immers dat het niet aan alle politieke criteria voldeed.

Ook weze aangestipt dat Malta opnieuw plaatsnam aan de onderhandelingstafel nadat het de vorige onderhandelingen in 1996 om interne politieke redenen had stopgezet.

2.4. De beginselen

De volgende onderhandelingsbeginselen mogen niet worden verward met de zogenaamde criteria van Kopenhagen. Het gaat in feite om gedragslijnen die de Unie zichzelf oplegde voor het onderzoeken en het behandelen van de verschillende candidaturen.

2.4.1. Les négociations d'adhésion sont fondées sur trois principes essentiels.

Le premier principe est celui de la différenciation. Les négociations avec les pays candidats sont conduites individuellement, sur base des mérites propres, la vitesse des négociations dépendant du degré de préparation de chaque pays et de la complexité des problèmes soulevés.

Le deuxième principe est celui de la flexibilité qui est devenu rattrapage. Comme on l'a vu plus haut, ce principe a été formulé pour la première fois à Helsinki et donne la garantie aux pays du deuxième groupe, dit d'Helsinki, que leurs efforts menés à bien pourraient aboutir à une finalisation de leurs négociations dans les mêmes termes et délais qu'avec ceux du 1^{er} groupe dit de Copenhague.

Le dernier principe, est celui du monitoring. Les États membres (la Belgique a toujours insisté sur cet aspect primordial) sur la base des informations délivrées par la Commission, vérifient la mise en œuvre effective des engagements pris par les pays candidats lorsque les chapitres de la négociation sont clos. Cet exercice continue jusqu'à l'entrée effective des nouveaux membres.

Le suivi des périodes de transition accordées et des engagements pris par les nouveaux membres, après leur entrée effective, est assuré par la Commission.

2.4.2. Les dérogations temporaires

Pour faire droit à certaines difficultés objectives des pays candidats, l'Union a accepté l'idée d'accorder aux pays candidats des dérogations temporaires, au cas par cas.

L'incorporation de l'acquis communautaire dans les législations des nouveaux membres ainsi que leur application effective a, en effet, été la base des négociations d'adhésion.

Toute dérogation à ce principe est donc restée, lorsqu'elle a été accordée, l'exception.

Les périodes de transition, répondent à des critères précis : elles doivent être limitées dans le temps et dans l'espace, ne pas avoir d'impact significatif sur la concurrence ou le fonctionnement du marché intérieur. Elles doivent également être accompagnées par un plan précis (calendrier à l'appui) d'application de l'acquis.

De son côté, l'Union a proposé de négocier des périodes de transition à l'égard des pays candidats.

2.4.1. De toetredingsonderhandelingen berusten op drie essentiële beginselen

Het eerste beginsel is dat van de differentiatie. De onderhandelingen met de kandidaat-landen worden individueel gevoerd naar eigen merites aangezien het onderhandelings-tempo afhangt van de mate van voorbereiding van elk land en de complexiteit van de naar voren gebrachte problemen.

Het tweede beginsel behelst de flexibiliteit, wat neerkomt op het inlopen van de achterstand. Zoals hierboven reeds werd aangestipt, is dit beginsel voor het eerst in Helsinki geformuleerd. Het geeft de landen van de tweede zogenaamde Helsinki-groep de waarborg dat inspanningen die tot een goed einde werden gebracht, ertoe kunnen leiden dat hun onderhandelingen over toetreding op dezelfde voorwaarden en binnen dezelfde termijnen worden afgerond als die met de landen van de eerste groep, de zogenaamde groep van Copenhagen.

Ten slotte is er het beginsel van de monitoring. Op basis van de door de Commissie verstrekte informatie, verifiëren de Lidstaten de daadwerkelijke tenuitvoerlegging van de door de kandidaat-landen aangegane verbintenissen bij het afsluiten van de onderhandelingshoofdstukken tot op het tijdstip van de daadwerkelijke toetreding van de nieuwe leden (België heeft altijd de nadruk gelegd op dit primordiaal beginsel).

Vanaf de daadwerkelijke toetreding, staat de Commissie in voor de follow-up van de toegestane overgangsperiodes en de door de nieuwe leden aangegane verbintenissen.

2.4.2. Tijdelijke afwijkingen

Om tegemoet te komen aan een aantal objectieve moeilijkheden waarmee sommige kandidaat-landen te kampen hebben, stemde de Unie ermee in deze landen geval per geval tijdelijke afwijkingen toe te staan.

De opname van het acquis communautaire in de wetgeving van de nieuwe leden alsmede de daadwerkelijke toepassing ervan vormde immers de basis voor de toetredingsonderhandelingen.

Elke afwijking van dit principe is, wanneer zij is toegekend geworden, de uitzondering gebleven.

De overgangsperiodes beantwoorden aan nauwkeurig omschreven criteria : ze moeten beperkt zijn in tijd en draagwijdte, mogen geen al te grote weerslag hebben op de mededinging of op de werking van de interne markt. Ook moeten ze vergezeld gaan van een duidelijk plan waarin de toepassing van het acquis (met tijdschema) wordt opgegeven.

De Unie stelde zelf ook voor een aantal overgangsperiodes te bespreken.

Des arrangements spécifiques ont aussi été conclus pour régulariser certaines situations de droits acquis.

Enfin, de vraies dérogations ont été accordées, mais elles sont exceptionnelles, limitées dans leur ampleur et tout à fait spécifiques.

Ces principes qui ont guidé les négociateurs tout au long du processus sont complétés par une méthode de travail adoptée par le Conseil européen de Nice en décembre 2000 qui fixe un calendrier des travaux sur 18 mois (cfr supra).

2.5. Les négociations proprement dites

2.5.1. Les procédures

Les négociations proprement dites prennent la forme d'une série de conférences intergouvernementales bilatérales entre les États membres de l'Union et chacun des pays candidats.

Avant d'entamer les négociations, un examen détaillé de la mise en œuvre de la législation communautaire, dite « criblage de l'acquis » est effectué par la Commission pour chaque pays candidat.

L'objectif est de pouvoir identifier les lacunes et les points de divergence portant sur 30 chapitres ⁽²⁾ dont notamment les quatre libertés de circulation (marchandises, personnes, services ou capitaux), l'agriculture ou l'environnement pour n'en citer que quelques uns.

A la fin des négociations, tout sujet sortant du contenu de ces trente chapitres, est repris dans un chapitre 31 sous « divers ».

Les négociations s'engagent avec chaque pays, chapitre par chapitre.

La Commission propose ensuite des positions communes de négociation au Conseil pour chaque pays candi-

(2) Libre circulation des marchandises, libre circulation des personnes, libre prestation des services, libre circulation des capitaux, droit des sociétés, politique de concurrence, agriculture, pêche, politique des transports, fiscalité, Union économique et monétaire, statistiques, politique sociale et de l'emploi, énergie, politique industrielle, petites et moyennes entreprises, science et recherche, éducation et formation, télécommunications et technologies de l'information, culture et audiovisuel, politique régionale et coordination des instruments, environnement, protection des consommateurs et de la santé, coopération dans les domaines de la justice et des affaires intérieures, union douanière, relations extérieures, politique étrangère et de sécurité commune, contrôle financier, dispositions financières et budgétaires, institutions, divers.

Daarenboven werden specifieke regelingen getroffen ter vrijwaring van bepaalde verworven rechten.

Ten slotte werden bij wijze van uitzondering een aantal in draagwijdte beperkte en zeer specifieke reële afwijkingen toegestaan.

Deze beginselen waardoor de onderhandelaars zich het hele proces lang hebben laten leiden, worden aangevuld met een werkmethode die werd goedgekeurd door de Europese Raad van Nice in december 2000 en die de spreiding van de werkzaamheden over 18 maanden behelst (zie hiervoor).

2.5. De eigenlijke onderhandelingen

2.5.1. De procedures

De eigenlijke onderhandelingen worden gevoerd onder een reeks bilaterale intergouvernementele conferenties tussen de Lidstaten van de Unie en elk kandidaat-land.

Vooraleer onderhandelingen worden opgestart, wordt voor elk kandidaat-land door de Commissie een uitvoerig onderzoek verricht naar de tenuitvoerlegging van de communautaire wetgeving, de zogenaamde « screening van het acquis ».

Bedoeling is lacunes op te sporen en na te gaan waarover de visies verschillen met betrekking tot de 30 hoofdstukken ⁽²⁾. Deze behelzen met name de vier vrijheden (vrij verkeer van goederen, personen, diensten en kapitaal), landbouw of milieu, om er maar enkele te noemen.

Aan het einde van de onderhandelingen wordt een onderdeel van het acquis dat niet in één van deze 30 hoofdstukken is vervat, behandeld in een hoofdstuk 31 onder het hoofdstuk Varia.

De onderhandelingen worden per hoofdstuk aangeknoopt met elk land.

Vervolgens stelt de Commissie aan de Raad gemeenschappelijke onderhandelingsstandpunten per kandidaat-

(2) Vrij verkeer van goederen, vrij verkeer van personen, vrije dienstverlening, vrij verkeer van kapitaal, vennootschapsrecht, mededingingsbeleid, landbouw, visserij, vervoerbeleid, belastingen, Economische en Monetaire Unie, statistieken, werkgelegenheid en sociaal beleid, energie, industriebeleid, kleine en middelgrote ondernemingen, wetenschap en onderzoek, onderwijs en opleiding, telecommunicatie en informatietechnologieën, cultuur en audiovisuele sector, regionaal beleid en coördinatie van de instrumenten, milieu, consumentenbeleid en bescherming van de gezondheid van de consument, samenwerking op het vlak van justitie en binnenlandse zaken, douane-unie, externe betrekkingen, gemeenschappelijk buitenlands en veiligheidsbeleid, financiële controle, financiële en budgettaire bepalingen, instellingen, diversen.

dat (c'est à dire, dans le cas qui nous occupe, 310 positions communes).

Ces positions servent de base de discussion au sein du Conseil qui, lui, adopte, après évaluation et négociation, d'une façon formelle, à l'unanimité, les positions communes.

Elles sont ensuite transmises aux pays candidats qui font part de leurs difficultés éventuelles et de leurs remarques.

Les séances de négociations se déroulent donc à trois niveaux : technique, délégué et ministériel.

Lorsque la position commune est adoptée et formellement acceptée par le pays candidat, c'est à dire que les engagements pris par le dit pays sont clairs au regard de l'acquis pour chacune des parties, le chapitre est déclaré provisoirement clos. Cela signifie que le Conseil peut, en principe, revenir sur les résultats obtenus s'il s'avère que le pays candidat ne respecte pas ses engagements ou que du nouvel acquis communautaire est intervenu sur le chapitre considéré avant la fin des négociations.

2.5.2. Sur le plan interne belge, la détermination des positions communes et le suivi des négociations ont fait l'objet de réunions de coordination régulières ou ad hoc lorsque des sujets particulièrement sensibles étaient traités au niveau européen (citons la libre circulation des personnes, le financement et budget, l'agriculture, la politique régionale, le transport, l'énergie nucléaire, l'environnement) avec l'ensemble des autorités compétentes administratives et politiques, fédérales et fédérées.

Au quotidien, en fonction de l'ordre du jour des réunions de négociations, les questions techniques soulevées par les projets de position commune (DCP), l'impact des demandes de dérogations sur nos intérêts nationaux ont été gérées en concertation étroite avec les départements ou acteurs économiques concernés. Les représentants des autorités fédérales, régionales et communautaires avaient en outre la possibilité de suivre les travaux en direct à tous les niveaux.

Le gouvernement fédéral, les régions et les Communautés ont été informées au fur et à mesure de l'évolution des négociations et de façon systématique avant chaque Conseil européen afin de fixer les positions de principe de la Belgique sur les résultats et la poursuite des négociations.

land voor (zijnde 310 gemeenschappelijke standpunten in dit geval).

Deze standpunten dienen als grondslag voor de bespreking binnen de Raad die na evaluatie en onderhandelingen de gemeenschappelijke standpunten officieel eenparig goedkeurt.

Nadien worden de standpunten ter kennis gebracht van de kandidaat-landen die in voorkomend geval aangeven welke de moeilijkheden zijn en opmerkingen formuleren.

De onderhandelingen worden gevoerd op drie niveaus : het technisch niveau, het niveau van de vertegenwoordigers en het ministerieel niveau.

Wanneer het gemeenschappelijk standpunt door het kandidaat-land is goedgekeurd en officieel aanvaard, wat erop neerkomt dat de door bedoeld land ten aanzien van het acquis aangevane verbintenissen voor alle partijen aanvaard zijn, wordt het hoofdstuk als zijnde voorlopig afgesloten beschouwd. Zulks betekent dat de Raad in principe op de bereikte resultaten kan terugkomen wanneer blijkt dat het kandidaat-land zijn verbintenissen niet nakomt of wanneer vóór het einde van de onderhandelingen op het desbetreffende hoofdstuk een nieuw acquis communautaire van toepassing is.

2.5.2. Wat het Belgisch intern beleid betreft, werden op geregelde tijdstippen coördinatievergaderingen gewijd aan het vastleggen van de gemeenschappelijke standpunten en de follow-up van de onderhandelingen of hadden ad hoc vergaderingen plaats, wanneer op Europees niveau bijzonder gevoelige materies werden behandeld (bijvoorbeeld het vrij verkeer van personen, financiering en budget, landbouw, regionaal beleid, vervoer, kernenergie, milieu). Aan de vergaderingen werd deelgenomen door alle bevoegde administratieve en politieke federale en gefedereerde autoriteiten.

Wat betreft de dagelijkse werkzaamheden, werd afhankelijk van de agenda van de onderhandelingsvergaderingen, nauw overlegd met de desbetreffende departementen of economische actoren. De technische kwesties in de ontwerpen van gemeenschappelijke posities (DCP) en de weerslag van de afwijkingaanvragen op de Belgische belangen werden bestudeerd. Ook hadden de vertegenwoordigers van de federale, gewest- en gemeenschapsautoriteiten onder meer de gelegenheid de werkzaamheden op alle niveaus rechtstreeks te volgen.

De federale regering, de Gewesten en de Gemeenschappen werden nauwgezet en systematisch vóór elke Europese Raad op de hoogte gebracht van de vorderingen in de onderhandelingen, teneinde hen in de mogelijkheid te stellen de principestandpunten van België ten aanzien van de resultaten en de voortzetting van de onderhandelingen te bepalen.

Le Parlement fédéral a été informé de l'évolution des négociations dans le Comité d'avis des questions européennes.

2.6. *Le Calendrier*

Trois Présidences (Suède, Belgique, Espagne) ont reçu en décembre 2000 mandat de faire progresser les négociations selon un calendrier indicatif, repris dans une feuille de route qui précise les positions communes à identifier pour les chapitres énumérés.

Pour la Belgique, les chapitres concurrence, agriculture (aspects vétérinaires et phytosanitaires), pêche, transports, fiscalité, énergie, justice et affaires intérieures, union douanière et contrôle financier étaient prévus (voir infra).

La Présidence espagnole a poursuivi les efforts entamés, maintenu le rythme et permis au Conseil européen de Séville de juin 2002 d'indiquer que l'objectif de Laeken était confirmé.

La Présidence danoise du deuxième semestre 2002 a eu une double charge : celle de déblayer et de faire prendre par le Conseil les décisions nécessaires sur l'ensemble des questions financières et budgétaires et, en second lieu, celle de régler les nombreuses questions techniques encore ouvertes en vue de concrétiser les conclusions de Séville à Copenhague.

2.7. *La Présidence belge*

2.7.1. Comme indiqué, c'est la Commission qui est chargée de la négociation et c'est elle qui, lorsqu'elle estime que les conditions sont remplies, présente au Conseil, les projets de position commune sur un chapitre de négociation.

Le rôle de la Présidence, dans le respect des procédures, est de trouver, à tous les niveaux, les points d'équilibre technique et politique qui permettent à la fois de s'assurer du maintien des principes de base et de mise au point de solutions pratiques, au cas par cas, pour rencontrer les difficultés des pays candidats et des États membres.

Dans ce contexte, la Présidence belge a conçu son rôle comme celui d'un facilitateur, en quelque sorte d'un « honest broker », tenant compte aussi bien des demandes des pays candidats, des positions des États membres et de l'application correcte et complète de l'acquis communautaire.

Durant le deuxième semestre de 2001, les négociations d'adhésion connaissent des progrès importants avec tous les

Het federale Parlement werd in het Adviescomité voor Europese Vraagstukken in kennis gesteld van het verloop van de onderhandelingen.

2.6. *Tijdschema*

Drie voorzitterschappen (Zweden, België, Spanje) kregen in december 2000 de opdracht de onderhandelingen te laten verlopen volgens een indicatief tijdschema dat is vastgelegd in een draaiboek. Deze roadmap stelt welke gemeenschappelijke standpunten met betrekking tot een aantal opgegeven hoofdstukken zijn.

Voor België ging het om de hoofdstukken mededinging, landbouw (diergeneeskundige en fyto-sanitaire aspecten), visserij, vervoer, fiscaliteit, energie, justitie en binnenlandse zaken, douane-unie en financiële controle (zie hierna).

Het Spaanse voorzitterschap zette de aangevatte inspanningen verder, hield het tempo aan en stelde de Europese Raad van Sevilla in juni 2002 in staat de doelstelling van Laeken te bevestigen.

Het Deense voorzitterschap in de tweede helft van 2002 had een tweeledige opdracht : enerzijds, de hinderpalen uit de weg ruimen en anderzijds, de Raad ertoe brengen de nodige besluiten te nemen over alle financiële en budgettaire aangelegenheden. In de tweede plaats moest een regeling worden gevonden voor de talrijke nog onopgeloste technische kwesties teneinde in Kopenhagen gestalte te geven aan de conclusies van de Europese Raad van Sevilla.

2.7. *Het Belgische voorzitterschap*

2.7.1. Zoals gezegd worden de onderhandelingen gevoerd door de Commissie. Zodra zij de voorwaarden vervuld acht, legt de Commissie de Raad de ontwerpen van gemeenschappelijke standpunt over een onderhandelingshoofdstuk voor.

Het is de taak van het voorzitterschap binnen de krijtlijnen van de procedures en op alle niveaus de technische en politieke evenwichtspunten te vinden die het mogelijk maken in de geest van de basisbeginselen praktische oplossingen uit te werken voor de specifieke problemen van de kandidaat-landen en de Lidstaten.

In die zin zag het Belgische voorzitterschap zichzelf als bemiddelaar, als « honest broker » en heeft het willen tegemoetkomen aan de verwachtingen van de kandidaat-lidstaten en de standpunten van de Lidstaten zonder daarbij in te leveren op de juiste en volledige toepassing van het communautaire acquis.

In de tweede helft van 2001 werd op kwantitatief en kwalitatief niveau een flinke stap voorwaarts gezet in de

pays candidats tant sur le plan quantitatif que qualitatif. Grâce au rythme soutenu, la feuille de route qui organisait les travaux a été respectée et même dépassée, dans une certaine mesure (3).

2.7.2. *Sur le plan quantitatif*, la Présidence belge a traité 84 chapitres dont 45 ont pu être clôturés provisoirement et 11 ouverts. Deux chapitres (droits des sociétés et consommateurs et protection de la santé) ont été fermés avec les 12 pays candidats.

Le total des chapitres ouverts depuis le début des négociations avec les 12 pays candidats s'est élevé à 336 des 360 chapitres.

Par ailleurs, 248 chapitres ont été provisoirement clos.

2.7.3. *Sur le plan qualitatif*, des progrès sont réalisés dans tous des chapitres de la feuille de route.

De façon systématique, des questions de fond, fondamentales (EXIT), qui étaient encore ouvertes, ont été prises à bras le corps et résolues au niveau des 15 avant d'être incorporées à la négociation avec les 12 pays candidats.

Plusieurs documents de référence importants sont finalisés : concurrence, pêche, coopération Schengen.

Certains chapitres échus à la Présidence espagnole (politique régionale et instruments structurels) ont fait l'objet de premières discussions sur la base d'une note de présentation par la Commission.

La Présidence belge a réalisé un monitoring complet des chapitres qui étaient déjà fermés. En outre, l'attention nécessaire est apportée à la réalisation effective des intentions dont les pays candidats avaient fait preuve lors de ces fermetures.

Ceci concerne aussi bien le cadre législatif, tel que la mise en œuvre de la législation, que l'encadrement administratif suffisant.

toetredingsonderhandelingen met de kandidaat-lidstaten. Dankzij het gestage onderhandelingstempo lag de planning goed op schema en werd er in zekere zin zelfs op vooruitgelopen (3).

2.7.2. *Wat de kwantiteit betreft* boog het Belgische voorzitterschap zich over 84 hoofdstukken waarvan 45 voorlopig afgesloten werden en 11 geopend werden. Twee hoofdstukken (vennootschapsrecht en consumenten en bescherming van de gezondheid) werden geheel afgewerkt met alle twaalf kandidaat-lidstaten.

Sinds de onderhandelingen met de 12 kandidaten begonnen, werd de bespreking van 336 van de 360 hoofdstukken aangevat.

248 hoofdstukken werden voorlopig afgesloten.

2.7.3. *Kwalitatief* gezien valt in alle hoofdstukken van de roadmap voortgang te noteren.

Nog onafgedane fundamentele vraagstukken, werden op het niveau van de 15 één voor één doorgepraat vooraleer ze op de onderhandelingsagenda met de 12 kandidaten werden geplaatst.

Belangrijke referentiedocumenten kregen een sluitstuk : mededinging, visserij, samenwerking inzake Schengen.

Over het hoofdstuk « Regionaal beleid en structurele instrumenten » dat onder het Spaanse voorzitterschap behandeld werd, werd een eerste debatronde gehouden op grond van een presentatienota van de Commissie.

Onder het Belgische voorzitterschap worden de reeds afgehandelde hoofdstukken aan een monitoring onderworpen. Voorts wordt er ook op toegezien dat de kandidaat-landen werk maken van de voornemens die zij daarbij formuleerden.

Hierbij wordt aan het wetgevend kader gedacht, met name de tenuitvoerlegging van de wetgeving, maar ook aan een afdoende administratieve ondersteuning.

(3) Quatre conférences au niveau des suppléants se sont tenues les 27 juillet, 26 octobre, 28 novembre et 21 décembre et une série de conférences d'adhésion au niveau ministériel a été organisée les 11 et 12 décembre. Elles ont donné le dynamisme voulu et assuré la confiance de toutes les parties sur la capacité à progresser.

(3) Op 27 juli, 26 oktober, 28 november en 21 december werden vier conferenties op het niveau van de plaatsvervangers gehouden terwijl op 11 en 12 december een reeks toetredingsconferenties op ministerieel niveau plaats hadden. Zij brachten de onderhandelingen op kruissnelheid en verstevigden het vertrouwen van de partijen in de mogelijkheid om voortgang te boeken.

2.7.4. *Le Conseil informel de Gand* fut l'occasion pour la Présidence de procéder à une évaluation à mi-parcours pour donner d'une part aux pays candidats la possibilité de mettre leurs cartes sur table et d'autre part aux États membres de faire le point sur la capacité des pays candidats à assimiler la masse de matières à finaliser dans la négociation.

Cet exercice a permis à l'Union de se rendre compte que jusqu'à 10 pays seraient sans doute en mesure de tenir la route dans le délai indiqué au Conseil de Göteborg, à savoir « que ces pays participent aux élections au Parlement européen en 2004 en tant que membres ».

2.7.5. *Le Conseil européen de Laeken*, a rappelé la pertinence de l'approche de la Commission et souligné sa détermination à poursuivre les négociations avec tous les pays candidats sur les mêmes bases : différenciation, mérites propres et rattrapage.

Les principes agréés à Berlin sur le financement de l'élargissement d'ici 2006 ont été confirmés.

Par ailleurs, l'UE a soutenu le plan d'action de la Commission pour aider les pays candidats à renforcer leur capacité administrative et judiciaire.

2.7.6. Parallèlement au processus de négociation lui-même, la Présidence a tenu, comme l'avait fait la Présidence française avant elle, à poursuivre la volonté de l'Union de favoriser une approche européenne d'une question d'actualité internationale en organisant une « *Conférence européenne* ».

Après les événements du 11 septembre 2001, le sujet qui s'imposait dans le contexte de l'actualité, tant aux États membres qu'à leurs voisins, était celui de la lutte contre le terrorisme.

Plus de 40 pays ont été ainsi réunis autour de la table avec les institutions européennes et ont contresigné la déclaration conjointe qui, encore aujourd'hui, sert de référence à l'Union dans ses relations avec les pays tiers ⁽⁴⁾.

(4) La déclaration mise au point au cours de ces discussions a indiqué notamment l'engagement de tous les participants à développer et mettre en œuvre des programmes nationaux ou des mesures spécifiques de lutte contre le terrorisme qui s'inspirent du plan d'action mis au point par l'Union européenne ; elle a souligné aussi la volonté de tous les pays présents de s'assurer que la lutte contre le terrorisme était menée dans le respect des droits de l'homme et de la règle de droit qu'elle entend sauvegarder et renforcer.

2.7.4. *De informele Europese Raad van Gent* was voor het voorzitterschap een goede gelegenheid om een tussentijdse balans op te maken. De lidstaten kregen daarbij de gelegenheid het vermogen van de kandidaten tot het verwerken van de onderhandelingsmaterie te beoordelen.

De Unie kwam tot de slotsom dat tot en met 10 landen binnen de aangegeven termijnen de onderhandelingen op de Europese Raad van Göteborg konden afwerken. Dit betekent dat deze landen als Lidstaat zullen deelnemen aan de parlementsverkiezingen voor het Europees Parlement in 2004.

2.7.5. *Op de Europese Raad van Laeken*, werd nogmaals gewezen op de adequate aanpak van de Commissie en werd uiting gegeven aan het vaste voornemen ten aanzien van alle kandidaat-landen gelijke principes te hanteren : differentiatie, eigen merites en het inlopen van de achterstand.

De in Berlijn overeengekomen beginselen inzake de financiering van de uitbreiding tot 2006 werden bevestigd.

De EU schaarde zich ook achter het actieplan van de Commissie dat voorziet in steun aan de kandidaat-landen voor het versterken van de administratieve en juridische capaciteit.

2.7.6. Zoals het Franse voorzitterschap voor hem had gedaan, wilde ook het Belgische voorzitterschap naast de eigenlijke onderhandelingsronde met de organisatie van een « *Europese Conferentie* » een internationale actuele kwestie vanuit een Europees perspectief bespreken.

Na 11 september 2001 lag het actuele onderwerp zowel voor de Lidstaten als voor de kandidaten voor de hand, met name de bestrijding van het terrorisme.

Op deze conferentie zijn meer dan 40 landen met de Europese instellingen rond de tafel gaan zitten voor de ondertekening van de gezamenlijke verklaring waarvan de Unie zich nog steeds bedient in haar betrekkingen met derde landen ⁽⁴⁾.

(4) De verklaring die de neerslag vormde van de gesprekken leverde het bewijs van de wil van alle deelnemers om naar het voorbeeld van het actieplan van de EU ook op nationaal niveau specifieke programma's en maatregelen ter bestrijding van het terrorisme uit te werken; in de verklaring werd ook door alle deelnemers bevestigd dat in de strijd tegen het terrorisme zal worden gewaakt over de mensenrechten en de rechtsstaat waarvan de verdediging en de versterking wordt vooropgesteld.

2.8. L'année 2002, en route pour Copenhague

L'objectif de finaliser les négociations avec jusqu'à dix pays impliquait des efforts de la part de ces pays pour s'engager sur les chapitres restés ouverts, qui, logiquement, n'étaient pas des plus faciles (5).

Cet objectif impliquait aussi que les États membres se mettent d'accord sur la façon de prévoir le financement de l'élargissement à 10 (dispositions budgétaires et financières, politique régionale et agriculture essentiellement) et indiquent clairement aux 10 pays candidats les contours et les modalités de leur participation au budget et aux politiques internes de l'Union sur le plan financier dès leur entrée prévue en 2004.

La Commission, dès le début de l'année 2002, mettait sur la table une proposition globale qui tenait compte de l'entrée de 10 pays en 2004 tout en respectant les plafonds de dépenses fixés au Conseil européen de Berlin en mars 1999.

Pour diverses raisons, politiques ou techniques, il a fallu attendre le Conseil de Bruxelles des 24/25 octobre 2002 pour voir les 15 se mettre d'accord dans le chapitre agriculture, sur l'introduction des paiements directs en faveur des pays candidats.

C'est à Copenhague que les 15 se mettent d'accord sur l'ensemble du financement de l'élargissement dont ils fixent la facture pour la période allant de 2004 à 2006 à 40,851 milliards d'euros.

Ce montant global prévu pour l'adhésion de 10 pays pendant 3 ans nécessite un effort financier annuel moyen de 11,40 euros par habitant de l'Union actuelle.

D'un point de vue institutionnel, Copenhague a éclairci certaines dispositions mentionnées dans les conclusions du Conseil de Nice. Il s'agissait de préciser les dispositions institutionnelles à mettre en œuvre notamment au sein des institutions européennes (Commission, Conseil, Parlement européen) pour faire place aux 10 nouveaux venus toujours en 2004 (voir chapitre II). Le Traité d'adhésion transpose les principes régissant l'équilibre institutionnel à 15 à une Union à 25, dans l'attente des dispositions qui feront suite à la conférence intergouvernementale prévue dans la déclaration sur l'avenir de l'Europe annexée au Traité de Nice.

(5) Des exemples sont cités dans la partie consacrée aux grands problèmes.

2.8. 2002, op weg naar Kopenhagen

De voltooiing van de onderhandelingen tot tien landen zou in 2002 nog verdere inspanningen vergen in soms moeilijke hoofdstukken (5).

Zulks hield in dat ook de Lidstaten afspraken moesten maken over de financiering van de uitbreiding met 10 (in het bijzonder budgettaire en financiële bepalingen, regionaal beleid en landbouw) en dat de 10 kandidaten tegen de vooropgestelde toetreding in 2004 de grote lijnen en de voorwaarden van hun deelneming aan het budget en het intern financieel beleid van de Unie moesten kennen.

Met ingang van 2002 kwam de Commissie met een globaal voorstel waarin rekening was gehouden met de toetreding van 10 landen in 2004, alsook met het uitgavenplafond dat in maart 1999 op de Europese Raad van Berlijn was vastgelegd.

Om een aantal politieke en technische redenen was het tot de Europese Raad van Brussel op 24 en 25 oktober 2002 wachten op de goedkeuring door de 15 van de toekenning van rechtstreekse betalingen (hoofdstuk landbouw) ten gunste van de kandidaat-landen.

In Kopenhagen bereikten de 15 Lidstaten een akkoord over de volledige financiering van de uitbreiding die voor de periode 2004-2006 wordt begroot op 40,851 miljard Euro.

Deze over drie jaar gespreide financiering vraagt een jaarlijkse financiële inspanning die neerkomt op gemiddeld 11,40 euro per inwoner in de huidige Lidstaten.

In Kopenhagen werden een aantal bepalingen uit de conclusies van de Europese Raad van Nice verder ingevuld, met name de institutionele bepalingen waardoor in de Europese instellingen (Commissie, Raad, Europees Parlement) plaats wordt gemaakt voor de tien nieuwkomers in 2004 (zie hoofdstuk II). In afwachting van de bepalingen die voortvloeien uit de intergouvernementele conferentie die is aangekondigd in de aan het Verdrag van Nice gehechte verklaring inzake de toekomst van Europa, maakt het toetredingsverdrag de beginselen die het institutionele evenwicht onder de huidige 15 regelen, ook van toepassing op een Unie met 25.

(5) Voorbeelden in het deel over de voornaamste knelpunten.

2.9. *Le suivi des négociations*

2.9.1. Une chose est de s'engager à transposer l'acquis communautaire dans les législations nationales, une autre est de s'assurer que la mise en œuvre effective suit le même rythme. La Commission a donc engagé, dès l'an 2000, un processus de suivi des négociations. Son objectif : s'assurer de la mise en œuvre effective des engagements, identifier les difficultés à temps pour pouvoir trouver des solutions appropriées.

Cet exercice de monitoring a été fortement encouragé par la Belgique sous sa Présidence.

Le Conseil de Copenhague a mis également l'accent sur ce point, conscient de l'importance pour les pays candidats, qui sont toujours en train de mettre en œuvre leurs engagements d'ici 2004 comme pour les États membres garantissant une bonne application de l'acquis et précisant l'importance de découvrir les failles à temps pour y trouver remède avant l'adhésion effective.

2.9.2. Le processus de l'élargissement est un processus inclusif. Cela signifie que les négociations d'adhésion continuent, à un rythme soutenu, avec les deux pays qui ne font pas partie du premier groupe, la Bulgarie et la Roumanie.

Le Sommet de Copenhague a confirmé la possibilité pour ces deux pays de rejoindre l'Union en 2007.

3. Principaux défis et problèmes

3.1. *Une assise plus large pour l'Union européenne depuis 1995*

3.1.1. Depuis l'adhésion de la Finlande, l'Autriche et la Suède, le Traité de base a été modifié par les Traités d'Amsterdam (1997) et de Nice (2000). Le Traité d'Amsterdam permet d'approfondir les politiques communautaires dans le domaine de l'emploi et des affaires sociales, de l'environnement et de la santé publique. Il transféra la politique d'asile et d'immigration dans le domaine communautaire et renforça les moyens d'action de l'Union dans le domaine de la coopération policière et judiciaire pénale. Le Traité de Nice apporta les modifications institutionnelles nécessaires à l'élargissement. Il établit un mécanisme d'alerte précoce en cas de non-respect des droits fondamentaux par un État membre. Il assouplit les conditions de recours à des coopérations renforcées entre certains États membres. Enfin, il envisagea le lancement d'un débat sur l'avenir de l'Union qui se concrétisa sous la Présidence belge de l'Union en 2001 par la déclaration de Laeken et la convocation de la Convention européenne.

Depuis 1995, des règlements et des directives ont été approuvés dans de nombreux domaines politiques, donnant

2.9. *Follow-up van de onderhandelingen*

2.9.1. Zich verplichten tot de omzetting van het acquis communautaire in de nationale wetgeving is één zaak, maar zorgen voor de overeenkomstige tenuitvoerlegging is een andere zaak. Sinds 2000 voert de Commissie een follow-up van de onderhandelingen uit. Hiermee wil zij er zich van vergewissen dat de verbintenissen worden nageleefd en dat moeilijkheden tijdig worden onderkend en verholpen.

Onder het Belgische voorzitterschap werd sterk de nadruk gelegd op dit principe van monitoring.

Het is een principe dat tot de toetreding wordt aangehouden waarbij een degelijke toepassing van het acquis gewaarborgd wordt als een belangrijk middel om fouten tijdig aan het licht te brengen en nog voor de toetreding recht te zetten. Dit belang werd trouwens op de Europese Raad van Kopenhagen onderlijnd.

2.9.2. Het uitbreidingsproces is alomvattend. Dit wil zeggen dat de toetredingsonderhandelingen met Bulgarije en Roemenië die geen deel uitmaken van de eerste groep, gestaag verdergaan.

Op de Top van Kopenhagen werd de toetreding van beide landen in 2007 tot de mogelijkheden gerekend.

3. Voornaamste knelpunten

3.1. *Een groter draagvlak voor de Europese Unie sedert 1995*

3.1.1. Sinds Finland, Oostenrijk en Zweden zijn toegetreden, werd het basisverdrag gewijzigd door het Verdrag van Amsterdam (1997) en het Verdrag van Nice (2000). Dankzij het Verdrag van Amsterdam kon het communautair beleid inzake werkgelegenheid en sociale zaken, milieu en volksgezondheid worden uitgediept. Het asiel- en immigratiebeleid werd naar het communautaire niveau getild terwijl op politieel en strafrechtelijk gebied de Unie meer actiemiddelen kreeg. Met het Verdrag van Nice werden noodzakelijke institutionele wijzigingen aangebracht. Ingevolge het Verdrag kan een mechanisme voor vroegtijdige waarschuwing in werking treden wanneer een Lidstaat de fundamentele rechten niet naleeft. Het Verdrag vergemakkelijkt verder een intensievere samenwerking tussen bepaalde Lidstaten. Tot slot werd onder het Belgische voorzitterschap een debat over de toekomst van Europa geopend met de Verklaring van Laken en de samenroeping van de Europese Conventie als werkbasis.

Sedert 1995 werden in vele beleidsdomeinen verordeningen en richtlijnen aangenomen welke de Europese Unie

à l'Union européenne une plus large assise. Les principaux domaines politiques dans lesquels un nouvel acquis a été enregistré sont la sécurité maritime (transports), la sécurité alimentaire (en application du livre blanc 2001), la justice et les affaires intérieures (asile et immigration, mandat d'arrêt européen), la politique anti-discrimination (politique sociale), le brevet communautaire (marché intérieur). En septembre 2001, le livre blanc sur la future politique européenne des transports a été approuvé, ce qui permet d'envisager un nouvel acquis important dans ce domaine.

3.1.2. Avec le lancement de l'Euro en tant que monnaie commune dans 12 États membres au 1^{er} janvier 2002, un pilier essentiel du marché intérieur européen a été créé. Le Traité d'adhésion stipule que les nouveaux États membres deviennent membres de la zone euro. Les pays candidats pourront introduire l'euro sur leur territoire à partir de la deuxième année qui suivra leur adhésion, étant entendu que cela dépendra également du moment auquel ils auront satisfait aux obligations découlant du pacte de stabilité.

Les accords de Schengen, entrés en vigueur le 26 mars 1995, s'appliqueront également aux nouveaux États membres. Ceux-ci devront finaliser leurs préparatifs dans les domaines respectifs de Schengen d'ici à l'adhésion effective. L'abolition des frontières intérieures avec ces pays n'est toutefois prévue qu'à un stade ultérieur, à partir du moment où les modalités techniques requises seront en place pour accueillir les 10 pays dans le système de contrôle au sein des structures Schengen (SIS). La participation est prévue pour le début 2006, époque à laquelle les pays candidats devront avoir satisfait à l'ensemble des obligations découlant des accords de Schengen (voir infra).

3.2. La spécificité de l'élargissement actuel

3.2.1. En comparaison avec l'élargissement de 1995, l'élargissement actuel requiert des pays candidats, dans les différents domaines précités, des efforts particuliers. En vertu des critères actuels de la politique structurelle, ces pays feront presque exclusivement partie du groupe des pays de cohésion dans l'UE, ce qui leur permettra de bénéficier pleinement, jusque fin 2006, de l'aide octroyée dans le cadre de la politique structurelle. L'accent mis dans la phase de pré-adhésion sur l'infrastructure, l'environnement, l'agriculture et les capacités administratives se transformera pour une bonne part, après l'adhésion, en programmes des fonds structurels et de cohésion. Cette façon de procéder offre les meilleures garanties que les nouveaux États membres soient intégrés dans les plus brefs délais dans le cadre socio-économique de l'UE. Ceci a été le cas lors de l'adhésion de l'Espagne et du Portugal.

3.2.2. Le fait que plus de 300 périodes de transition aient été accordées aux pays candidats à leur demande doit également les stimuler à s'intégrer le mieux possible et dans les meilleurs délais. L'UE a par ailleurs estimé utile d'in-

een groter draagvlak hebben gegeven. De voornaamste beleidsdomeinen waarin nieuw acquis werd opgetekend zijn maritieme veiligheid (transport), voedselveiligheid (in uitvoering van het witboek 2001), justitie en binnenlandse zaken (asiel en immigratie, Europees aanhoudingsmandaat), anti-discriminatie (sociale politiek), gemeenschappelijk octrooi (interne markt). In september 2001 werd het witboek inzake de toekomstige transportpolitiek van de EU goedgekeurd waardoor in dit domein belangrijk nieuw acquis in het vooruitzicht kan worden geplaatst.

3.1.2. Met de lancering van de Euro als gemeenschappelijke munt in 12 lidstaten op 1 januari 2002 werd een essentiële peiler ter ondersteuning van de interne markt in de EU ingevoerd. Het toetredingsverdrag stelt dat de nieuwe lidstaten, lid zullen worden van de Eurozone. Afhankelijk van het moment waarop voldaan wordt aan de verplichtingen onder het stabiliteitspact, zullen de kandidaat-landen vanaf het tweede jaar na hun toetreding de Euro kunnen introduceren.

Gestart op 26 maart 1995 zullen de Schengenovereenkomsten ook gelden voor de nieuwe lidstaten. Deze moeten zich tegen hun toetreding voorbereiden in de onderscheiden Schengen domeinen. De afschaffing van de binnengrenzen met die landen is evenwel voor een later stadium voorzien, met name vanaf het ogenblik dat de noodzakelijke technische modaliteiten zijn doorgevoerd om de 10 landen op te vangen in het controlesysteem binnen de Schengenstructuren (SIS). Voorzien wordt een deelname tegen begin 2006, op welk moment de kandidaat-landen aan alle verplichtingen onder de Schengenovereenkomsten moeten voldaan hebben (zie infra).

3.2. De specificiteit van deze uitbreiding

3.2.1. In vergelijking met de uitbreiding van 1995 vereist deze uitbreiding in de verschillende domeinen van de kandidaat-landen bijzondere inspanningen. Deze landen zullen onder de huidige criteria met betrekking tot de structuurpolitiek bijna exclusief behoren tot de groep cohesielanden in de EU en daardoor tot einde 2006 ten volle in aanmerking komen voor hulp onder de structuurpolitiek. De nadruk die in de pretoetredingsfase werd gelegd op infrastructuur, leefmilieu, landbouw en administratieve capaciteiten, zal na toetreding goeddeels overlopen in programma's onder structuur- en cohesiefondsen. Daardoor worden de beste garanties geboden opdat de nieuwe lidstaten binnen de kortste termijnen zullen geïntegreerd kunnen worden in het sociaal-economisch kader van de EU. Zulks is ook het geval geweest bij de toetreding van Spanje en Portugal.

3.2.2. Het toekennen van meer dan 300 overgangsp periodes op hun vraag, moet eveneens het streven van de kandidaat-landen naar de best mogelijke inburgering binnen de kortste termijnen begeleiden. Daarnaast heeft de EU het

troduire des délais de transition dans quelques domaines bien déterminés, notamment en ce qui concerne la libre circulation des travailleurs, le cabotage dans le cadre du transport routier et le financement des paiements directs dans le chapitre agriculture.

3.2.3. Pendant les négociations, la spécificité des différents pays candidats a également été prise en compte. Ceci explique pourquoi un petit pays comme Malte, entouré par la mer, et vulnérable en raison de sa population limitée, a pu, au cours des négociations, faire valoir ses intérêts dans des domaines tels que la libre circulation des travailleurs, les résidences secondaires, la fiscalité, l'agriculture, la pêche et l'environnement, tandis que la possibilité était également offerte à d'autres pays candidats d'exprimer leurs sensibilités propres en mettant l'accent sur d'autres domaines. Les négociations avec la République de Chypre n'ont été menées qu'avec la partie chypriote grecque de l'île.

3.2.4. De manière générale, on peut faire remarquer que les discussions internes entre les 15 n'ont pas toujours été de nature à permettre une décision rapide sur les chapitres ouverts à la négociation. La principale pierre d'achoppement entre les 15 a été la problématique générale des réformes dans l'agriculture, notamment l'avenir des paiements directs, et dans une moindre mesure, les réformes de la politique régionale. Des controverses apparues dans les discussions entre les 15 ont également compliqué les négociations, notamment dans les domaines de la sécurité nucléaire et du transport routier et dans les matières Schengen. Les discussions relatives au nouvel acquis n'ont, quant à elles, entravé qu'exceptionnellement le cours des négociations. Cela a été le cas pour les normes plus restrictives dans le domaine de la sécurité maritime et les décisions relatives aux accises sur les cigarettes.

3.2.5. Tous ces éléments pris en considération, on peut conclure à juste titre que dans ces négociations d'élargissement, la principale pierre d'achoppement entre les États membres actuels et les pays candidats a été la nécessité de trouver un compromis acceptable sur le financement de l'élargissement. Le Parlement européen n'est pas non plus resté insensible à cette question. Les attentes des pays candidats dépassaient assurément les normes fixées dans l'Agenda 2000, tandis que les États membres actuels n'étaient pas disposés à aller plus loin que ce qui avait été prévu, tout en sachant par ailleurs que si la budgétisation de l'élargissement avait été fixée en 1999 pour six pays, l'adhésion concernerait effectivement dix pays en 2004.

3.3. Problèmes essentiels rencontrés au cours des négociations

3.3.1. Tant les États membres actuels que les pays candidats attachent, pour des raisons différentes, de l'importance aux modalités d'ouverture du marché du travail aux nouveaux pays membres. Les difficultés de parvenir à une

nuttig geacht in enkele welbepaalde domeinen overgangstermijnen in de onderhandelingen te introduceren, meer bepaald voor wat betreft vrij verkeer van werknemers, cabotage bij wegtransport en de financiering van de directe betalingen onder het hoofdstuk landbouw.

3.2.3. Tijdens de onderhandelingen werd ook rekening gehouden met de specificiteit van de onderscheiden kandidaat-landen. Dit verklaart waarom een klein land als Malta, omgeven door zee, en kwetsbaar vanwege zijn beperkte bevolking, in de onderhandelingen eigen accenten heeft kunnen leggen in domeinen als vrij verkeer van werknemers, secundaire residenties, belastingstarieven, landbouw, visserij en leefmilieu, daar waar de andere kandidaat-landen met andere accenten andere gevoeligheden konden laten gelden. De onderhandelingen met de Republiek Cyprus werden anderzijds enkel gevoerd met het Grieks-Cypriotische deel.

3.2.4. Er dient in algemene zin opgemerkt dat de interne discussies onder de 15 ook niet altijd van die aard waren om een snelle beslissing te bevorderen in de openstaande hoofdstukken. De probleemgebieden onder de 15 hadden in de eerste plaats betrekking op de algemene problematiek van de hervormingen in de landbouw, meer bepaald de toekomst van de directe betalingen, en in mindere mate op de hervormingen in de regionale politiek. Bijkomend schenen controversen in de openstaande discussies onder de 15 af op de onderhandelingen, meer bepaald voor wat betreft nucleaire veiligheid, wegtransport en Schengenaangelegenheden. Uitzonderlijk bemoeilijkte de discussies betreffende het nieuwe acquis de loop van de onderhandelingen. Zulks was het geval voor de strengere normen inzake maritieme veiligheid en de beslissingen op het vlak van de accijnzen voor sigaretten.

3.2.5. Alle elementen in acht genomen, is het legitiem te stellen dat in deze uitbreidingsonderhandelingen het voornaamste knelpunt tussen de huidige lidstaten en de kandidaat-landen het vinden is geweest van een aanvaardbaar compromis over de financiering van de uitbreiding. Ook het Europees Parlement heeft zich in deze aangelegenheid niet onbetuigd gelaten. De verwachtingen van de kandidaat-landen waren ongetwijfeld hoger gespannen dan de normen vastgelegd in Agenda 2000, terwijl langs de kant van de huidige lidstaten er geen bereidheid bestond om verder te gaan dan de betreffende vastleggingen, ook in de wetenschap dat de budgettering van de uitbreiding in 1999 was vastgelegd voor zes landen, tegenover een effectief toetreden in 2004 van tien landen.

3.3. Kernproblemen in de onderhandelingen

3.3.1. Zowel in de huidige lidstaten als in de kandidaat-landen, werd om uiteenlopende redenen belang gehecht aan de modaliteiten waarop de arbeidsmarkt voor de nieuwe landen zal worden opengesteld. De moeilijkheden

position commune dans le domaine sensible de *la libre circulation des travailleurs* ont concerné tant la question de supprimer ou non, à partir de l'adhésion effective, les permis de travail que les questions du regroupement familial et de la sécurité sociale.

3.3.2. Un deuxième débat difficile a porté sur la libéralisation de l'*achat de terres agricoles* dans les pays candidats, dans le cadre du chapitre libre circulation des capitaux. Mus par un nationalisme bien compréhensible de la part de pays qui ont recouvré depuis peu leur liberté, par des sensibilités politiques autour du pays des Sudètes en ex-Tchécoslovaquie, sans oublier les sensibilités en Pologne occidentale, plusieurs pays candidats ont demandé une longue période de transition pour l'achat de terres agricoles par des nationaux des États membres actuels. Pour se prononcer sur la durée des périodes de transition à accorder, l'UE a pris en considération, outre l'argumentation politique des pays candidats, la parité entre les 25 pays en ce qui concerne la formation des prix des produits agricoles dans un marché libéralisé. Le débat a également porté, dans une moindre mesure, sur la mesure temporaire de dérogation pour les secondes résidences.

3.3.3. Tant en ce qui concerne la protection des données relatives aux *médicaments* que le respect du droit des brevets, des discussions difficiles ont eu lieu, principalement avec la Pologne, la Hongrie et la Slovénie. Un autre point délicat dans la question des médicaments a été la discussion relative à l'autorisation de maintenir sur le marché, pour une période limitée, des produits non conformes. La question épineuse du marché parallèle a été résolue, après bien des difficultés, par l'insertion dans le Traité d'adhésion d'un mécanisme spécifique qui servira de référence lors d'éventuels différends commerciaux.

3.3.4. La réglementation européenne en matière de *concurrence* a été source de débats longs et difficiles avec plusieurs pays candidats. Alors que globalement, l'acquis dans le domaine de la réglementation antitrust est bien respecté, de sérieuses difficultés se sont présentées dans le domaine de l'acquis relatif aux aides État. Plusieurs pays candidats se trouvent en effet dans une phase de restructuration de leur industrie dans le cadre de laquelle l'apport de fonds publics est prévu, ou ont au cours des années mis en place des stimulants fiscaux non conformes pour attirer les investissements étrangers. Face au dilemme entre le respect des règles de concurrence d'une part et les drames sociaux et humains qui résulteraient de fermetures imposées d'autre part, la plus grande prudence était de mise. Les principaux domaines concernés sont le secteur de l'acier, principalement en Pologne, en Tchéquie et en Slovaquie, les constructions fiscales non conformes, principalement en Hongrie, en Pologne, en Slovaquie et en Tchéquie, ainsi que le secteur des chantiers navals à Malte.

3.3.5. Dans le cadre des discussions relatives au chapitre de la *fiscalité*, les points délicats ont été l'octroi de régimes d'exception en matière de TVA et de facilités en matière

om onder het gevoelige domein van *vrij verkeer van werknemers* tot een gemeenschappelijk positie te komen, hadden betrekking zowel op het al dan niet afschaffen bij toetreding van werkvergunningen, als op de kwestie van de gezinshereniging en op sociale zekerheid.

3.3.2. Een tweede moeilijk debat betrof de liberalisering van de *aankoop van landbouwgrond* in de kandidaat-landen onder het hoofdstuk vrij verkeer van kapitaal. Gelet op een begrijpelijke nationalistische ondertoon van deze landen die sedert kort hun vrijheid hebben teruggewonnen en tevens rekening houdend met de politieke gevoeligheden rond Sudetenland in voormalig Tsjechoslowakije alsook de gevoeligheden in Westelijk-Polen, vroegen verschillende kandidaat-landen een lange overgangperiode voor de aankoop van landbouwgronden door ingezetenen van de huidige lidstaten. De EU heeft in het toestaan van de lengte van de overgangstermijnen naast de politieke argumentering van de kandidaat-landen, tevens rekening gehouden met de pariteit tussen de 25 landen voor wat betreft de prijsvorming van de landbouwproducten in een vrijgemaakte markt. In mindere mate betrof het debat ook de tijdelijke derogatie voor tweede residenties.

3.3.3. Zowel voor wat betreft de bescherming van de data inzake *geneesmiddelen* als voor wat betreft het respecteren van het patentrecht grepen moeilijke discussies plaats, in hoofdzaak met Polen, Hongarije en Slovenië. Een ander heikel punt inzake geneesmiddelen was de discussie over de toelating om voor een beperkte periode niet conforme producten op de markt te houden. Het probleem van de parallelle handel werd in moeilijke discussies opgevangen door de opgave van een specifiek mechanisme in het toetredingsverdrag dat als referentie geldt in eventuele commerciële geschillen.

3.3.4. De Europese regelgeving inzake *mededinging* is aanleiding geweest voor lange en moeilijke discussies met verschillende kandidaat-landen. Terwijl globaal genomen het acquis in het domein van antitrust goed wordt nageleefd, gaf het acquis met betrekking tot het domein van staatssteun aanleiding tot ernstige moeilijkheden. Verschillende kandidaat-landen bevinden zich met name in een herstructureringsfase van hun industrie waarbij staatsgelden voorzien worden of hebben in de loop der jaren niet conforme fiscale stimuli ingevoerd om buitenlandse investeringen aan te trekken. Het dilemma tussen het respecteren van de concurrentieregels enerzijds en het vermijden van sociale en menselijke drama's als gevolg van opgedrongen sluitingen anderzijds, noodzaakte de grootst mogelijke omzichtigheid. De voornaamste probleemdomeninen betroffen de staalsector, voornamelijk in Polen, Tsjechië en Slowakije, de illegale fiscale schema's, voornamelijk in Hongarije, Polen, Slowakije en Tsjechië alsmede de sector van de scheepswerven op Malta.

3.3.5. De knelpunten bij de besprekingen in het hoofdstuk *belastingen* betroffen zowel het toestaan van uitzonderingsregimes inzake BTW, als het toekennen van facili-

d'accises – notamment pour les cigarettes – d'une part et le respect du code de conduite en matière d'impôts directs d'autre part, y compris pour les entreprises offshore, principalement actives à Chypre, à Malte et en Hongrie. Ce dernier point est essentiel dans la lutte contre les pratiques abusives dans le secteur financier. On peut dès lors considérer comme un succès le fait que les pays concernés vont adapter en ce sens leur législation.

3.3.6. En ce qui concerne le chapitre des transports, ce sont surtout les discussions portant sur le *transport routier* qui se sont révélées difficiles. Un premier point important qui a compliqué la finalisation d'une position commune a été l'exigence autrichienne d'obtenir une prorogation du système des écopoints consenti à cet État membre au moment de l'adhésion en 1995. Le Conseil européen de Laeken a invité la Commission à présenter une proposition sur ce sujet afin d'encourager la finalisation des discussions entre les 15, sans compromettre les négociations avec les 10 nouveaux pays. Un second point délicat concernait l'ouverture, aux transporteurs des pays candidats, du marché du petit cabotage ⁽⁶⁾.

Faisant suite à la catastrophe du pétrolier Erika en 2000, l'opinion publique des 15 est devenue beaucoup plus sensible au respect des normes de sécurité maritime. Pendant les négociations, un acquis plus strict a été mis au point, ce qui a entraîné des positions plus tranchées en matière de pré-acquis dans le chapitre des transports. Étant donné que plusieurs pays candidats n'avaient pas les meilleures références en la matière, les négociations n'ont pu aboutir qu'après que ces pays aient fourni les garanties requises.

3.3.7.1. La discussion relative au considérable acquis agricole a été dominée, du côté des pays candidats, par la question des mesures de soutien, particulièrement l'exigence de versement intégral des paiements directs. Étant donné que dans l'Agenda 2000, aucune position n'avait été prise en faveur ou en défaveur des *paiements directs* pour les pays candidats, une position devait être prise au cours des négociations. Sans établir un lien formel de conditionnalité avec le résultat de la discussion relative aux réformes agricoles dans le cadre de la révision à mi-parcours, certains États membres (Allemagne, Pays-Bas, Suède et Royaume-Uni) souhaitaient que l'aide directe aux pays candidats ne soit pas inscrite sous la rubrique politique agricole commune, mais prenne plutôt la forme de moyens équivalents pour la rubrique développement rural. Plutôt que de servir à soutenir les revenus des agriculteurs, l'aide octroyée pourrait stimuler les indispensables réformes dans le secteur. Ce n'est que dans la dernière phase des négociations que le principe des paiements directs a été accepté par tous, un plafonnement étant prévu, il est vrai, pour la

teiten inzake accijnzen, meer bepaald voor sigaretten, en anderzijds ook het respect van de gedragscode inzake directe belastingen, met inbegrip van de offshore bedrijven, vooral bedrijvig op Cyprus, Malta en in Hongarije. Dit laatste is belangrijk in de strijd tegen oneigenlijke praktijken in de financiële sector. Het mag dan ook een succes genoemd worden dat de betreffende landen hun wetgeving overeenkomstig zullen aanpassen.

3.3.6. Bij de besprekingen onder het hoofdstuk transport verliepen voornamelijk de discussies over het *wegvervoer* moeilijk. Een eerste belangrijk knelpunt in de finalisering van een gemeenschappelijk positie was de Oostenrijkse eis tot het bekomen van een verlenging van het eco-punten systeem dat haar toegewezen was bij toetreding in 1995. Om een finalisering van de besprekingen onder 15 aan te moedigen, zonder negatief effect op de onderhandelingen met de 10, heeft de Europese Raad in Laeken de Commissie verzocht de gepaste voorstellen te maken. Een tweede knelpunt had betrekking op het openstellen voor de wegvervoerders uit de kandidaat-landen van de markt van de kleine cabotage ⁽⁶⁾.

Als gevolg van de ramp met de tanker Erika in het jaar 2000 werd de publieke opinie in de 15 heel wat gevoeliger voor de normen inzake maritieme veiligheid. In de loop van de onderhandelingen werd een strengere acquis in het vooruitzicht gesteld, wat aanleiding gaf tot scherpere pre-acquis posities in het hoofdstuk transport. Aangezien verschillende kandidaat-landen niet de beste referenties in deze aangelegenheid hadden, kon het afsluiten van de onderhandelingen pas gebeuren nadat de nodige garanties door deze landen waren gegeven.

3.3.7.1. De bespreking van het omvangrijke landbouwacquis werd in de kandidaat-landen gedomineerd door de vraag naar steunmaatregelen, inzonder de eis tot een volledige uitbetaling van *directe betalingen*. Aangezien in Agenda 2000 geen positie werd genomen ten voordele of ten nadele van de directe betalingen voor de kandidaat-landen moest in de onderhandelingen positie genomen worden. Zonder formeel de voorwaardelijke band te leggen met de uitkomst van de discussie over de landbouwhervormingen in het kader van de midden-termijn herziening, wensten sommige lidstaten (Duitsland, Nederland, Zweden en het Verenigd Koninkrijk) dat directe steun voor de kandidaat-landen niet zou ingeschreven worden onder de hoofding gemeenschappelijke landbouwpolitiek, maar eerder in equivalente middelen onder de hoofding plattelandsontwikkeling. Daardoor zouden de noodzakelijke hervormingen in de sector kunnen bevorderd worden, eerder dan inkomenssteun aan de landbouwers te verlenen. Het is pas in de laatste fase van de onderhandelingen dat het principe van de directe betalingen algemeen werd aanvaard, welis-

(6) Transport de marchandises à l'intérieur des frontières d'un pays déterminé effectué par un véhicule inscrit dans un pays tiers.

(6) Vrachtvervoer binnen de grenzen van een bepaald land uitgevoerd door een voertuig ingeschreven in een derde land.

période 2007-2013. De même, les discussions relatives à l'attribution de quotas dans le secteur agricole ne se sont pas déroulées sans mal, surtout en ce qui concerne la période de référence, la production laitière et la production sucrière.

Exception faite des problèmes spécifiques tels que les normes de qualité et les dénominations géographiques des vins ou encore la qualité du lait, on peut dire que le volet de la politique agricole générale a compté relativement peu de pierres d'achoppement.

3.3.7.2. Dans le secteur phytosanitaire, les problèmes se sont également révélés assez circonscrits, les maladies de la pomme de terre et la sélection des semences étant les deux principales sources de difficultés. Dans le volet vétérinaire par contre, les difficultés n'ont pas manqué. On attend des pays candidats qu'ils appliquent de hauts niveaux de protection en matière de *sécurité alimentaire*. L'examen analytique (« screening ») de la situation dans les pays candidats a toutefois révélé que des problèmes importants subsistent chez certains dans les domaines de la transformation de la viande et des produits de la pêche ainsi que des laiteries. Dans ce contexte, l'UE s'est déclarée prête à consentir d'importantes mesures de transition sur la base de motifs techniques. Toutes les installations qui ne satisfont pas aux règles d'hygiène de base devront être irrévocablement fermées pour la date de l'adhésion.

3.3.8. Le dossier de l'énergie a été dominé pour une bonne part par les questions relatives à la *sécurité nucléaire*. Durant les discussions, c'est l'Autriche qui du côté de l'UE, a fait montre de la plus grande sensibilité sur ces questions, notamment en ce qui concerne la centrale nucléaire de Temelin en Tchéquie, mais aussi vis-à-vis des problèmes sismologiques liés à la centrale nucléaire slovène de Krsko. Par ailleurs, les débats portant sur la centrale nucléaire slovaque de Bohunice et plus encore sur la fermeture obligatoire des deux réacteurs de la centrale nucléaire d'Ignalina en Lituanie ont déclenché de vives discussions dans les pays candidats concernés.

3.3.9. Eu égard au retard de la plupart des pays candidats par rapport aux normes européennes élevées en matière d'*environnement*, la crainte existait dès le début des négociations de voir le nombre important de pierres d'achoppement compromettre fortement les possibilités de progresser dans ce domaine.

Les pays candidats ont progressivement diminué le nombre de périodes de transition pour arriver, lors de la conclusion de ce chapitre, à un nombre gérable de possibilités de dérogation. En fin de compte, lors des discussions finales, les problèmes horizontaux sont restés principalement circonscrits au domaine du contrôle de la pollution industrielle. Les pays candidats devront certes poursuivre leurs efforts, y compris dans le cadre des périodes de transition qui leur ont été accordées.

waar met een plafonnering voor de periode 2007-2013. Ook de discussies over het toekennen van quota's in de landbouwsector verliepen moeilijk, voornamelijk voor wat betreft de referentieperiode, de melkproductie en de suikerproductie.

Met uitzondering van specifieke problemen zoals deze met betrekking tot kwaliteitsnormen en de denominaties van wijn of deze rond de kwaliteit van de melk, waren de probleemdomeneinen onder het luik algemeen landbouwbeleid eerder beperkt te noemen.

3.3.7.2. Onder het fyto-sanitaire bleken de problemen eveneens beperkt, met name aardappelziekten en zadenselecties. Het veterinaire luik daarentegen zorgde wel voor de nodige problemen. Van de kandidaat-landen wordt verwacht dat zij hoge beschermingsniveaus inzake *voedselveiligheid* zullen hanteren. Uit de screening van de situatie in de kandidaat-landen, bleek evenwel voor een aantal onder hen dat inzake vleesverwerking, visverwerking en melkerijen belangrijke problemen golden. De EU heeft zich bereid verklaard in deze aangelegenheid belangrijke overgangsmaatregelen toe te kennen op basis van technische gronden. Alle vestigingen die niet aan de basisregels van de hygiëne voldoen moeten bij toetreding onherroepelijk dicht.

3.3.8. Het energiedossier werd goeddeels gedomineerd door de kwesties rond *nucleaire veiligheid*. Langs de kant van de EU lag bij de besprekingen de grootste gevoeligheid in Oostenrijk. In het bijzonder voor wat betreft de kerncentrale van Temelin in Tsjechië, maar ook voor de seismologische problematiek rond de Sloveense kerncentrale van Krsko. Anderzijds wekten de debatten rond de Slowaakse kerncentrale van Bohunice en meer nog de verplichte sluiting van de twee kerncentrales van Ignalina in Litouwen, heftige discussies los in de betreffende kandidaat-landen.

3.3.9. Gelet op de achterstand die de meeste kandidaat-landen hebben inzake de hoge Europese normen voor *leefmilieu*, bestond bij het begin van de onderhandelingen de vrees dat het hoge aantal knelpunten vooruitgang in dit domein sterk zou bemoeilijken.

Gaandeweg hebben de kandidaat-landen het aantal overgangsperiodes verminderd om bij het afsluiten van het hoofdstuk tot beheersbare uitzonderingsfaciliteiten te komen. Uiteindelijk waren de horizontale problemen bij de finale besprekingen hoofdzakelijk beperkt tot het domein van de controle op de industriële pollutie. Ongetwijfeld moeten de kandidaat-landen hun inspanningen, inclusief binnen het kader van de toegekende overgangsperiodes, verder zetten.

Les discussions ont fait ressortir un certain nombre de problèmes spécifiques dans les pays candidats. Un problème particulièrement délicat pour l'Estonie est celui du schiste bitumineux, un combustible extrait de manière assez peu écologique de formations de roches schisteuses. Non seulement la mise en conformité de ces activités avec les obligations découlant de l'acquis est difficile sur le plan technique, mais ce problème est également délicat du point de vue politique, le schiste bitumineux étant extrait dans une zone où règne un chômage important et où vivent principalement des russophones. La libéralisation du marché de l'électricité en Estonie se trouve en outre entravée par le fait que le pays est très dépendant de la production d'électricité au départ de schiste bitumineux qui ne peut pour l'instant subsister sans aide d'État eu égard aux coûts de production élevés. En outre, les discussions relatives à la directive concernant la conservation des oiseaux (Malte) et au stade final, les discussions relatives à la chasse du lynx (Estonie) sont apparues comme politiquement délicates.

3.3.10. Bien que tous les pays candidats soient au rang des régions les plus pauvres de la future UE, d'importantes disparités existent. Tout d'abord, d'un point de vue climatique, les deux îles, Chypre et Malte, diffèrent fortement des pays d'Europe centrale. En ce qui concerne les activités économiques, les différences sont également très importantes. L'agriculture revêt certes, en règle générale, davantage d'importance dans les pays candidats que dans les États membres actuels, mais avec 3 % de la population dans le secteur agricole en Slovénie pour 25 % en Pologne, il est évident que les critères en usage pour ce secteur sont différents. Malgré les investissements étrangers, plusieurs pays candidats gardent un taux de chômage élevé, un problème qui a dominé l'agenda politique. Au cours des négociations, les pays candidats ont par conséquent attaché beaucoup d'importance à l'optimalisation des moyens dans le cadre de la politique structurelle.

Pendant la période 2004-2006, les diverses régions dans les pays candidats, à l'exception de Chypre, pourront faire appel aux fonds de l'Objectif 1. Pendant les négociations, les difficultés ont porté sur la catégorisation statistique, ainsi que sur les possibilités de préfinancement de la politique structurelle durant la première année suivant l'adhésion. Le problème de la catégorisation était très sensible en Slovénie, qui pouvait difficilement accepter qu'on la considère comme une seule et même région, ce qui aurait eu pour effet de supprimer après 2006 l'attribution des fonds aux régions en retard de développement limitrophes de la Hongrie, celle-ci restant par contre entièrement couverte par l'Objectif 1.

Compte tenu des réformes annoncées de la politique régionale dans le cadre de l'Agenda 2000, plusieurs États membres actuels ont indiqué clairement qu'il s'agissait là d'une question politiquement sensible. Lors du CE de Nice, il a été stipulé, sur l'insistance de l'Espagne, que les décisions relatives aux réformes en cours dans le cadre de la politique régionale devraient être prises à l'unanimité. Du

Bij de bespreking kwamen een aantal specifieke problemen in de kandidaat-landen naar voren. Bijzonder delicaat voor Estland was het probleem van de olieschalie, een brandstof die op behoorlijk onecologische wijze wordt gewonnen uit schalierotsformaties. Het conformeren van deze activiteiten naar de vereisten van het acquis is niet enkel technisch een zware opdracht, ook politiek is dit probleem delicaat aangezien olieschalie in Estland wordt gewonnen in een gebied waar hoge werkloosheid heerst en waar vooral russofonen wonen. Daarenboven wordt de liberalisering van de elektriciteitsmarkt in Estland bemoeilijkt omdat het land zeer afhankelijk is van de elektriciteitsproductie op basis van olieschalie welke voor het ogenblik vanwege de hoge productiekost niet zonder staatsteun kan overleven. Verder bleken de discussies over de vogelrichtlijn in Malta, en in het eindstadium de discussies over de jacht op lynxen in Estland politiek beladen te zijn.

3.3.10. Alhoewel alle kandidaat-landen behoren tot de armere regio's van de toekomstige EU, zijn er belangrijke onderlinge verschillen. Vooreerst zijn de twee eilanden, Cyprus en Malta, klimatologisch erg verschillend van de Centraal-Europese landen. Ook voor wat betreft de economische activiteiten zijn er grote onderlinge verschillen. Landbouw weegt weliswaar algemeen gesproken meer door in de kandidaat-landen ten opzichte van de huidige lidstaten, maar met 3 % van de bevolking in Slovenië tegenover 25 % in Polen zijn er uiteenlopende waardemeters in de landbouwsector. De hoge werkloosheid blijft in verschillende kandidaat-landen, ondanks buitenlandse investeringen, een probleem dat de politieke agenda beheerst. De kandidaat-landen hebben dan ook in de loop van de onderhandelingen veel belang gehecht aan een optimalisering van de middelen in de structuurpolitiek.

In de periode 2004-2006 zullen de regio's in de kandidaat-landen, met uitzondering van Cyprus, kunnen beroep doen op de steunfondsen onder objectief 1. De knelpunten in de onderhandelingen hadden betrekking op de statistische denominatie alsook over de mogelijkheden tot prefinanciering van de structuurpolitiek het eerste jaar van de toetreding. Het probleem van de denominatie lag zeer gevoelig in Slovenië dat zich moeilijk kon verzoenen met de status van één regio voor het ganse land, waardoor na 2006 de meer achtergestelde gebieden die grenzen aan Hongarije, dat wel volledig objectief 1 zal blijven, niet meer van deze steunfondsen zouden kunnen genieten.

Gelet op de aangekondigde hervormingen van de regionale politiek in het kader van Agenda 2000 hebben sommige lidstaten duidelijk gemaakt dat hier een gevoelig politiek onderwerp aan de orde was. Op de Europese Raad van Nice werd, op aandringen van Spanje, vastgelegd dat de beslissingen aangaande de lopende hervormingen in de regionale politiek op unanieme basis genomen moeten

côté UE, les discussions après le CE de Nice ont été marquées par la question de l'effet statistique pervers, faisant référence au seuil de 75 % du revenu moyen dans l'UE servant de critère pour l'octroi des aides régionales. Avec l'élargissement, les bénéficiaires actuels au sein de l'UE se trouveront au-dessus de ce seuil après 2006. D'ici fin 2003, la Commission doit préparer des solutions en vue des perspectives financières 2007-2013.

3.3.11. Les discussions autour du chapitre *justice et affaires intérieures*, pendant la Présidence belge, ont vu leur poids renforcé par les événements du 11 septembre 2001. Le volet « lutte contre le terrorisme » a immédiatement été repris par les pays candidats.

Pour l'UE, une bonne gestion des frontières extérieures est une priorité. Étant donné que la plupart des pays candidats formeront la nouvelle frontière extérieure, le chapitre justice et affaires intérieures a reçu beaucoup d'attention lors des négociations. Ce sont principalement les obligations découlant de l'acquis Schengen qui ont été source de difficultés. Les pays fondateurs de l'acquis de Schengen, dont la Belgique, ont plaidé pour une interprétation stricte de l'acquis, tandis que d'autres pays, emmenés par la Suède, le Danemark et le Royaume-Uni, prônaient une attitude plus souple, pas très éloignée d'un « opting-out ». Les points de discussion avec les pays candidats, qui doivent encore rattraper un retard important, portaient principalement sur la politique des visas, ainsi que sur les garanties de protection des frontières extérieures. Dans le cadre de Schengen et de la libre circulation des personnes, un problème spécifique se posait pour les habitants de l'enclave russe de Kaliningrad. Cette problématique a fait l'objet de discussions avec la République de Russie, avec pour corollaire l'insertion dans le Traité de dispositions spéciales en la matière. La nécessité d'obtenir certaines garanties en matière de lutte contre la fraude et la corruption a également donné matière à discussion.

3.3.12. En ce qui concerne les *questions budgétaires*, plusieurs pierres d'achoppement ont rendu les négociations très difficiles, et ce jusqu'à la fin. Tant au niveau de l'enveloppe globale que de la répartition des fonds dans le cadre des différentes rubriques du budget, des divergences de vues sont apparues d'abord entre les 15 et ensuite également entre l'UE et les différents pays candidats. Malgré tous ses efforts, la Présidence espagnole n'a pas pu dégager de consensus sur la méthodologie à suivre. Dans ce contexte, le principe selon lequel les nouveaux États membres ne deviendraient pas des contributeurs nets avant 2007 ne semblait pas acquis d'office entre les 15, entraînant par conséquent, outre l'absence d'un accord sur la mise en œuvre des mesures de soutien direct aux agriculteurs et d'une position commune sur les marges pour les fonds structurels et de cohésion, l'absence de garanties de compensations budgétaires. A la veille du CE de Bruxelles, la Présidence danoise est tout de même parvenue à faire avan-

worden. Langs de kant van de EU zijn de besprekingen, na de ER van Nice, beladen geweest met de discussie rond het perverse statistisch effect, verwijzend naar de drempel van 75 % van het gemiddelde inkomen in de EU als criterium voor regionale steun. Met de uitbreiding zullen de ontvangers in de huidige EU na 2006 boven deze drempel uitkomen. De Commissie bereidt tegen einde 2003 oplossingen voor in het vooruitzicht van de financiële perspectieven van 2007-2013.

3.3.11. De bespreking van het hoofdstuk *justitie en binnenlandse zaken* werd onder Belgisch Voorzitterschap versterkt door de evenementen van 11 september 2001. De toevoeging van een onderdeel « strijd tegen het terrorisme » werd door de kandidaat-lidstaten onmiddellijk overgenomen.

Voor de EU is een goed beheer van de buitengrenzen een prioriteit. Aangezien de meeste kandidaat-landen de nieuwe buitengrens zullen vormen, werd in de onderhandelingen veel belang gehecht aan het hoofdstuk justitie en binnenlandse zaken. De knelpunten in de besprekingen hadden in hoofdzaak te maken met de verplichtingen onder het Schengen-acquis. De oorspronkelijke Schengen-landen, waaronder België, hebben gepleit voor een strikte interpretatie van het acquis, terwijl anderen met op kop Zweden, Denemarken en het Verenigd Koninkrijk een meer meegaande houding voorstonden, waarbij men niet ver af was van een « opting-out ». De discussiepunten met de kandidaat-landen, welke nog heel wat achterstand moesten goedmaken, betroffen in hoofdzaak visapolitiek alsmede de garanties ter bescherming van de buitengrenzen. Een specifiek knelpunt in het kader van Schengen betrof de problematiek van vrij verkeer van personen voor de inwoners van de Russische enclave Kaliningrad. In het verdrag werden dienaangaande speciale beschikkingen opgenomen zoals besproken met de Russische Republiek. Verdere discussiepunten waren te situeren op het vlak van het verkrijgen van de nodige garanties van de strijd tegen fraude en corruptie.

3.3.12. De knelpunten in de *budgettaire discussies* wogen tot op het einde van de onderhandelingen. Niet enkel over de algemene enveloppe, maar ook over de verdelingen binnen de onderscheiden rubrieken van het budget waren er meningsverschillen eerst onder de 15 en nadien ook tussen de EU en de verschillende kandidaat-landen. Het Spaanse Voorzitterschap kon ondanks goede inspanningen geen overeenstemming bereiken over de te volgen methodologie. Onder de 15 bleek hierbij de toezegging van het principe dat de nieuwe lidstaten geen netto-betalers zullen zijn voor 2007 niet onmiddellijk verworven. Naast het ontbreken van een overeenkomst voor de invulling van de directe steun aan de landbouwers en het ontbreken van een gezamenlijke visie van de marges voor de cohesie- en structuurfondsen, was er aldus ook geen garantie voor budgettaire compensaties. Net voor de ER van Brussel slaagde het Deens Voorzitterschap dan toch in een doorbraak voor wat de methodologie betreft.

cer la question de la méthodologie. Jusqu'au CE de Copenhague, que la Présidence danoise voulait voir couronné de succès sous le slogan « de Copenhague à Copenhague », il n'était pas certain qu'un accord pourrait être trouvé avec tous les pays candidats. Étant donné que le financement en espèces était l'objectif premier de la plupart des pays candidats, les discussions à Copenhague ont porté autant sur la maximalisation du paquet financier global que sur l'optimalisation du soutien direct aux agriculteurs (topping-up), l'obtention de liquidités et la diminution du co-financement au profit du financement direct.

3.3.13. Compte tenu des difficultés considérables auxquelles les pays candidats doivent faire face pour la transposition et la mise en œuvre de l'acquis, l'UE souhaite obtenir des garanties suffisantes qu'à la date prévue pour l'adhésion, ils respecteront effectivement la totalité de leurs engagements. De manière à éviter autant que possible des répercussions négatives sur le fonctionnement du marché intérieur et à optimaliser la coopération dans le domaine de la justice et des affaires intérieures, deux mécanismes de sauvegarde inédits ont été insérés dans le Traité d'adhésion. A la clause de sauvegarde économique générale, appliquée lors des élargissements précédents, sont maintenant venues s'ajouter une nouvelle clause de sauvegarde « marché intérieur » ainsi qu'une clause spécifique « justice et affaires intérieures », axée sur la reconnaissance mutuelle en matière de droit pénal et de droit civil. Les discussions entre les 15 ne se sont pas toujours déroulées sans heurts en raison de divergences sur l'interprétation – plus ou moins stricte – à donner aux clauses de sauvegarde. En outre, la plupart des pays candidats considéraient la mise en place de ces deux nouveaux types de clauses de sauvegarde comme un signe de méfiance des 15 à leur égard et de ce fait, comme un alourdissement supplémentaire des conditions mises à leur adhésion.

II. DISPOSITIONS POLITIQUES ET INSTITUTIONNELLES DU TRAITE

A partir du moment où la question ne se posait plus de savoir si l'Union voulait s'élargir ou non, il s'est agi de se demander comment réussir l'entrée de ces nouveaux partenaires dans un ensemble institutionnel en pleine mutation et de leur assurer une place effective et correcte dans le dispositif dès le moment de leur adhésion effective, c'est à dire le 1^{er} mai 2004.

1. Dispositions institutionnelles : suivi de Nice

A la question fondamentale de savoir comment continuer à faire fonctionner une Union à 27 et lui conserver sa capacité à prendre des décisions, le Traité de Nice a apporté une première réponse, que les résultats des travaux de la Convention et de la CIG qui la suivent influenceront dans le futur.

Tot op de ER van Kopenhagen, die het Deens Voorzitterschap wilde laten slagen onder de slogan « from Copenhagen to Copenhagen », was het onzeker of met alle kandidaat-landen een overeenkomst zou gevonden worden. Gelet op het feit dat de meeste kandidaat-landen maximaal streefden naar cash financiering waren de discussies in Kopenhagen evenzeer gericht op de maximalisering van het totale financiële pakket als naar de optimalisering van de directe steun aan de landbouwers (topping-up), het verkrijgen van cash faciliteiten en het verminderen van medefinanciering ten voordele van directe financiering.

3.3.13. Gelet op de hoge moeilijkheidsgraad waarmee de kandidaat-landen worden geconfronteerd bij de omzetting en de implementering van het acquis wenst de EU voldoende garanties dat bij toetreding alle afspraken worden gerespecteerd. Om zoveel mogelijk negatieve gevolgen voor het functioneren van de interne markt te voorkomen alsook voor het maximaliseren van een samenwerking inzake justitie en binnenlandse zaken, werden in het toetredingsverdrag twee onuitgegeven vrijwaringsmechanismen ingeschreven. Bijkomend op een algemene economische vrijwaringsclausule, welke eveneens gold bij voorgaande uitbreidingen, wordt voor deze uitbreiding een nieuwe vrijwaringsclausule interne markt evenals een vrijwaringsclausule justitie en binnenlandse zaken, specifiek voor wederzijdse erkenning inzake strafrecht en burgerlijk recht, voorzien. De discussies onder de 15 verliepen niet altijd gemakkelijk vanwege het verschil in visie over de gestrengheid waarmee de vrijwaringsclausules moesten opgevat worden. De meeste kandidaat-landen zagen bovendien de invoering van de twee nieuwe types van vrijwaringsclausules als een teken van wantrouwen van de 15 en daarom als een bijkomende bezwaring van de voorwaarden van hun lidmaatschap.

II. POLITIEKE EN INSTITUTIONELE BEPALINGEN VAN HET VERDRAG

Zodra de vraag of de Unie al dan niet wilde uitbreiden niet langer aan de orde was, moest worden gezocht naar een strategie voor een succesvolle toetreding van de nieuwe partners. De institutionele structuur is in volle beweging waarbij men moet zeker stellen dat de nieuwe landen binnen het geheel een nuttige en correcte plaats toegewezen krijgen vanaf het tijdstip van hun daadwerkelijke toetreding, namelijk op 1 mei 2004.

1. Institutionele bepalingen : follow-up van Nice

Op de fundamentele vraag of in de toekomst een werkbare en besluitvaardige Unie met 27 leden haalbaar is, werd door het Verdrag van Nice een eerste antwoord verstrekt. Dit zal in de toekomst nog worden getoetst aan de resultaten van de werkzaamheden van de Conventie en de daaropvolgende IGC.

Mais pour l'immédiat, c'est à dire 2004, le traité dispose d'un certain nombre de dispositions d'adaptation des différentes institutions.

S'agissant du Parlement, entre l'adhésion effective et l'investiture du nouveau Parlement après les élections de juin 2004, les nouveaux pays seront représentés par un nombre adéquat de députés nommés par leurs parlements nationaux.

Le nouveau Parlement lui se verra appliquer le régime de Nice (732 pour la durée de son terme) 50 sièges laissés provisoirement libres par la Bulgarie et la Roumanie étant répartis entre tous les pays membres.

La République tchèque et la Hongrie se voient octroyer 3 sièges de plus qu'à Nice pour faire droit à leur revendication d'égalité de traitement des pays de même taille (comme la Belgique).

La Belgique, qui va disposer de 24 sièges, a, sur ce point, soutenu la demande de ces deux pays.

S'agissant du Conseil, le système de prise de décision actuel est extrapolé pour tenir compte des nouveaux membres entre le 1^{er} mai et le mois de novembre 2004 ce qui signifie que la majorité qualifiée est fixée à 88 votes sur 126.

Après le 1^{er} novembre, les dispositions de Nice s'appliquent. Cela signifie que la majorité qualifiée requiert 232 votes sur 321 voix. Un système de double garantie est instauré pour respecter le poids relatif de chaque pays en terme de population.

S'agissant de la Commission, il est décidé que, dès le 1^{er} mai 2004, chaque nouveau membre disposera d'un Commissaire. Après les élections du Parlement, interviendra la procédure d'approbation de la nouvelle Commission et de tous ses membres qui devrait entrer en fonction en novembre 2004.

Neuf nouvelles langues officielles viennent s'ajouter aux onze langues officielles existantes, à savoir le tchèque, l'estonien, le letton, le lituanien, le hongrois, le maltais, le polonais, le slovène et le slovaque.

2. L'adhésion de Chypre

La République de Chypre fut créée après l'indépendance accordée par le Royaume-Uni en 1960 (une partie du territoire – 5 % environ – resta toutefois sous souveraineté britannique pour les besoins de deux bases militaires). L'île fut de facto divisée en deux parties après que la junte

Wat de nabije toekomst betreft, zijnde 2004, bevat voornoemd verdrag evenwel reeds een aantal bepalingen die zijn toegespitst op de aanpassing van de verschillende instellingen.

Het Parlement : tussen het tijdstip van daadwerkelijke toetreding en de installatie van het nieuwe Parlement na de verkiezingen van juni 2004, worden de nieuwe leden vertegenwoordigd door een passend aantal afgevaardigden die door het nationale parlement worden aangesteld.

De regeling die in Nice werd uitgewerkt, is van toepassing op het nieuwe Parlement. Tijdens de zittingsperiode hebben alle Lidstaten tezamen recht op 732 zetels. De 50 zetels die nog niet worden ingenomen door Bulgarije en Roemenië, werden over de Lidstaten verdeeld.

Door de toebedeling aan de Tsjechische Republiek en Hongarije van 3 zetels meer dan in Nice werd overeengekomen, wordt ingegaan op de eis van deze landen op voet van gelijkheid te worden behandeld met landen van dezelfde omvang (vergelijkbaar met België).

België dat over 24 zetels zal beschikken, steunde de desbetreffende vraag van beide landen.

De Raad : het huidige besluitvormingssysteem wordt geëxtrapoléerd om rekening te houden met de landen die tussen 1 mei en november 2004 lid worden van de Unie, wat neerkomt op een gekwalificeerde meerderheid van 88 stemmen van de 126.

Na 1 november worden de regels van Nice van toepassing. Dit betekent dat voor het bereiken van de gekwalificeerde meerderheid 232 stemmen op 321 zijn vereist. Met het oog op de inachtneming van het relatieve gewicht van elk land naar bevolkingsaantal, werd het systeem van de dubbele sleutel ingevoerd.

De Commissie : er werd besloten dat elke nieuwe lidstaat vanaf 1 mei 2004 aanspraak kan maken op één commissaris. Na de parlementsverkiezingen zal werk worden gemaakt van de goedkeuringsprocedure van de naar verwachting in november 2004 aantredende nieuwe Commissie en de leden van de Commissie.

Aan de bestaande elf officiële talen worden negen nieuwe officiële talen toegevoegd : Tsjechisch, Ests, Lets, Litouws, Hongaars, Maltees, Pools, Sloveens en Slowaaks.

2. Toetreding van Cyprus

De Republiek Cyprus werd opgericht nadat de onafhankelijkheid van het Verenigd Koninkrijk in 1960 verkregen werd (een gedeelte van het territorium – nagenoeg 5 % – bleef onder Britse soevereiniteit ten behoeve van twee militaire bases). Het eiland werd de facto in twee gedeeld nadat

grecque envahit Chypre et déposa le chef de l'Etat chypriote, Mgr Makarios, et que les troupes turques occupèrent ensuite le nord de l'île, en juillet et août 1974.

Immédiatement, le Conseil de Sécurité des Nations-Unies lança, par la Résolution 353 (1974), un appel au retrait de toutes les troupes étrangères et au respect de l'intégrité territoriale de la République de Chypre. Cet appel fut par la suite fréquemment répété, même après la proclamation dans le nord de l'île d'une République Turque Chypriote.

Par sa résolution 550 (1984), le Conseil de Sécurité enjoint la communauté internationale de ne ni soutenir, ni reconnaître cette sécession. Il fut demandé au Secrétaire-Général de proposer ses bons offices et d'agir en tant que médiateur entre les communautés grecque et turque dans la recherche d'une solution globale à la question chypriote. La médiation la plus récente suivit la résolution 1250 (1999) du Conseil de Sécurité. Le 10 mars 2003, le Secrétaire-Général constata que celle-ci aussi avait échoué.

Le Conseil avait, tenant compte des pourparlers intenses entre les parties concernées sous l'égide des Nations Unies, préparé deux projets de protocoles qui présentent les alternatives à prendre en considération en vue d'intégrer dans le Traité d'adhésion les conditions d'un règlement ou les conséquences d'absence d'un tel règlement à la question chypriote.

Vu l'absence de règlement, le protocole qui est annexé à l'acte d'adhésion prévoit la suspension de l'acquis communautaire dans la partie de l'île qui n'est pas sous exercice effectif du gouvernement de la République de Chypre.

La porte reste ouverte en cas de règlement pour adapter les termes de l'adhésion de Chypre à l'Union en ce qui concerne la communauté chypriote turque (clause d'habilitation).

Durant sa Présidence, la Belgique, a montré sa disponibilité à informer les parties, à leurs demandes, notamment sur les dispositions que le système institutionnel belge prévoit en matière de répartition des compétences entre les différents niveaux de pouvoirs et sur le plan de la représentation du pays au sein du Conseil des Ministres européens.

III. PRINCIPAUX RESULTATS DES NEGOCIATIONS

1. Introduction

Au cours des négociations, chacun des dix pays candidats a dû se familiariser avec les quelque 90.000 pages de

de Griekse « junta » Cyprus had aangevallen, er het staats-hoofd, aartsbisschop Makarios, had afgezet en de Turkse troepen in juli en augustus 1974 er vervolgens het Noorden van het eiland bezet hebben.

De Verenigde Naties hebben met Resolutie 353 (1974) van de Veiligheidsraad onmiddellijk een oproep gericht voor de terugtrekking van alle buitenlandse troepen en de eerbiediging van de territoriale integriteit van de Republiek Cyprus. Deze oproep werd geregeld herhaald ook nadat in het noordelijk gedeelte van het eiland een « Turks Cypriotische Republiek » werd uitgeroepen.

De Verenigde Naties hebben met Resolutie 550 (1984) van de Veiligheidsraad de Internationale Gemeenschap verzocht om geen enkele steun noch erkenning aan deze secessie te verlenen. De Secretaris-Generaal werd verzocht om zijn goede diensten aan te bieden en tussen de Griekse en Turkse gemeenschap te bemiddelen om een globale oplossing voor de Cyprus-kwestie te vinden. De meest recente bemiddeling kaderde in Resolutie 1250 (1999) van de Veiligheidsraad. Op 10 maart 2003 heeft de Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties vastgesteld dat ook deze poging gefaald had.

Na intense besprekingen die tussen de desbetreffende partijen werden gevoerd onder auspiciën van de Verenigde Naties, bereidde de Raad twee ontwerp-protocollen voor die in twee scenario's voorzagen : ofwel werden de voorwaarden van een regeling voor de Cypriotische kwestie in het Toetredingsverdrag opgenomen ofwel werd in voor-noemd verdrag melding gemaakt van de gevolgen van het ontbreken van zodanige regeling.

Aangezien een regeling uitbleef, voorziet het protocol bij het Toetredingsverdrag in de opschorting van het acquis communautaire in dat deel van het eiland dat niet onder het effectieve bestuur staat van de regering van de Republiek Cyprus.

Toch blijft de deur open om in geval van een regeling de voorwaarden inzake de toetreding van Cyprus met betrekking tot de Turks-Cypriotische gemeenschap aan te passen (machtigingsbepaling).

Tijdens zijn voorzitterschap toonde België zich bereid de partijen, op hun verzoek, in kennis te stellen van met name de regels waarin het Belgisch institutioneel systeem voorziet zowel van de verdeling van bevoegdheden over de verschillende bestuurslagen als van de vertegenwoordiging van het land binnen de Europese Ministerraad.

III. BELANGRIJKSTE RESULTATEN VAN DE ONDERHANDELINGEN

1. Inleiding

De tien kandidaat-landen kregen in de onderhandelingen elk nagenoeg 90.000 bladzijden primaire en secundaire

la législation primaire et secondaire européenne. Les négociations ont surtout porté sur la manière de combler certaines lacunes ou d'aborder certains domaines présentant des problèmes spécifiques. Il s'agissait de discussions intenses, menées à un rythme élevé, parfois ponctuées d'échanges de points de vue assez vifs. Le résultat final se retrouve dans un traité d'adhésion qui énumère tous les accords conclus avec tous les pays candidats. Comptant plus de 4.000 pages, le traité énumère ainsi toutes les périodes transitoires, dérogations et réglementations spécifiques, ainsi que les accords financiers et les diverses déclarations. Il convient de signaler que la période de négociation s'est clôturée le 1^{er} novembre 2002, de sorte que le nouvel acquis réalisé entre cette date et la date d'adhésion ne figure pas dans le traité d'adhésion. Il a été convenu que cette période fera l'objet de consultations au sein d'un comité intérimaire jusqu'à la date de signature, soit le 16 avril 2003; après cette date, les pays candidats pourront siéger dans les organes du Conseil avec le statut d'observateur actif et y défendre leurs intérêts.

2. Résultats enregistrés

Dans les paragraphes ci-après, on examinera les principaux résultats enregistrés au cours des négociations, plus précisément dans les domaines suivants : les quatre libertés, le marché intérieur, la politique énergétique, les affaires sociales, l'environnement, l'agriculture, la fiscalité, les transports, la politique régionale, la justice et les affaires intérieures et le budget.

2.1. Au cours des négociations, l'UE a consacré une attention toute particulière à la perspective d'un élargissement du marché intérieur à dix pays supplémentaires. En première instance, on a examiné de quelle manière concrétiser les *quatre libertés*, à savoir la libre circulation des marchandises, des personnes, des services et des capitaux.

2.1.1. En matière de *libre circulation des marchandises*, un nombre limité de périodes transitoires ont été accordées, principalement en ce qui concerne la commercialisation, sous des conditions strictes, de médicaments non conformes au marché (cfr. infra). Dans le chapitre *libre circulation des services*, tous les pays candidats, sauf Malte et la République tchèque, ont obtenu des périodes transitoires de 3 ans et demi maximum après leur adhésion, pour leur permettre de s'aligner sur les normes européennes. Pour l'essentiel, il s'agit de l'acquis dans le domaine des banques coopératives, des schémas de garantie et des schémas de compensation pour les investisseurs.

2.1.2. Les négociations relatives à la *libre circulation des personnes* n'ont pas été faciles, en raison des différences de sensibilités en matière de libre circulation entre États membres, mais aussi vis-à-vis de la plupart des pays candidats qui accordaient une libéralisation complète dès

Europese wetgeving te verwerken. Het was in hoofdzaak de manier waarop lacunes moesten opgevuld worden of specifieke probleemgebieden moesten opgevangen worden die de onderhandelingen bezighielden. Het waren intense besprekingen die tegen een hoog tempo gevoerd werden, met bij wijlen harde uitwisselingen van posities. Het uiteindelijk resultaat is terug te vinden in een toetredingsverdrag waarin alle afspraken met alle kandidaat-landen staan genoteerd. Het verdrag dat meer dan 4.000 bladzijden telt, neemt daarmee alle overgangsperiodes, derogaties en specifieke regelingen op, alsook de financiële afspraken en de verklaringen in diverse vormen. Er dient aangestipt dat de onderhandelingsperiode werd afgesloten op 1 november 2002, waardoor het nieuwe acquis vanaf deze datum tot de datum van toetreding niet in het toetredingsverdrag is opgenomen. Er werd overeengekomen dat deze periode opgevangen wordt door middel van consultaties in een interim comité tot de datum van ondertekening, zijnde 16 april 2003, waarna de kandidaat-landen in de raadsorganen met de status van actieve waarnemer hun belang zullen kunnen verdedigen.

2. Voornaamste resultaten

Hierna zal ingegaan worden op de belangrijkste resultaten in de onderhandelingen, meer bepaald deze inzake de vier vrijheden, de interne markt, de energiepolicies, sociale zaken, leefmilieu, landbouw, belastingen, transport, regionale politiek, justitie en binnenlandse zaken en budget.

2.1. De EU heeft in de onderhandelingen alle belang gehecht aan het perspectief van een verruiming van de interne markt met tien landen. In eerste instantie werd nagegaan op welke manier de *vier vrijheden*, zijnde vrij verkeer van goederen, vrij verkeer van personen, vrij verkeer van diensten en vrij kapitaalverkeer, ingevuld konden worden.

2.1.1. Inzake *vrij verkeer van goederen* werden een beperkt aantal overgangsperiodes toegekend, voornamelijk voor wat betreft het commercialiseren, onder strikte voorwaarden, van niet marktconforme geneesmiddelen (zie infra). In het hoofdstuk *vrij verkeer van diensten* kregen alle kandidaat-landen, behalve Malta en de Tsjechische Republiek overgangsperiodes toegekend tot maximaal 3 ½ jaar na de toetreding om zich in regel te stellen met de Europese normen. Het betreft in hoofdzaak acquis inzake coöperatieve banken, garantieschema's en compensatieschema's voor investeerders.

2.1.2. De onderhandelingen over *vrij verkeer van personen* lagen niet eenvoudig vanwege de verschillende gevoeligheden inzake vrij verkeer van werknemers bij de lidstaten onderling, alsook versus de meeste kandidaat-landen die een volledige liberalisering van bij toetreding

le moment de leur adhésion. Le résultat, obtenu sous la présidence suédoise et finalisé sous la présidence belge, est une période transitoire maximale de sept ans pour tous les pays candidats, sauf pour Chypre et Malte. Par ailleurs, les pays candidats peuvent invoquer cette période transitoire comme règle de réciprocité. Le compromis, obtenu à l'arraché, stipule que le marché du travail pourra être contrôlé dans les 23 pays concernés pendant une période de sept ans (7).

Sur la base de cette disposition, la législation nationale relative aux travailleurs de pays tiers continuera de leur être applicable pendant les deux premières années. A la fin de la deuxième année, la Commission établira un rapport après avoir consulté toutes les instances, y compris les instances syndicales. Tous les États membres pourront décider eux-mêmes de proroger de trois ans la durée d'application de la législation nationale. Ils devront notifier leur décision à la Commission a posteriori. Les États membres qui ne transmettent pas de notification à la Commission, libéralisant de ce fait complètement le marché de l'emploi dès la troisième année, peuvent toutefois invoquer le bénéfice d'une clause de sauvegarde au cours de la période de trois ans précitée, en cas de perturbations graves du marché de l'emploi. Le marché de l'emploi sera libéralisé après cinq ans. Néanmoins, en cas de perturbations graves, il sera toutefois possible pour un État membre d'obtenir encore une prorogation de deux ans, moyennant notification ex ante. Le cas échéant, les autres États membres pourront invoquer le bénéfice d'une clause de sauvegarde pour cette même période.

À ce stade, la Belgique souhaite s'en tenir aux termes figurant dans les textes du traité. La Belgique réévaluera la situation après deux ans.

Au moment de leur adhésion, les pays candidats devront avoir tout mis en œuvre en matière d'harmonisation des diplômes et des qualifications professionnelles. C'est surtout dans le secteur de la santé que des arrangements spécifiques ont été adoptés en matière de droits acquis.

2.1.3. Dans le cadre de la *libre circulation des capitaux*, le résultat le plus notable est l'attribution de périodes transitoires pour l'acquisition de terres agricoles et forestières.

En obtenant une période transitoire pour l'acquisition de terrains agricoles et forestiers par des citoyens de l'UE, un certain nombre de pays candidats souhaitaient éviter que des spéculateurs ne puissent acheter ces terrains à bas prix.

(7) S'ils le souhaitent, les États membres pourront libéraliser leur marché de l'emploi au moment de leur adhésion par des adaptations spécifiques à leur législation y relative (des déclarations en la matière sont annexées au traité). Les pays candidats bénéficieront du système Eures, et notamment de la préférence communautaire par rapport aux candidats de pays tiers.

vaststonden. Het resultaat onder Zweeds Voorzitterschap, aangescherpt onder Belgisch Voorzitterschap, was een overgangperiode voor maximaal zeven jaar ten aanzien van alle kandidaat-landen, behalve voor Cyprus en Malta. Deze overgangperiode kan eveneens door de kandidaat-landen worden ingeroepen als reciprociteitsregel. Het compromis dat moeizaam bereikt werd, houdt in dat gedurende een periode van zeven jaar de arbeidsmarkt in de 23 landen kan worden gecontroleerd (7).

Gedurende de eerste twee jaar blijft met deze regeling de nationale wetgeving ten aanzien van werknemers van derde landen van kracht. De Commissie zal op het einde van het tweede jaar, na consultatie van alle instanties, inclusief de syndicale instanties, een rapport opmaken. Alle lidstaten kunnen zelf beslissen voor een verlenging van de nationale wetgeving met drie jaar. Zij dienen hiertoe de Commissie ex-post in kennis te stellen. Deze lidstaten die door geen notificatie door te sturen aan de Commissie, de arbeidsmarkt volledig liberaliseren vanaf het derde jaar, kunnen evenwel in geval van ernstige verstoringen van de arbeidsmarkt, binnen de termijn van de bekomende drie jaar een vrijwaringsclausule inroepen. Na vijf jaar wordt de arbeidsmarkt geliberaliseerd. Lidstaten kunnen toch nog, in geval van ernstige verstoringen van de arbeidsmarkt, mits een ex-ante notificatie een verlenging met nogmaals twee jaar bekomen. Desgevallend zullen de andere lidstaten zich voor deze periode kunnen beroepen op een vrijwaringsclausule.

België wenst zich in dit stadium te houden aan de termen van de verdragteksten. Na twee jaar zal België de situatie opnieuw evalueren.

Aangaande de harmonisering van diploma's en beroepskwalificaties dienen de kandidaat-landen bij toetreden alle nodige inspanningen te hebben geleverd om zich te conformeren met het acquis. Voornamelijk in de gezondheidssector werden specifieke arrangementen getroffen met betrekking tot verworven rechten.

2.1.3. Onder het hoofdstuk *vrij verkeer van kapitaal* is de toekenning van overgangperiodes met betrekking tot de aankoop van landbouw- en bosgrond het meest opmerkelijke resultaat.

Een aantal kandidaat-landen wensten door het bekomen van een overgangperiode voor de aankoop van landbouw- en bosgronden door EU-burgers, voorkomen dat speculanten goedkoop deze gronden zouden kunnen opkopen. Er

(7) De lidstaten mogen indien gewenst hun arbeidsmarkt van bij toetreding liberaliseren door hun wetgeving hieromtrent specifiek aan te passen (verklaringen dienaangaande zijn aan het verdrag toegevoegd). De kandidaat-landen zullen toegang krijgen tot het Eures-systeem, met inbegrip van het principe van het communautair voorkeurrecht ten aanzien van kandidaten uit derde landen.

Compte tenu de leur spécificité, six pays candidats ont obtenu une période de transition de sept ans ⁽⁸⁾. Au cours de cette période, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, la Slovaquie et la République tchèque pourront maintenir leur législation nationale.

Le cas échéant, la Commission pourra proroger cette période de trois ans si de graves perturbations surviennent au niveau des prix du marché agricole. La Pologne pourra interdire l'acquisition de terres par des habitants de l'UE pendant une période de douze ans. Dans tous les pays, les résidents de l'UE qui souhaitent travailler leur terre en tant qu'agriculteurs indépendants, bénéficieront d'une exemption.

En ce qui concerne les résidences secondaires, quatre pays candidats ont obtenu une période transitoire de cinq ans. Pendant cette période, les citoyens de l'UE résidant à Chypre, en Hongrie, en Pologne et dans la République tchèque pourront être empêchés d'acquérir des résidences secondaires sur la base d'une législation nationale. Malte a bénéficié d'une dérogation aux termes de laquelle la législation nationale restrictive reste d'application pour les résidents de l'UE qui n'ont pas de première résidence à Malte.

3. Marché intérieur

L'introduction en 1992 du marché intérieur, comme objectif opérationnel, s'est avérée un pilier important de la dimension économique de l'Union Européenne. Il prévoit que des marchandises ou des services produits dans l'UE et dans les autres pays de l'EEE (Norvège, Islande, Liechtenstein) peuvent être transportés et négociés librement à l'intérieur des frontières de l'Espace européen. Les résultats des négociations relatives au marché intérieur concernent différents chapitres dont ceux évoqués ci-dessous sur la libre circulation des marchandises et le droit des entreprises. La situation spécifique des produits pharmaceutiques est exposée, ainsi que les règles de la concurrence, en particulier les accords en matière d'aides publiques. La section « questions vétérinaires et phytosanitaires » est exposée ensuite sous le titre agriculture.

Afin d'avoir les meilleures garanties que tous les engagements soient respectés par les pays candidats, une clause de sauvegarde spécifique au « marché intérieur » (cfr. infra) a été ajoutée à la clause de sauvegarde économique qui était également d'application lors des élargissements précédents.

3.1. Le fait que plusieurs pays candidats autorisent des *médicaments* contrefaits sur leur marché local, a provoqué des discussions difficiles à l'issue desquelles il a été décidé

(8) La Commission procédera à une révision générale avant la fin de la troisième année de ces périodes de transition.

werd, rekening gehouden met de specificiteit van de landen, aan zes van de kandidaat-lidstaten een overgangstermijn toegekend van zeven jaar ⁽⁸⁾. Estland, Hongarije, Letland, Litouwen, Slowakije en Tsjechische Republiek kunnen in deze periode hun eigen nationale wetgeving aanhouden.

De Commissie kan deze periode desgevallend verlengen met drie jaar in geval er ernstige storingen optreden in de landbouwmarktprijzen. Polen mag tijdens een periode van twaalf jaar de aankoop door inwoners van de EU verbieden. Vrijgesteld worden in alle landen de EU-ingezetenen die als zelfstandige landbouwers hun eigen grond willen bewerken.

Met betrekking tot de secundaire residenties verkregen vier kandidaat-landen een overgangsperiode van vijf jaar. Tijdens deze periode kunnen EU-ingezetenen in Cyprus, Hongarije, Polen en de Tsjechische Republiek op basis van een nationale wetgeving weerhouden worden om secundaire residenties aan te kopen. Malta bekwam een derogatie waarbij de restrictieve nationale wetgeving voor deze EU-ingezetenen die geen primaire residentie op Malta bezitten, van kracht blijft.

3. Interne markt

De invoering in 1992 van de interne markt als operationele doelstelling is een belangrijke pijler gebleken van de economische dimensie van de Europese Unie. Het houdt in dat goederen of diensten geproduceerd in de EU en in de andere landen van de EER (Noorwegen, IJsland, Liechtenstein) vrijelijk kunnen worden vervoerd en verhandeld binnen de grenzen van de Europese Ruimte. De resultaten in de besprekingen die verband houden met de interne markt betreffen verschillende hoofdstukken, waarvan hieronder mbt vrij verkeer van goederen en bedrijfsrecht de specifieke situatie van de farmaceutica wordt belicht naast de regels van mededinging, inzonder de afspraken met betrekking tot staatssteun. Het onderdeel veterinaire en fytosanitaire aangelegenheden wordt hierna onder de hoofding landbouw besproken.

Opdat de beste garanties gegeven zouden worden om alle afspraken te laten naleven door de kandidaat-landen, werd aan de economische vrijwaringsclausule die ook gold in de vorige uitbreidingen, een vrijwaringsclausule specifiek voor de interne markt toegevoegd (zie infra).

3.1. De gebruiken inzake het toelaten van gepirateerde *geneesmiddelen* op de lokale markt in verschillende van de kandidaat-landen zorgden voor moeilijke discussies waar-

(8) Voor het einde van het derde jaar van deze overgangstermijnen zal de Commissie een algemene herziening doorvoeren.

que ces pays devront finalement se conformer à la législation européenne pour respecter les conditions de concurrence loyale au sein d'un marché intérieur. Dans les faits, les résultats portent sur trois éléments : premièrement, la priorité du droit des brevets dans la production, deuxièmement, l'élimination graduelle (« phasing out ») des autorisations existantes pour la commercialisation de produits pharmaceutiques non conformes et troisièmement, le contrôle du marché parallèle.

Au cours des négociations, l'UE n'a pas accepté qu'au lendemain de l'adhésion, les droits en matière de propriété intellectuelle, notamment pour les médicaments, puissent encore être violés. En outre, les fabricants sérieux extérieurs au pays candidat concerné bénéficieront d'une prolongation de 5 ans sur la période standard de 20 ans du droit de brevet. L'attribution de ce « certificat de protection supplémentaire » (SPC) a pour objectif de protéger le titulaire du brevet contre les pertes encourues en raison de l'absence de législation en matière de brevets dans un pays déterminé ⁽⁹⁾.

Étant donné que l'autorisation de mise sur le marché de médicaments dans certains pays candidats, du fait de l'absence de protection des données, est plus rapide que la période habituelle de dix ans pour un produit d'origine, des périodes limites ont été imposées pour la distribution de ces produits non conformes sur le marché local. À cet effet, une liste exhaustive a été reprise dans le traité pour Chypre (2006), la Lituanie (2007), Malte (2007), la Slovénie (2008) et la Pologne (2009). Dès son adhésion, le nouvel État membre devra, en outre, appliquer intégralement les procédures UE de commercialisation et, dans le même temps, reconnaître les produits faisant l'objet de procédures dans d'autres États membres (reconnaissance mutuelle).

De la pratique du marché parallèle, il ressort que l'application intégrale du principe de marché intérieur en matière de médicaments peut être néfaste tant pour le fabricant que pour le patient. Pour éviter que les mêmes produits (dans un nouvel emballage et munis, en outre, de nouvelles notices dans une autre langue) ne reviennent illicitement sur le marché d'origine après avoir été exportés, il a été décidé d'inscrire un mécanisme spécifique dans le traité. Sur la base de ce mécanisme, l'intermédiaire qui veut réexporter les médicaments devra, en cas de litige, prouver à l'autorité compétente que le fabricant en a été informé au moins un mois au préalable. Il importe de souligner que ce mécanisme ne concerne en aucune façon les producteurs sérieux de produits génériques.

(9) P.ex.: le nouvel État membre X a promulgué en 1991 une législation en matière de brevets. Ceci signifie que les brevets ne seront effectifs qu'à partir de 2001 (10 ans pour le développement théorique). Avec le SPC, la durée de protection d'un brevet n'est pas de 20 ans mais de 25 ans. L'autorisation d'une copie sur le marché européen, en dehors des frontières nationales sous forme de produit générique, ne pourra avoir lieu qu'après 5 ans (c.-à-d. 2016).

bij deze landen zich tenslotte, in functie van loyale concurrentie binnen een interne markt, zullen moeten schikken naar de Europese regelgeving. In de feiten hebben de resultaten betrekking op drie elementen : ten eerste de prioriteit van het patentrecht in de productie, ten tweede de uitfasering van bestaande toelatingen voor het vermarkten van niet-marktconforme farmaceutische producten en ten derde het beheersen van de parallelle markt.

De EU heeft in de onderhandelingen niet aanvaard dat na toetreding de rechten inzake intellectuele eigendom, meer bepaald voor geneesmiddelen, nog geschonden zouden kunnen worden. Aan de bonafide fabrikanten van buiten het kandidaat-land werd bovendien een verlenging van 5 jaar toegekend op de standaardperiode van 20 jaar patentrecht. Het toekennen van dit « bijzonder beschermingscertificaat » (SPC) is bedoeld om de patenthouder te compenseren voor verlies omwille van het ontbreken van patentwetgeving in een bepaald land ⁽⁹⁾.

Doordat de goedkeuring voor het vermarkten van geneesmiddelen in sommige kandidaat-landen waarvoor geen databescherming geldt, sneller gebeurt dan de gebruikelijke tien jaar voor een origineel product, zijn limietperiodes ingesteld voor de verdeling van deze niet conforme producten op de lokale markt. Voor Cyprus (2006), Litouwen (2007), Malta (2007), Slovenië (2008) en Polen (2009) werd hiertoe een exhaustieve lijst in het verdrag opgenomen. Daarenboven zal de nieuwe lidstaat bij toetreding volledig de EU procedures voor het vermarkten moeten volgen en tegelijk de onder procedure geplaatste produkten in andere lidstaten erkennen (wederzijdse erkenning).

Het is gebleken uit de praktijk van de parallelle markt dat het volledig doortrekken van het principe van de interne markt inzake geneesmiddelen, zowel voor de fabrikant als voor de patiënt nefast kan zijn. Om te vermijden dat dezelfde produkten (herverpakt, inclusief met nieuwe bijsluiters in een andere taal) na export onverantwoord terug op de oorspronkelijke markt terechtkomen, werd besloten in het verdrag een specifiek mechanisme in te schrijven. Volgens dit mechanisme moet de tussenpersoon die de geneesmiddelen wil heruitvoeren bij geschil kunnen aantonen aan de bevoegde autoriteit dat de fabrikant hier van minstens één maand tevoren in kennis werd gesteld. Het is belangrijk te onderlijnen dat dit mechanisme generlei de bonafide producenten van generische producten treft.

(9) Vb. de nieuwe lidstaat X introduceerde in 1991 een patentwetgeving. Dwz dat patenten slechts vanaf 2001 (10 jaar theoretische ontwikkeling) zullen lopen. Met SPC vervalt het patent niet na 20 jaar, maar na 25 jaar. De piraatcopie wordt slechts als generisch produkt buiten de eigen grenzen op de Europese markt toegelaten na 5 jaar (dwz tot 2016).

3.2. Un aspect important du marché intérieur est le bon fonctionnement de l'acquis en matière de *concurrence*. Du fait que plusieurs pays candidats connaissent une situation socio-économique fragilisée, des solutions ont été formulées en vue de proscrire à terme les aides publiques illicites. Les périodes transitoires concernent les aides fiscales illégales, les monopoles État, des aides spécifiques pour l'acier, la navigation et l'environnement, ainsi que l'élimination graduelle de toute une série d'aides existantes.

En matière d'aides fiscales État non conformes, la Hongrie et Malte reçoivent un délai jusqu'à fin 2011 pour éliminer progressivement leurs aides aux PME. Pour la Pologne, les délais sont, respectivement, 2011 pour les petites entreprises et 2010 pour les entreprises de dimension moyenne. Pour les grandes entreprises, la Hongrie, Malte et la Pologne peuvent maintenir des aides plafonnées à 75 % avant 2001 et à 50 % après 2001. La Hongrie, la Pologne et la Slovaquie ont une réglementation spécifique pour le secteur de la construction automobile, tandis que la Slovaquie peut procéder à une élimination graduelle pour le secteur de l'acier jusqu'en 2009.

Par ailleurs, la Hongrie et Chypre bénéficient d'un délai jusqu'à fin 2005 pour éliminer les aides fiscales accordées aux entreprises offshore et Malte reçoit jusqu'à fin 2008 pour régulariser les activités régies par le « Business Promotion Act ». De plus, la Hongrie peut maintenir jusqu'à fin 2007 les aides fiscales non conformes, accordées par les autorités locales.

En matière de régularisation des aides dans le domaine de la protection de l'environnement, la Pologne a jusqu'à fin octobre 2007 pour régulariser plus particulièrement les aides à la lutte contre la pollution industrielle de l'air. Pour la fin 2006, la Pologne et la République tchèque devront finaliser la restructuration du secteur de l'acier, tandis que Malte aura jusqu'à fin 2008 pour opérer la restructuration de la construction navale.

Malte pourra conserver le monopole État pour l'importation, le stockage et le commerce de gros de produits pétroliers jusqu'à fin 2005.

4. Agriculture et pêche

En agriculture, on peut dire de manière générale que les pays candidats devront donner la priorité aux réformes estimées nécessaires. Le financement de ces réformes s'effectuera tant via le développement rural que via la politique structurelle. En outre, les agriculteurs bénéficieront d'incitants pour s'intégrer de manière économiquement responsable dans la logique agricole européenne. Si elles ne sont pas devenues viables au terme de cinq ans d'incitants spécifiques, certaines exploitations agricoles dites « de semi-subsistance » passeront en phase d'assainissement.

3.2. Een belangrijk aspect in de interne markt is het degelijk functioneren van het acquis inzake *mededinging*. Gelet op de delicate sociaal-economische situatie in verschillende kandidaat-landen werden oplossingen geformuleerd om op termijn onrechtmatige staatssteun te bannen. De overgangperiodes hebben betrekking op illegale fiscale steun, staatsmonopolies, specifieke steunmaatregelen voor staal, scheepvaart en leefmilieu, alsook de uitfasering van allerlei bestaande steunmaatregelen.

Inzake niet conforme fiscale staatssteun krijgen Hongarije en Malta de tijd, tot einde 2011, om de hulp aan KMO's uit te faseren. Voor Polen zijn de termijnen respectievelijk 2011 voor de kleine bedrijven en 2010 voor de middelgrote bedrijven. Voor de grote bedrijven kunnen Hongarije, Malta en Polen tot plafonds van 75 % voor 2001 en 50 % na 2001 behouden. Hongarije, Polen en Slowakije hebben een bijzondere regeling voor de sector van de autoconstructie, terwijl Slowakije voor de staalsector tot 2009 kan uitfaseren.

Anderzijds geldt voor Hongarije en Cyprus een termijn tot einde 2005 om fiscale steun aan offshore bedrijven weg te werken en krijgt Malta de tijd tot einde 2008 om de activiteiten onder de « Business Promotion Act » te regulariseren. Opnieuw Hongarije mag tot einde 2007 de niet conforme fiscale steun uitgereikt door lokale autoriteiten aanhouden.

Inzake de regularisering van steunmaatregelen met betrekking tot leefmilieu heeft Polen tot einde oktober 2007 de tijd om industriële luchtvervuiling in lijn te plaatsen met het acquis. Polen en de Tsjechische Republiek moeten tegen einde 2006 de herstructurering van de staalsector finaliseren, terwijl Malta tot einde 2008 mag werken aan de herstructurering van de scheepsbouw.

Tot einde 2005 kan Malta het staatsmonopolie behouden voor invoer, stockage en groothandel van petroleumproducten.

4. Landbouw en visserij

Algemeen gesproken moeten de kandidaat-landen inzake landbouw prioriteit geven aan de noodzakelijk geachte hervormingen. De financiering van deze hervormingen gebeurt zowel via het kanaal van de plattelandsontwikkeling alsmede via het kanaal van de structuurpolitiek. Landbouwers krijgen daarenboven stimuli om zich op een economisch verantwoorde manier in te werken in de Europese landbouwlogica. Een aantal landbouwers dat na vijf jaar bijzondere stimuli onder het schema van de semi-overleving niet slaagt rendabel te zijn, zal in een saneringsfase terechtkomen.

4.1. Aides

Le 25 octobre 2002, le Conseil européen de Bruxelles a marqué son accord sur un calendrier d'introduction progressive des paiements directs pour les pays candidats. Sur le montant global, 25 % seront accordés dès le démarrage en 2004, pour arriver à 100 % en 2013. Dans ce contexte, le Conseil européen a décidé un plafonnement de 1 % linéaire par an pour la croissance des organisations communes de marché (OCM) dans la période 2007-2013, mettant ainsi un frein à une croissance éventuellement trop forte dans ce segment de la politique agricole.

Sous la pression de certains pays candidats, on a admis au cours du Conseil européen de Copenhague du 13 décembre 2002, que les nouveaux pays candidats avaient le droit de verser, en plus des pourcentages fixes, des montants complémentaires aux agriculteurs. Ce financement complémentaire (« topping-up ») peut aller jusqu'à 40 % maximum par an. En outre, il a été convenu à Copenhague que si les pays candidats le souhaitaient, ils pouvaient faire appel à un schéma simplifié pour la systématisation des paiements directs, ce qui permettrait à tous les sols de bénéficier de paiements directs.

Chypre pourra continuer à accorder des aides spéciales aux zones agricoles défavorisées, jusqu'à cinq ans après son adhésion. L'Estonie pourra continuer à payer des primes nationales pour le lait en 2004, tandis que la Slovénie pourra continuer à subsidier pendant cinq ans la production d'huile à partir de citrouilles. Malte conservera le droit d'apporter une aide dégressive au secteur agricole jusqu'en 2014, avec en outre, la possibilité de subsidier, jusqu'à 5 ans après son adhésion, le transport de produits agricoles vers et à partir de l'île de Gozo.

Pour ce qui concerne les organisations communes de marché, il a été tenu compte d'une période de référence de 1995 à 1999, et jusque 2001 pour les secteurs où des données chiffrées étaient disponibles. Le calcul des quotas a été basé sur la production réelle et non sur des extrapolations. Dans certains pays candidats, il sera possible en 2006 de réviser à la hausse le quota pour le lait si l'on note une diminution de la consommation de lait à la ferme.

Les réformes nécessaires dans les pays candidats seront supportées par le programme SAPARD au cours de la phase de préadhésion. À compter de l'adhésion, tous les efforts seront poursuivis au moyen d'une large gamme de programmes sous la rubrique Développement rural, qui a démontré son efficacité depuis l'élargissement précédent en 1995.

4.2. Politique agricole

L'Estonie, la Lettonie et la Lituanie ont obtenu des périodes transitoires pour les semences et les graines à ense-

4.1. Steunmaatregelen

De ER van Brussel op 25 oktober 2002 verklaarde zich met een infaseringagenda akkoord met het principe van de directe betalingen voor de kandidaat-landen. Bij aanvang in 2004 wordt 25 % van totaal som toegekend, om in 2013 te komen tot 100 %. De ER besliste daarbij tot een plafo-nering van 1 % lineair per jaar voor de aangroei van de gemeenschappelijke marktordeningen in de periode 2007-2013, waardoor een rem wordt gezet op een mogelijke te sterke groei in dit segment van het landbouwbeleid.

Onder druk van kandidaat-landen werd op de ER van Kopenhagen op 13 december 2002 toegestaan dat bovenop de procentuele infasering, de nieuwe lidstaten het recht hadden bijkomende bedragen bovenop de vaste procenten te betalen aan de landbouwers. Deze zogenaamde « top-ping-up » kan tot maximum 40 % bijkomende financiering per jaar betekenen. In Kopenhagen werd eveneens afgesproken dat de kandidaat-landen, indien gewenst, voor de systematisering van directe betalingen beroep kunnen doen op een gesimplificeerd schema, waarbij alle gronden zullen kunnen genieten van directe betalingen.

Cyprus mag tot vijf jaar na de toetreding speciale steunmaatregelen blijven toekennen in achtergestelde landbouwgebieden. Estland kan in 2004 verder nationale melkpremie's uitbetalen, terwijl Slovenië tot vijf jaar de productie van olie uit pompoenen mag blijven subsidiëren. Malta ziet zich tot 2014 het recht voorbehouden om degressief de landbouwsector te steunen, met bijkomend tot 5 jaar na de toetreding mogelijkheden om het transport van landbouwproducten van en naar het eiland Gozo te subsidiëren.

Voor wat betreft de gemeenschappelijke marktordeningen werd rekening gehouden met een referentieperiode van 1995 tot 1999, en daar waar cijfermateriaal beschikbaar was, tot 2001. De berekening van de quota's werd gebaseerd op de reële productie en niet op extrapoleringen. Voor melk kan in 2006 het quotum in verschillende kandidaat-landen naar boven toe herzien worden indien een verminderde melkconsumptie op de boerderij wordt vastgesteld.

De noodzakelijke hervormingen in de kandidaat-landen zullen in de pretoetredingsfase worden ondersteund door het SAPARD-programma. Van bij de toetreding worden de inspanningen verdergezet door een breed gamma van programma's onder de rubriek plattelandsontwikkeling, welke zijn efficiëntie heeft bewezen sedert de vorige uitbreiding in 1995.

4.2. Landbouwbeleid

Estland, Letland en Litouwen bekwamen overgangspe-riodes voor niet behandelde zaden en zaaigoed tot einde

mencer non traitées jusqu'à fin 2005, pour les aliments non conformes pour abeilles jusqu'à fin 2005 ainsi que pour l'utilisation de potassium en agriculture organique jusqu'à 18 mois après l'adhésion.

Chypre, Malte et la Pologne ont obtenu une période transitoire de cinq ans pour l'aide aux plantes spécialisées.

Du fait de la spécificité de la production vinicole et des distilleries d'alcool dans les pays candidats, chacun de ces pays a reçu, à l'exception de l'Estonie, des autorisations sous différentes formes, allant de périodes transitoires pour l'enrichissement du vin à des dénominations géographiques telles que « Polish vodka ». En matière de politique de qualité, la République tchèque sera autorisée à utiliser trois dénominations géographiques pour la bière de Budejovicke.

Pour le lait, la Lettonie, la Lituanie, la Pologne, Malte, Chypre et la Hongrie ont obtenu une période transitoire de cinq ans pour atteindre les normes UE pour le lait de consommation; pendant cette période, le lait non conforme ne pourra pas être écoulé sur le marché intérieur.

4.3. Développement rural

Pour la période 2004-2006, un mécanisme provisoire est créé sous le Fonds de Garantie afin de permettre une agriculture plus compétitive grâce à une augmentation du cofinancement sous l'Objectif 1 (80 % maximum). En outre, d'autres aides transitoires (notamment en matière d'environnement, de sécurité alimentaire et du bien-être des animaux) doivent aider les agriculteurs à enregistrer des progrès à un coût raisonnable.

Pour ces agriculteurs faisant partie de l'économie de semi-subsistance, une aide de 1000 € par an (en Pologne, 1250 € par an) par exploitation agricole est prévue pour une période de trois ans, prorogeable de deux ans.

L'Estonie, la Lituanie et Malte peuvent conserver des schémas spécifiques de développement rural. En Estonie, il s'agit d'aides au reboisement; en Lituanie, de l'admission à la retraite anticipée pour les éleveurs de bétail laitier et à Malte, d'aides liées à la situation spécifique de l'agriculture.

4.4. Aspects vétérinaires

La Pologne, la République tchèque, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie et la Slovaquie ont obtenu des périodes transitoires allant jusque fin 2007 pour appliquer intégralement les normes européennes en matière de santé publique. Il s'agit aussi bien de la transformation de la viande (toute la chaîne de production) que de la transformation du poisson (toute la chaîne de production) et des laiteries. Au cours des périodes transitoires, les produits seront pourvus

2005, voor niet conforme bijvoeding tot einde 2005 alsook voor het gebruik van potassium in organische landbouw tot 18 maanden na toetreding.

Cyprus, Malta en Polen krijgen een overgangperiode van vijf jaar voor steun aan gespecialiseerde gewassen.

Door de specificiteit van de wijnproductie en van de alcoholstokerijen in de kandidaat-landen kregen elk van deze landen, met uitzondering van Estland, toezeggingen onder verschillende vormen, gaande van overgangperiodes voor het verrijken van de wijn tot geografische omschrijvingen als « Polish vodka ». Wat betreft de kwaliteitspolitiek krijgt de Tsjechische Republiek voor het Budejovicke bier drie geografische indicaties toegezegd.

Met betrekking tot de melk verkregen Letland, Litouwen, Polen, Malta, Cyprus en Hongarije een overgangperiode van vijf jaar om de EU-normen voor drinkmelk te behalen. Tijdens deze periode kan de niet conforme melk niet op de interne markt gebracht worden.

4.3. Plattelandsontwikkeling

Onder het Garantiefonds wordt voor de periode van 2004-2006 een tijdelijk instrumentarium gecreëerd waarbij verhoogde cofinanciering onder Objectief 1 (tot maximum 80 %) een competitievere landbouw moet mogelijk maken. Ook andere tijdelijke steunmaatregelen (o.m. inzake leefmilieu, voedselveiligheid en dierenwelzijn) moeten de landbouwers helpen vooruitgang te boeken in redelijke kostentermen.

Voor deze landbouwers die behoren tot de semi-overlevingseconomie, wordt voor een periode van drie jaar, verlengbaar met twee jaar, een steunmaatregel voorzien van 1.000 € per jaar (in Polen 1.250 € per jaar) per landbouwbedrijf.

Estland, Litouwen en Malta mogen bijzondere schema's voor plattelandsontwikkeling behouden. Het betreft steun in Estland voor herbosching, prepensionering voor melkveehouders in Litouwen en steunmaatregelen omwille van de specifieke landbouwsituatie in Malta.

4.4. Veterinaire aspecten

Polen, de Tsjechische Republiek, Hongarije, Letland, Litouwen en Slowakije hebben overgangperiodes verkregen tot einde 2007 om de Europese normen van volksgezondheid volledig in te passen. Het betreft zowel vleesverwerking (volledige productieketen), visverwerking (volledige productieketen) en melkerijen. Tijdens de overgangperiodes moet de productie voorzien worden van speciale markeringen, zulks om illegale verkoop op de interne

de marquages spécifiques de manière à éviter la vente illégale sur le marché intérieur. Les pays candidats devront également garantir l'indispensable contrôle aux frontières.

Des périodes transitoires sont également prévues pour le lait cru non conforme en Pologne, en Lettonie, en Lituanie et à Malte. En Pologne (jusqu'en 2006) et à Malte (jusqu'en 2009), un nombre restreint de laiteries seront en outre autorisées à mélanger du lait cru non conforme à du lait conforme pour la consommation sur le marché local.

La République tchèque, la Hongrie, Malte, la Pologne et la Slovaquie ont obtenu une période transitoire allant jusque fin 2009 pour introduire les normes de l'UE relatives aux cages à poules dans les batteries de ponte.

4.5. Aspects phytosanitaires

Des périodes transitoires ont été accordées dans les différents secteurs concernés par les aspects phytosanitaires. Il s'agit principalement de la qualité des semences (5 ans pour la Slovaquie, Chypre, Malte et la Lettonie), de la législation relative à la pourriture de la pomme de terre (jusque fin 2005 pour la Lituanie) ainsi que de l'utilisation de certains dés herbants (jusque fin 2006 pour la Pologne).

4.6. Les principaux résultats des négociations en matière de pêche concernent l'attribution à la Lettonie d'un régime de gestion spécifique, plus spécialement dans le Golfe de Riga (avec une capacité maximum de 221 kW) et l'attribution à Malte d'un régime de gestion spécifique l'autorisant à appliquer des mesures conservatoires à l'intérieur d'une zone de 25 milles marins. Par ailleurs, les aides ont été étendues à la grande coryphène et au sprat.

5. Transport

5.1. En ce qui concerne la libéralisation du *transport routier*, les pays candidats pourront, dès leur adhésion, participer pleinement au transport international à l'intérieur du marché intérieur. Ils pourront également prendre part au grand cabotage ⁽¹⁰⁾ dès leur adhésion. Pour ce qui est du petit cabotage, les transporteurs routiers de la République tchèque, d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Slovaquie ne pourront pas opérer sur les marchés des autres États membres pour une période de deux ans; pour la Hongrie et la Pologne, cette période sera de trois ans. Tout État membre, nouveau ou actuel, pourra proroger la période jusqu'à quatre ans moyennant notification a posteriori. En cas de perturbations graves du marché, il sera par ailleurs pos-

markt te voorkomen. De kandidaat-landen moeten ook de nodige grenscontrole garanderen.

Overgangperiodes zijn eveneens voorzien voor niet conforme rauwe melk in Polen, Letland, Litouwen en Malta. In Polen (tot 2006) en in Malta (tot 2009) kunnen een beperkt aantal melkerijen daarnaast de niet conforme rauwe melk voor consumptie op de lokale markt vermengen met conforme melk.

Aan de Tsjechische Republiek, Hongarije, Malta, Polen en Slovenië werd een overgangperiode tot einde 2009 toegezegd voor het in regel brengen van EU-normen inzake de kooien voor kippen in legbatterijen.

4.5. Fytosanitaire aspecten

In de verschillende onderdelen welke met de fytosanitaire aspecten te maken hebben werden overgangperiodes toegekend. Het betreft in essentie de kwaliteit van zaden (5 jaar voor Slovenië, Cyprus, Malta en Letland), de wetgeving rond aardappelrot (tot einde 2005 voor Litouwen) alsook voor het gebruik van bepaalde onkruidverdelgers (tot einde 2006 voor Polen).

4.6. De belangrijkste resultaten van de onderhandelingen inzake visserij betreffen het toekennen van een specifiek management regime aan Letland, meer bepaald in de Golf van Riga (met maximum capaciteit van 221 kW) en het toekennen van een specifiek management aan Malta dat binnen een zone van 25 zeemijlen conservatoire maatregelen mag opleggen. Daarnaast werden de steunmaatregelen uitgebreid tot dolfijnvis en sprat.

5. Transport

5.1. Met betrekking tot de liberalisering van het *wegverkeer*, kunnen de kandidaat-landen van bij toetreding volledig deelnemen aan het internationaal verkeer binnen de interne markt. Ook aan de grote cabotage kan van bij toetreding worden deelgenomen. Aangaande de kleine cabotage ⁽¹⁰⁾ zullen wegvervoerders uit de Tsjechische Republiek, Estland, Letland, Litouwen en Slowakije voor een periode van twee jaar niet kunnen opereren op de markten van de andere lidstaten; voor Hongarije en Polen is deze periode drie jaar. Elke lidstaat, nieuwe of huidige, kan de periode tot vier jaar verlengen met ex-post notificatie. Bijkomend kan, mits ex-ante notificatie, in gevallen van ernstige verstoringen van de markt, één jaar beschermende

(10) Transport routier entre différentes destinations du marché intérieur effectué par un véhicule enregistré dans un pays tiers.

(10) Wegvervoer tussen verschillende bestemmingen in de interne markt, uitgevoerd door een voertuig ingeschreven in een derde land

sible, moyennant notification ex ante, d'obtenir des mesures de sauvegarde pour un an supplémentaire. Les pays qui libéralisent le marché du petit cabotage pourront, aussi longtemps que dure la période transitoire, invoquer le bénéfice d'une clause de sauvegarde en cas de perturbations graves du marché.

Par ailleurs, il a été convenu avec les pays candidats qu'en matière de transport international, il y a lieu de respecter les règles de l'acquis en ce qui concerne l'équipement technique, les normes d'environnement, les normes sociales pour le chauffeur et les normes fiscales. Quelques pays candidats ont obtenu un certain nombre de périodes transitoires à cet effet. Ainsi, par exemple, pour certains modèles anciens de camions opérant sur le marché national, Chypre (jusque fin 2005), la Lettonie (jusque fin 2004) et la Lituanie (jusque fin 2005) ont obtenu un délai supplémentaire pour appliquer la directive relative au tachygraphe. La Hongrie et la Pologne reçoivent respectivement jusqu'à 2008 et 2010 pour appliquer les normes UE au marché national. Malte reçoit jusqu'à fin 2005 pour équiper tous les camions de limiteurs de vitesse.

5.2. En matière de *transport ferroviaire*, les restrictions appliquées par la Pologne et la Hongrie à l'accès sur leur territoire au réseau transeuropéen pour le fret ferroviaire (TERFN) seront tolérées jusqu'à fin 2006. En matière de *navigation aérienne*, la Lituanie et la Hongrie pourront autoriser des avions bruyants sur leurs aéroports jusqu'à fin 2004. Pour ce qui concerne la *sécurité maritime*, tous les pays candidats devront, dès leur adhésion, satisfaire aux règles en vigueur, et notamment à celles relatives aux pétroliers.

6. Fiscalité

En matière de fiscalité directe, l'Estonie a reçu jusqu'à fin 2008, pour appliquer intégralement le régime fiscal commun applicable aux sociétés mères et aux filiales d'États membres différents.

Pour ce qui concerne les tarifs de TVA, plusieurs pays candidats pourront appliquer des tarifs réduits jusqu'à fin 2010 au plus tard. Il s'agit de taxes sur les services de restauration, dans les secteurs de la construction, du chauffage et du livre. Malte et Chypre pourront maintenir un tarif zéro pour la TVA sur les aliments et les médicaments, jusqu'à fin 2009 au plus tard.

Tous les pays candidats, à l'exception de Malte et de Chypre, ont reçu un délai pour appliquer l'acquis dans le domaine des accises sur les cigarettes, délai allant jusqu'à fin 2007 pour la République tchèque et la Slovaquie (une mesure transitoire analogue est valable pour l'Espagne et la Grèce), jusqu'à fin 2008 pour la Slovaquie, la Hongrie et la Pologne et même jusqu'à fin 2009 pour l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie. Au cours de cette période, les États membres pourront imposer aux cigarettes en provenance

maatregelen bekomen worden. Deze landen die de kleine cabotage markt liberaliseren mogen, zolang de overgangperiode loopt, in geval van ernstige verstoringen van de markt een vrijwaringsclausule inroepen.

Met de kandidaat-landen werd inzake wegvervoer verder overeengekomen dat voor internationaal vervoer de acquis-regels gerespecteerd moeten worden voor wat de technische uitrusting betreft, de leefmilieunormen, de sociale normen voor de chauffeur en normen inzake belastingen. Sommige kandidaat-landen bekwamen desbetreffend een aantal overgangperiodes. Zo krijgen Cyprus (tot einde 2005), Letland (tot einde 2004) en Litouwen (tot einde 2005) voor oudere vrachtwagens die op de eigen markt opereren bijkomend de tijd om zich in regel te stellen met de tachograafriichtlijn. Hongarije en Polen krijgen respectievelijk tot 2008 en 2010 de tijd om EU-normen toe te passen op de eigen markt. Malta krijgt tot einde 2005 de tijd om alle vrachtvoertuigen van snelheidsbegrenzers te voorzien.

5.2. Van Polen en Hongarije kan inzake *treinverkeer* tot einde 2006 beperkingen in de toegang tot het Trans-Europees-Spoorvracht-Netwerk op hun grondgebied worden getolereerd. Litouwen en Hongarije mogen inzake *luchtvaart* tot einde 2004 lawaaierige vliegtuigen op hun luchthavens toelaten. Voor wat betreft *maritieme veiligheid* moeten alle kandidaat-landen bij toetreding voldoen aan de geldende regels, inzonder deze voor de tankers.

6. Belastingen

Estland heeft inzake directe belastingen tot einde 2008 de tijd gekregen om de gemeenschappelijke fiscale regeling voor moedermaatschappijen en dochterondernemingen te harmoniseren.

Met betrekking tot de BTW-tarieven mogen verschillende kandidaat-landen verminderde tarieven toepassen tot maximaal einde 2010. Het gaat om belastingen op restaurantdiensten, constructie, verwarming en boeken. Malta en Cyprus kunnen tot einde 2009 een nultarief voor BTW op voedingswaren en geneesmiddelen behouden.

Alle kandidaat-landen, met uitzondering van Malta en Cyprus, hebben uitstel gekregen om het acquis met betrekking tot de accijnzen op sigaretten toe te passen, gaande van einde 2007 voor de Tsjechische Republiek en Slovenië (eenzelfde overgangsmaatregel geldt voor Spanje en Griekenland), tot einde 2008 voor Slowakije, Hongarije en Polen en verder tot einde 2009 voor Estland, Letland en Litouwen. In deze periode kunnen de lidstaten voor sigaretten uit deze landen beperkende maatregelen opleggen

de ces pays des mesures restrictives d'accès à leur marché national, tandis qu'on attend des pays candidats qu'ils adoptent des mesures d'accompagnement en vue de prévenir la fraude. Dans d'autres domaines relatifs aux accises, la Pologne sera autorisée, pendant un an après son adhésion, à appliquer des tarifs réduits sur les éco-combustibles. La République tchèque, la Hongrie et la Slovaquie ont obtenu une dérogation pour la perception d'accises sur une quantité, respectivement de 30 litres et de 50 litres d'alcool pur produit à partir de leur propre production de fruits.

7. Politique sociale

Moyennant un nombre limité de périodes transitoires, les pays candidats reprendront l'ensemble de l'acquis en ce compris, le nouvel acquis en matière de non-discrimination. La Lettonie, Malte, la Pologne et la Slovénie ont reçu un délai, jusqu'à fin 2005 au plus tard, pour appliquer intégralement certaines directives en matière de sécurité et d'hygiène.

8. Energie

A l'exception de la Hongrie, les pays candidats reçoivent des délais, allant de fin 2005 jusqu'à fin 2009, pour respecter l'obligation de constituer des réserves de produits pétroliers (stocks de 90 jours).

Pour ce qui concerne la directive relative à l'électricité, l'Estonie a obtenu une période transitoire jusqu'à fin 2008 pour libéraliser le marché. Étant donné la situation particulière de l'Estonie pour ce qui concerne les schistes bitumineux, différentes aides pourront être accordées à la production jusqu'en 2012. La République tchèque reçoit jusqu'à fin 2004 pour libéraliser le marché du gaz.

Les longues négociations, principalement au sujet de la centrale nucléaire de Krsko (Slovénie) et de celle de Temelin (République tchèque), ont eu un effet plutôt restreint sur les textes du traité. Le résultat le plus important a été la déclaration commune, annexée au traité, entre la République tchèque et l'Autriche, relative à l'accord bilatéral, obtenu en 2001 sous la Présidence belge, à propos de Temelin. Comme autre résultat également important, citons les deux Protocoles au Traité relatif aux deux unités des centrales nucléaires d'Ignalina en Lituanie, qui doivent toutes deux être fermées (respectivement pour le début de 2005 et la fin de 2009). Pour Ignalina, l'UE s'engage à une contribution financière pour la période 2004-06 et promet en outre un financement supplémentaire après 2006. Par ailleurs, une clause de sauvegarde a été reprise (cfr. infra). Pour ce qui concerne la fermeture de deux unités de la centrale nucléaire de Bohunice en Slovaquie (respectivement pour fin 2006 et fin 2008), l'UE fournira également une contribution financière pour la période 2004-06, alors que les besoins financiers pour la période après 2006 seront examinés en temps utile.

voor de toegang op hun eigen markt, terwijl van de kandidaat-landen verwacht wordt dat begeleidende maatregelen genomen worden om fraude te voorkomen. In andere domeinen van accijnzen mag Polen één jaar na de toetreding verlaagde tarieven handhaven voor ecobrandstof. De Tsjechische Republiek, Hongarije en Slowakije hebben een derogatie verkregen voor het heffen van accijnzen op respectievelijk 30 liter en 50 liter zuivere alcohol afkomstig uit eigen fruitkweek.

7. Sociale politiek

De kandidaat-landen zullen met een beperkt aantal overgangsp periodes het acquis volledig overnemen, inclusief het nieuwe acquis betreffende de non-discriminatie. Letland, Malta, Polen en Slovenië verkregen tot maximaal einde 2005 uitstel om enkele richtlijnen omtrent veiligheid en hygiëne volledig toe te passen.

8. Energie

Met uitzondering van Hongarije krijgen de kandidaat-landen van einde 2005 tot einde 2009 de tijd om de verplichtingen voor olievoorraden op peil te brengen (90 dagen stocks).

Aangaande de elektriciteitsrichtlijn bekam Estland een overgangsp periode tot einde 2008 om de markt te liberaliseren. Gelet op de bijzondere situatie waarin Estland zich bevindt voor wat betreft olieschalie, kunnen voor de productie tot 2012 verschillende steunmaatregelen toegestaan worden. De Tsjechische Republiek krijgt uitstel tot einde 2004 om de gasmarkt te liberaliseren.

De lange discussies omtrent hoofdzakelijk de kerncentrale van Krsko (Slovenië) en deze van Temelin (Tsjechische Republiek) hebben een eerder beperkt effect gehad op de verdragsteksten. De belangrijkste resultante is het akkoord tussen de Tsjechische Republiek en Oostenrijk, gehecht aan het Verdrag, over het bilateraal akkoord dat bereikt werd in 2001 onder Belgisch Voorzitterschap in verband met Temelin. Tevens belangrijk zijn de twee Protocollen bij het Verdrag betreffende enerzijds de twee eenheden van nucleaire centrales van Ignalina in Litouwen welke beide gesloten moeten worden (respectievelijk voor begin 2005 en einde 2009). De EU engageert zich betreffende Ignalina tot een financiële bijdrage voor de periode 2004-06 en maakt tevens een belofte voor verdere financiering na 2006. Bijkomend werd een vrijwaringsclausule opgenomen (zie infra). Voor wat betreft de sluiting van twee eenheden van de Bohunice nucleaire centrale in Slowakije (respectievelijk voor einde 2006 en einde 2008) wordt eveneens voor de periode 2004-06 een financiële bijdrage geleverd door de EU, terwijl de financieringsbehoeften voor de periode na 2006 ten gepaste tijden in overweging zullen genomen worden.

9. Politique régionale

Sur la base du calcul effectué à partir du revenu national brut par habitant, en prenant la période 1998 - 2000 comme période de référence, tous les pays candidats entrent en ligne de compte pour participer aux fonds de cohésion.

Pour la période 2004-06, neuf des dix pays candidats entrent en ligne de compte pour un financement par l'UE des fonds structurels (93,5 % des moyens) dans le cadre de l'Objectif 1. Seule Chypre, où la partie turque de l'île, plus pauvre, est provisoirement exclue, ne peut pas faire appel à des programmes de l'Objectif 1. En outre, deux régions ne sont pas non plus prises en compte sur la base du PIB par habitant pour l'Objectif 1 : il s'agit de la région de Prague et de la région de Bratislava. Toutes les régions peuvent participer aux programmes des Objectifs 2 et 3, ainsi qu'aux programmes communautaires INTERREG et EQUAL.

10. Environnement

10.1. En règle générale, les pays candidats devront fournir des efforts considérables pour adopter l'acquis communautaire dans le domaine de la protection de l'environnement. Trois défis sont entrés en ligne de compte pour l'attribution de périodes transitoires : primo, transposer les directives dans la législation nationale, secundo, avoir les capacités administratives suffisantes pour lesquelles la priorité consistera à assurer le suivi tant de la qualité du personnel que de la disponibilité de biens d'équipements adéquats, et tertio, effectuer d'importants investissements afin de résorber le retard existant dans les délais impartis.

Dans l'ensemble, 56 périodes transitoires ont été accordées dans le contexte de l'acquis en matière de protection de l'environnement, principalement dans les domaines suivants : pollution de l'air, de l'eau et des sols, traitement des déchets et des eaux usées urbaines, pollution industrielle et, dans une certaine mesure, qualité de l'eau, habitat et composés organiques. C'est sensiblement moins que ce que les pays candidats avaient demandé à l'origine. Ces périodes transitoires sont restées limitées en durée et en ampleur et sont accompagnées d'un calendrier où figurent des objectifs précis. Signalons également que l'effet transfrontalier est limité et que l'impact sur les règles de la concurrence est faible. Parmi les délais accordés, les plus longs concernent le traitement des eaux usées urbaines, la conformité à la norme relative à la qualité de l'eau et le contrôle de la pollution industrielle.

10.2. En matière de *qualité de l'air*, les nouveaux États membres appliqueront intégralement les directives existantes dès leur adhésion. Pour le stockage et la distribution de produits pétroliers, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie,

9. Regionale politiek

Op basis van de berekening volgens bruto nationaal inkomen per capita met als referentieperiode 1998 - 2000, komen alle tien kandidaat-landen in aanmerking voor deelname aan de cohesiefondsen.

Negen van de tien kandidaat-landen komen voor de periode 2004-06 in aanmerking voor EU-financiering onder Objectief 1 van de structuurfondsen (93,5 % van de middelen). Enkel Cyprus, waarin voorlopig het armere Turkse deel niet is ingesloten, kan geen beroep doen op programma's onder Objectief 1. Bijkomend komen twee regio's op basis van BBP/capita evenmin in aanmerking voor Objectief 1 : het betreft de regio Praag en de regio Bratislava. Alle regio's kunnen deelnemen aan de programma's onder Objectief 2 en 3, alsook aan de communautaire programma's INTERREG en EQUAL.

10. Leefmilieu

10.1. Algemeen gesproken moeten de kandidaat-landen ernstige inspanningen leveren om het communautair acquis op het vlak van milieubescherming over te nemen. Er zijn drie uitdagingen waarmee voor het toekennen van overgangperiodes werd rekening gehouden : ten eerste het omzetten van de richtlijnen in de nationale wetgeving, ten tweede het beschikken over voldoende administratieve capaciteiten, waarvan zowel de kwaliteit van het personeel als de beschikbaarheid van adequate uitrustingsgoederen primordiaal moeten opgevolgd worden. Ten derde dienen substantiële investeringen te worden doorgevoerd om de bestaande achterstand binnen de gestelde termijnen in te lopen.

In het totaal werden met betrekking tot het acquis voor milieubescherming 56 overgangperiodes toegekend, voornamelijk inzake lucht-, water- en bodemvervuiling, afvalverwerking, verwerking van stedelijk afvalwater, industriële vervuiling, alsook in zekere mate de waterkwaliteit, de habitat en stofcomponenten. Dit is aanzienlijk minder dan hetgeen de kandidaat-landen oorspronkelijk hadden aangevraagd. Deze overgangperiodes zijn beperkt gebleven in tijd en omvang en worden begeleid door een planning met opgave van precieze doelstellingen. Er kan tevens aangegeven worden dat het grensoverschrijdend effect beperkt is en dat de impact op de mededingingsregels minimaal is. Onder de toegekende termijnen zijn de langste deze met betrekking tot de verwerking van stedelijk afvalwater, het halen van de norm voor de kwaliteit van het water en de controle op industriële vervuiling.

10.2. Inzake de kwaliteit van de *lucht* zullen de nieuwe lidstaten bij toetreding de bestaande richtlijnen volledig toepassen. Estland, Letland, Litouwen, Malta, Polen en Slowakije kregen voor de stockage en verdeling van petro-

Malte, la Pologne et la Slovaquie ont obtenu des périodes transitoires limitées jusqu'à fin 2008 au plus tard.

10.3. Des périodes transitoires plus étendues sont accordées pour la *gestion des déchets*. Tous les pays candidats, à l'exception de l'Estonie, disposent d'une période allant d'un an à six ans pour se conformer à l'acquis existant dans le domaine des emballages. Ces délais se justifient en raison du temps requis pour investir dans la collecte, la récupération et le recyclage des déchets d'emballage.

En matière de gestion des décharges, des périodes transitoires sont accordées à la Lettonie, à l'Estonie (la mise à niveau de la gestion des déchets dangereux des schistes bitumineux devra être finalisée pour fin 2009) et à la Pologne (alors que les États membres actuels ont jusqu'à 2009 pour se mettre en ordre, la Pologne se voit accorder jusqu'à 2012). En outre, des accords spécifiques ont été conclus avec la Pologne pour éviter que dans l'intervalle, des déchets non conformes n'arrivent sans contrôle sur les décharges polonaises en provenance d'autres pays.

10.4. Dans le domaine de la *qualité de l'eau*, tous les pays candidats se sont vu accorder des périodes transitoires pour le traitement des déchets ménagers. Dans les cas où des périodes de longue durée ont été accordées (dans certains cas jusqu'à fin 2015), surtout à l'égard des grandes agglomérations, il faudra réaliser des objectifs intermédiaires.

En ce qui concerne la qualité de l'eau de consommation, l'Estonie, la Lettonie et Malte ont jusqu'à 2015 au plus tard pour adopter les mesures qui s'imposent dans un petit nombre de domaines à l'exclusion des situations potentiellement dangereuses pour la santé humaine.

Pour ce qui concerne le déversement de substances dangereuses dans l'eau, certaines activités seront tolérées à Malte, en Pologne et en Slovaquie, jusqu'à fin 2007 au plus tard, dans un certain nombre de situations précises et moyennant une autorisation préalable.

10.5. En matière de *protection de la nature*, Malte s'est vu donner la possibilité d'appliquer progressivement la directive concernant la conservation des oiseaux, à condition de respecter dès le moment de son adhésion, les normes en vigueur en matière d'élevage en captivité. Dès lors, la capture des pinsons devra être intégralement réglementée conformément aux normes de l'UE pour la fin 2008. Une exception géographique a été accordée à l'Estonie pour la chasse du lynx. L'Estonie a été autorisée jusqu'en mai 2009 à organiser la chasse du lynx sur la base d'un programme national, ensuite, une décision sera prise sur la base d'un rapport de la Commission sur la suite de l'application de la directive concernée.

10.6. Un nombre important de périodes transitoires ont été accordées au niveau de la *pollution industrielle et de la*

leumprodukten beperkte overgangperiodes tot maximum einde 2008.

10.3. Betreffende *afvalbeheer* zijn uitgebreidere overgangperiodes toegekend. Alle kandidaat-landen, met uitzondering van Estland, beschikken over een periode van één tot zes jaar om zich te conformeren met het bestaande acquis voor wat betreft verpakkingen. Deze termijnen zijn verantwoord omwille van de tijd die nodig is om te investeren in inzameling, recuperatie en recyclage van verpakkingsafval.

Inzake het beheer van vuilnisbelten werden overgangperiodes toegekend aan Letland, Estland (het in lijn brengen van het beheer van het schadelijke afval van olieschalie moet tegen einde 2009 gefinaliseerd zijn) en Polen (terwijl de huidige lidstaten tot 2009 de tijd hebben om orde op zaken te zetten, krijgt Polen tot 2012 de tijd). Er werden overigens met Polen specifieke afspraken gemaakt om te vermijden dat in de tussenperiode, niet conform afval uit andere landen zonder controle op de Poolse vuilnisbelten zou terechtkomen.

10.4. Alle kandidaat-landen hebben inzake de *kwaliteit van het water* overgangperiodes verkregen voor het behandelen van huishoudelijk afval. Daar waar langere periodes werden toegekend (in enkele gevallen tot einde 2015), voornamelijk ten aanzien van grote agglomeraties, moeten intermediaire doelstellingen worden gehaald.

Met betrekking tot de kwaliteit van het drinkwater hebben Estland, Letland en Malta in een beperkt aantal domeinen, waarbij potentieel gevaarlijke situaties voor de menselijke gezondheid uitgesloten zijn, tot maximum 2015 de tijd om de nodige schikkingen te treffen.

Voor wat betreft het lozen van gevaarlijke stoffen in water, worden in Malta, Polen en Slowakije tot maximum einde 2007, in een aantal strikt omschreven situaties en mits voorafgaande toestemming, bepaalde activiteiten gedoogd.

10.5. Inzake *natuurbescherming* werd aan Malta de mogelijkheid gegeven om, mits respect van bij toetreding voor de geldende normen inzake het houden van vogels in gevangenschap, geleidelijk de vogelrichtlijn in uitvoering te brengen. Tegen einde 2008 zal de vangst van vinken aldus volledig volgens EU normen gereguleerd moeten zijn. Aan Estland werd een geografische uitzondering toegekend voor de jacht op lynxen. Estland mag tot mei 2009 met een eigen programma de jacht op lynxen organiseren, waarna op basis van een rapport van de Commissie zal beslist worden over de verdere toepassing van de betreffende richtlijn.

10.6. Op het vlak van *industriële vervuiling en risico-beheer* werden een belangrijk aantal overgangperiodes

gestion des risques. Pour ce qui concerne la directive récente sur les grands incinérateurs, tous les pays candidats se sont vu accorder, à l'exception de la Lettonie et de la Slovaquie, une période supplémentaire en vue de respecter les normes d'émission régies par l'acquis. Dans certains cas exceptionnels, cette période s'étend jusqu'en 2015.

En matière de contrôle des émissions de gaz industriels polluants, la Lettonie, la Pologne, la Slovaquie et la Slovaquie se sont vu accorder une période transitoire allant jusqu'à 2011, à condition de présenter des plans spécifiques pour des entreprises identifiées au préalable. Une liste des entreprises bénéficiant de cette période transitoire figure dans les annexes du traité.

Pour l'incinération des déchets ménagers, la Hongrie et la Slovaquie ont, dans certains cas bien définis, jusqu'à fin 2006 au plus tard pour se conformer aux règles de l'UE.

11. Justice et Affaires intérieures

Tous les pays candidats ont l'obligation d'être partie à l'Accord de Schengen. Leur participation s'opèrera en deux étapes. La négociation de base au sujet de l'application de l'acquis de Schengen a débuté et s'est terminée pendant la Présidence belge. Il a été convenu que dans une première phase avant l'adhésion, les pays candidats devaient se mettre en règle avec les principes fondamentaux de l'Accord de Schengen pour ce qui concerne le contrôle frontalier, la coopération policière, la coopération dans les affaires criminelles et la lutte contre les stupéfiants. Dans une deuxième phase, ces pays devront, du moment de leur adhésion jusqu'au moment où ils seront autorisés à participer au Système d'Information Schengen (SIS), – ce qui est prévu pour début 2006 – et en fonction de la suppression du contrôle aux frontières intérieures, se mettre totalement en règle pour ce qui concerne les dispositions évoquées ci-dessus, ainsi que pour les visas, le SIS et la protection des données. En attendant, les contrôles en vigueur aux frontières extérieures des pays Schengen actuels continueront d'exister. Enfin, un accord a été obtenu, qui est repris dans deux documents de référence. Le premier document décrit la répartition des tâches à effectuer par les pays candidats; il contient, d'une part, une liste de dispositions de l'acquis de Schengen, qui doivent être transposées au moment de l'adhésion, et d'autre part, une liste de dispositions qui devront être respectées au moment où ces pays auront totalement adhéré à Schengen.

Le deuxième document décrit les missions de monitoring que la Commission, en qualité de gardienne des traités, effectuera avec les États membres pour assurer le suivi du respect des obligations en vue de l'adhésion effective aux structures de Schengen.

Afin de permettre à la Lituanie de prendre les mesures nécessaires sur le plan de la gestion des visas pour les citoyens russes en provenance et à destination de l'oblast

toegekend. Met betrekking tot de recente richtlijn over de grote verbrandingsovens kregen alle kandidaat-landen, met uitzondering van Letland en Slovenië, een bijkomende periode toegekend om de emissienormen onder het acquis te respecteren. In uitzonderlijke gevallen loopt deze periode tot 2015.

Inzake de controle op industriële uitstootgassen verkregen Letland, Polen, Slowakije en Slovenië, mits opgave van geïndividualiseerde plannen voor op voorhand geïdentificeerde bedrijven, een overgangperiode tot maximaal 2011. Een lijst van bedrijven die vallen onder deze overgangperiode is opgenomen in de bijlagen van het verdrag.

Betreffende huisvuilverbranding hebben Hongarije en Slowakije in welbepaalde gevallen tot maximaal einde 2006 de tijd om zich te conformeren met de EU regels.

11. Justitie en Binnenlandse Zaken

Alle kandidaat-landen hebben de verplichting om deelgenoot te zijn in het Schengenverdrag. De deelname gebeurt in twee stappen. De basisdiscussie rond de toepassing van het Schengenacquis werd gestart en afgerond tijdens het Belgisch Voorzitterschap. Er werd overeengekomen dat in een eerste fase voor toetreding, de kandidaat-landen zich in regel moeten stellen met de basisprincipes van het Schengenverdrag voor wat betreft de grenscontrole, de politiesamenwerking, samenwerking inzake criminele aangelegenheden en strijd tegen drugs. In een tweede fase zullen deze landen vanaf de toetreding tot de toelating deel te nemen aan het Schengen Informatie Systeem (SIS), voorzien begin 2006, zich in functie van de opheffing van de interne grenscontrole, volledig in regel moeten stellen voor wat betreft bovenstaande provisies, alsook voor visa, SIS en bescherming van data. Tot zolang blijven de bestaande controles aan de buitengrenzen van de huidige Schengenlanden bestaan. Uiteindelijk werd een akkoord bereikt dat in twee referentiedocumenten werd opgenomen. Het eerste document beschrijft de taakverdeling die de kandidaat-landen moeten volgen met enerzijds een lijst van provisies uit het Schengen acquis welke bij toetreding moeten verwerkt zijn, alsmede anderzijds een lijst van provisies die moeten gerespecteerd zijn op het ogenblik dat deze landen volledig tot Schengen zullen zijn toetreden.

Het tweede document beschrijft de monitoringopdrachten die de Commissie als hoeder van de verdragen samen met de lidstaten zal uitvoeren om het nakomen van de verplichtingen tot de effectieve toetreding tot de Schengenstructuren op te volgen.

Om Litouwen toe te laten de nodige maatregelen te nemen op het vlak van visabeheer ten aanzien van Russische onderdanen die van en naar de oblast Kaliningrad

de Kaliningrad, un protocole a été annexé au traité d'adhésion, dressant la liste des dispositions convenues en la matière. Par ailleurs, l'UE fournira des moyens financiers supplémentaires pour la mise en œuvre de ces mesures (cfr. infra).

En matière de justice et d'affaires intérieures, le traité d'adhésion prévoit la possibilité d'invoquer une clause de sauvegarde spécifique pour les matières où des problèmes surgiraient après l'adhésion sur le plan de la reconnaissance mutuelle en droit pénal et dans les affaires civiles.

12. Budget

Sur la base de l'adhésion de dix nouveaux États membres au 1^{er} mai 2004, le maximum des crédits d'engagement destiné à l'élargissement pour l'agriculture, les actions structurelles, les politiques internes et l'administration est fixé comme convenu dans les conclusions du Conseil européen de Copenhague à hauteur des montants figurant dans le tableau ci-dessous. Le coût total de l'élargissement aux dix pays concernés s'élève à 40,81 milliards d'Euro. En dernière minute, le Parlement européen a exprimé des exigences supplémentaires. Un compromis est intervenu pour 480 millions d'Euro de plus. Ce montant est inscrit sous la rubrique « politique interne » et est destiné au financement de la procédure de co-décision. La somme de 480 millions d'Euro sera comptabilisée lors de la préparation du budget suivant, soit fin 2003.

willen reizen, werd in bijlage van het toetredingsverdrag een Protocol opgenomen met opgave van de terzake gedane afspraken. De EU zal tevens extra financiële middelen ter beschikking stellen ter uitvoering van deze maatregelen (zie infra).

Het toetredingsverdrag voorziet in de mogelijkheid om inzake justitie en binnenlandse zaken een specifieke vrijwaringsclausule in te roepen daar waar na de toetreding problemen zouden rijzen betreffende de wederzijdse erkenning in strafrecht en burgerlijke zaken.

12. Budget

Uitgaande van de toetreding van 10 nieuwe lidstaten per 1 mei 2004 worden de maximumkredieten voor vastleggingen in verband met de uitbreiding voor landbouw, structurele maatregelen, intern beleid en administratieve uitgaven als overeengekomen in de conclusies van de Europese Raad in Kopenhagen, vastgesteld op de in de onderstaande tabel vermelde bedragen. De totale kost voor de uitbreiding met de tien betreffende landen bedraagt 40,81 miljard Euro. Op het laatste ogenblik stelde het Europees Parlement bijkomende eisen in het kader van de financiële perspectieven. Een compromis werd bereikt voor 480 miljoen Euro meerkost. Dit bedrag wordt ondergebracht onder de rubriek « intern beleid » en is bestemd voor de financiering van de co-decisie procedure. De som van 480 miljoen Euro zal worden verrekend bij de volgende voorbereiding van het budget, dit is einde 2003.

Maximum des crédits d'engagement liés à l'adhésion (en millions d'euros – prix de 1999)
pour la période 2004-2006 (pour 10 nouveaux États membres)

Maximumkredieten voor vastleggingen in verband met de uitbreiding
(miljoen euro – prijzen 1999) 2004-2006 (voor 10 nieuwe lidstaten)

	2004	2005	2006
Rubrique 1 Agriculture – Rubriek 1 Landbouw	1.897	3.747	4.147
dont – waarvan :			
1a – Politique Agricole Commune – 1a – Gemeenschappelijk landbouwbeleid	327	2.032	2.322
1b – Développement rural – 1b – Plattelandsontwikkeling	1.570	1.715	1.825
Rubrique 2 Actions structurelles après écrêtement	6.070	6.907	8.770
Rubriek 2 Structurele maatregelen na aftopping			
dont – waarvan :			
Fonds structurels – Structuurfondsen	3.453	4.755	5.948
Fonds de cohésion – Cohesiefonds	2.617	2.152	2.822
Rubrique 3 Politique intérieure et dépenses transitoires supplémentaires	1.457	1.428	1.372
Rubriek 3 Intern beleid en bijkomende overgangsuitgaven			
dont – waarvan :			
Politique existante – Bestaand beleid	846	881	916
Mesures transitoires pour la sécurité nucléaire – Overgangsmaatregelen nucleaire veiligheid	125	125	125

Mesures transitoires pour la mise en place des institutions Overgangsmatregelen opbouw instellingen	200	120	60
Mesures transitoires pour Schengen – Overgangsmatregelen Schengen	286	302	271
Rubrique 5 Dépenses administratives Rubriek 5 Administratieve uitgaven	503	558	612
Total maximal des crédits d'engagement (Rubriques 1, 2, 3 et 5) Totaal maximumkredieten voor vastleggingen (Rubrieken 1, 2, 3 en 5)	9.927	12.640	14.901

Le tableau ci-dessus s'entend sans préjudice du plafond UE-25 concernant la rubrique 1a, pour la période 2007-2013, fixé dans la décision des représentants des gouvernements des États membres, réunis au sein du Conseil le 14 novembre 2002, concernant les conclusions du Conseil européen réuni à Bruxelles les 24 et 25 octobre 2002.

Lors du Conseil européen de Copenhague, il a été décidé que des moyens seraient libérés pour le financement de matières spécifiques figurant sous la rubrique 3, politique interne. En première instance, des moyens ont été libérés pour la gestion des centrales nucléaires qui devront être fermées dans les pays candidats. Pour la Lituanie, l'arrêt définitif des deux unités de la centrale nucléaire d'Ignalina est prévu. Le montant de 285 millions € est prévu à cet effet sous la rubrique 3, pour la période 2004-06. Vu que la deuxième unité devra être fermée en 2009, il faudra décider un financement supplémentaire via l'UE dans une phase ultérieure. Le Protocole relatif à Ignalina, repris en annexe au traité d'adhésion, prévoit en outre une promesse de financement adéquat après 2006. Pour le déclassement des deux centrales nucléaires de Bohunice en Slovaquie, la contribution financière inscrite au budget est de 90 millions € pour la période 2004-06.

En deuxième instance, il faut souligner que l'un des problèmes majeurs auxquels les pays candidats doivent faire face, est celui de la capacité de leurs administrations. Pour remédier à ce problème, une facilité d'un montant total de 380 millions € est prévue pour le renforcement des institutions pendant la période 2004-06.

En troisième instance, des moyens supplémentaires sont prévus sous la rubrique 3, pour aider les pays candidats à respecter les obligations dans le cadre de Schengen. Les moyens budgétaires devant être libérés à cet effet exigent d'importants investissements de la part des pays candidats. En vue d'obtenir les garanties que les obligations clés seront réalisées dans le temps imparti dans les pays constituant les nouvelles frontières extérieures de l'UE, un montant supplémentaire de 858,3 millions euro sera libéré pour la période 2004-06 pour la Pologne, la Hongrie, la Lituanie, la Slovénie, la Lettonie, l'Estonie et la Slovaquie. Afin de permettre à la Lituanie de respecter ses obligations dans le cadre de Schengen, obligations contractées avec la Russie en ce qui concerne le transit de personnes par voie terrestre entre l'oblast de Kaliningrad et d'autres parties de la Fédération de Russie, un Protocole à cet effet a été annexé au traité d'adhésion.

Dit laat onverlet het voor de EU-25 overeengekomen plafond van rubriek 1a voor de periode 2007-2013, als aangegeven in het besluit van de vertegenwoordigers van de regeringen der lidstaten, in het kader van de Raad bijeen, van 14 november 2002 betreffende de conclusies van de Europese Raad van Brussel van 24 en 25 oktober 2002.

Op de Europese Raad van Kopenhagen werd beslist dat middelen zouden vrijgemaakt worden ter financiering van specifieke materies onder rubriek 3, intern beleid. In eerste instantie worden middelen vrijgemaakt voor het beheer van nucleaire centrales in de kandidaat-landen welke gesloten zullen worden. Voor Litouwen is de volledige sluiting van de twee eenheden van de kerncentrale van Ignalina voorzien. Daarvoor wordt voor de periode 2004-06 de som 285 miljoen € voorzien onder rubriek 3. Aangezien de tweede eenheid in 2009 gesloten moet worden, zal in een later stadium tot een verdere financiering langs de zijde van de EU moeten beslist worden. Het Ignalina Protocol dat in bijlage van het toetredingsverdrag is opgenomen, schrijft verder een belofte in voor een adequate financiering na 2006. De financiële bijdrage voor de ontmanteling van de twee kerncentrales van Bohunice in Slowakije is begroot op 90 miljoen € voor de periode 2004-06.

In tweede instantie moet onderlijnd worden dat één van de grootste problemen waarmee de kandidaat-landen te kampen hebben, de administratieve capaciteit is. Om dit probleem te ondervangen wordt voor de periode 2004-06 een faciliteit gecreëerd ter versterking van de instellingen, met een totaal kost van 380 miljoen €.

In derde instantie worden onder rubriek 3 bijkomende middelen voorzien om de kandidaat-landen te helpen bij het voldoen aan de Schengenverplichtingen. De budgettaire middelen die moeten vrijgemaakt worden om te voldoen aan de Schengen-verplichtingen vergen zware investeringen van de kandidaat-landen. Om garanties te krijgen dat de sleutelverplichtingen tijdig worden gerealiseerd in de landen met de nieuwe buitengrenzen van de EU, wordt voor de periode 2004-06 voor Polen, Hongarije, Litouwen, Slovenië, Letland, Estland en Slowakije 858,3 miljoen euro extra vrijgemaakt. Om het Litouwen mogelijk te maken binnen het Schengenkader de verplichtingen na te komen die met Rusland werden aangegaan betreffende de doorreis van personen over land tussen de oblast Kaliningrad en andere delen van de Russische Federatie, is een Protocol hieromtrent aan het toetredingsverdrag gehecht.

D'autre part, lors du Conseil européen de Copenhague, il a été décidé d'inscrire une nouvelle rubrique 8 dans les perspectives financières pour la période 2004-06. Tant les montants relatifs aux compensations budgétaires que les facilités de trésorerie seront inscrits sous cette rubrique.

Afin d'éviter que les pays candidats ne se trouvent en position de contributeurs nets au budget communautaire dès leur adhésion, il a été convenu que des compensations budgétaires seront accordées à la République tchèque, à Chypre, à Malte et à la Slovénie, inscrites au budget pour 986 millions € en engagements.

De plus, tous les dix pays candidats reçoivent au cours de la période 2004-06 des facilités de trésorerie spéciale en vue d'améliorer leur situation budgétaire. En outre, pour deux pays, à savoir la Pologne et la République tchèque, en plus des sommes qui leur avaient été accordées auparavant, des montants de respectivement 1 milliard € et 100 millions €, prélevés sur les moyens des fonds structurels, ont été transférées dans le calcul total des facilités de trésorerie.

Op de Europese Raad van Kopenhagen werd bovendien beslist dat een nieuwe rubriek 8 zal worden ingeschreven in de financiële perspectieven voor de periode 2004-06. In deze rubriek zullen zowel de bedragen betreffende budgettaire compensaties als de cash-flow faciliteiten worden ingeschreven.

Om te voorkomen dat de kandidaat-landen van bij toetreding netto-betalers zouden worden, werd overeengekomen dat aan de Tsjechische Republiek, Cyprus, Malta en Slovenië budgettaire compensaties toegekend worden, begroot op 986 miljoen Euro in vastleggingen.

Daarenboven ontvangen alle tien kandidaat-landen in de periode 2004-2006 speciale cash-flow faciliteiten om hun budgettaire positie te verbeteren. Voor twee landen, met name Polen en de Tsjechische Republiek, werd in de totale afrekening van de cash flow faciliteiten bovenop de hen eerder toegekende sommen respectievelijk 1 miljard € en 100 miljoen € uit de middelen van de structuurfondsen getransfereerd.

Facilité de trésorerie spéciale temporaire 2004-2006, en millions d'euros, prix de 1999

Speciale tijdelijke cash-flow faciliteit 2004-2006, € miljoen, 1999 prijzen

Chypre	Rép. tchèque	Estonie	Hongrie	Pologne	Slovénie	Lituanie	Lettonie	Slovaquie	Malte
Cyprus	Tsjechische Rep.	Estland	Hongarije	Polen	Slovenië	Litouwen	Letland	Slowakije	Malta
38	358	22	211	1443	101	47	26	86	66

Les moyens budgétaires prévus pour les dix pays candidats dans le cadre des fonds de préadhésion, sont arrêtés fin 2003, au titre des engagements. Cela signifie que ces pays bénéficieront de fonds structurels dès le 1^{er} janvier 2004, en d'autres termes quatre mois avant l'adhésion. Les moyens budgétaires requis ne seront toutefois mis à la disposition qu'après le 1^{er} mai 2004.

13. Système de monitoring et clauses de sauvegarde

Afin de préparer l'élargissement d'une manière optimale, la Commission prévoit en 2003 trois exercices de suivi en vue de vérifier, pour tous les chapitres dans lesquels les pays candidats se sont engagés, les progrès réalisés tant en ce qui concerne l'adoption de l'acquis que l'application du cadre législatif. Pour le cas où elle constaterait que le calendrier convenu n'est pas respecté ou encore que les engagements pris ont été rompus, la Commission envisage des mesures adaptées. De véritables situations problématiques

De budgettaire middelen die voor de tien kandidaat-landen voorzien zijn in het kader van de pre-toetredingsfondsen, worden in hoofde van de vastleggingen beëindigd einde 2003. Dit betekent dat deze landen vanaf 1 januari 2004 zullen kunnen genieten van structuurfondsen, met andere woorden vier maanden voor de toetreding. De nodige budgettaire middelen zullen evenwel pas ter beschikking worden gesteld na 1 mei 2004.

13. Monitoring en vrijwaringsclausules

Om deze uitbreiding op de beste manier voor te bereiden voorziet de Commissie in 2003 drie monitoringoefeningen waarbij voor alle hoofdstukken waarin de kandidaat-landen engagementen genomen hebben, de vorderingen worden nagegaan zowel in de overname van het acquis als van de toepassing van het wetgevend kader. Bij vaststelling dat het afgesproken tijdsschema niet gerespecteerd wordt of nog dat de afgesproken engagementen worden verbroken, stelt de Commissie gepaste maatregelen in het

peuvent entraîner l'application de clauses de sauvegarde, même avant l'adhésion. La nature de ces clauses de sauvegarde n'est toutefois pas spécifiée dans le traité d'adhésion.

Le traité comporte trois types de clauses de sauvegarde. Un premier moyen concerne une clause générale de sauvegarde économique pouvant être invoquée par les 25 pour une période allant jusqu'à trois ans après l'adhésion dans le cas de problèmes économiques graves. Par rapport aux élargissements précédents, un deuxième et un troisième moyen ont été introduits pour l'élargissement actuel; ils ne s'appliqueront qu'aux dix nouveaux États membres. Une deuxième clause de sauvegarde concerne tous les secteurs ayant un effet transfrontalier sur le marché interne. Une troisième clause de sauvegarde concerne la justice et les affaires intérieures. Les deux moyens d'action sont en principe limités à trois ans, mais pourront, si nécessaire, rester en vigueur au-delà de cette période. En tant que gardienne des Traités, la Commission interviendra au moyen de mesures appropriées qui ne pourront pas être maintenues plus longtemps que nécessaire et devront être en rapport avec le problème posé. Dans une déclaration unilatérale séparée, annexée au traité d'adhésion, la Commission déclare qu'il sera tenu compte des points de vue des pays candidats. Dans une déclaration unilatérale séparée, les pays candidats déclarent espérer que les clauses de sauvegarde ne seront pas décrétées contre la volonté des nouveaux États membres.

Par ailleurs, des clauses de sauvegarde séparées ont été accordées : citons les clauses de sauvegarde figurant aux chapitres « liberté de circulation des personnes » et « transport », ainsi qu'une clause de sauvegarde économique pour la Lituanie, relative à l'approvisionnement énergétique aux termes du protocole relatif à Ignalina (cfr. supra), prorogée jusqu'en 2012.

14. Protocoles spéciaux et déclarations

Des protocoles spéciaux sont annexés au traité d'adhésion.

En plus des protocoles déjà présentés dans le chapitre réservé au budget, il y a lieu de mentionner les deux protocoles suivants.

Un Protocole relatif à Chypre spécifie que l'application de l'acquis dans la partie nord de Chypre sera reportée jusqu'à nouvel ordre (cfr. supra).

Un Protocole relatif aux bases militaires britanniques à Chypre stipule que, dans ces zones, l'acquis sera d'application en ce qui concerne l'agriculture, les impôts, la douane, la sécurité sociale, la justice et les affaires intérieures.

Un certain nombre de déclarations et de protocoles unilatéraux sont également annexés au traité d'adhésion. En

voorzicht. Werkelijke probleemsituaties kunnen leiden tot de toepassing van vrijwaringsclausules, zelfs voor toetreding. In het toetredingsverdrag is evenwel niet gespecificeerd hoe deze vrijwaringsclausules er zullen uitzien.

In het verdrag zijn drie types van vrijwaringsclausules opgenomen. Een eerste middel betreft een algemeen economische vrijwaringsclausule die door de 25 kan worden ingeroepen voor een periode tot drie jaar na de toetreding bij ernstige economische problemen. Ten aanzien van vroegere uitbreidingen zijn bij deze uitbreiding een tweede en een derde middel geïntroduceerd, welke enkel van toepassing kunnen zijn op de tien nieuwe lidstaten. Een tweede vrijwaringsclausule betreft alle sectoren die een grensoverschrijdend effect hebben op de interne markt. Een derde vrijwaringsclausule slaat op justitie en binnenlandse zaken. Beide actiemiddelen zijn in principe beperkt in de tijd tot drie jaar, maar kunnen indien nodig van kracht blijven daarna. De Commissie zal als bewaker van de Verdragen optreden met gepaste maatregelen die niet langer dan nodig aangehouden mogen worden en in verhouding moeten staan met het gestelde probleem. In een afzonderlijke unilaterale verklaring, gehecht aan het toetredingsverdrag, stelt de Commissie dat rekening zal gehouden worden met de standpunten van de kandidaat-landen. In een afzonderlijke unilaterale verklaring stellen de kandidaat-landen te verwachten dat vrijwaringsclausules niet zullen worden uitgevaardigd tegen de wil in van de nieuwe lidstaten.

Afzonderlijke vrijwaringsclausules werden eveneens toegekend, als daar zijn de vrijwaringsclausules onder de hoofdstukken vrij verkeer van personen en transport, alsmede een verlengde economische vrijwaringsclausule voor Litouwen tot 2012 betreffende de energiebevoorrading onder het Ignalinaprotocol (zie supra).

14. Bijzondere protocollen en verklaringen

Aan het toetredingsverdrag worden bijzondere protocollen gehecht.

Benevens de Protocollen die reeds besproken werden onder de hoofding budget, moet verder opgave gemaakt worden van wat hierna volgt.

Een Protocol over Cyprus preciseert dat de toepassing van het acquis in het noordelijke deel van Cyprus tot nader order wordt opgeschort (zie supra).

Een Protocol inzake de Britse militaire basissen op Cyprus, houdt in dat in deze zones het acquis voor landbouw, belastingen, douane, sociale zekerheid en justitie en binnenlandse zaken toegepast moet worden.

Aan het toetredingsverdrag worden tevens een aantal unilaterale verklaringen en unilaterale protocollen gehecht.

vue d'éviter que le contenu de certaines de ces déclarations ne reçoive un fondement juridique qui serait contraire aux dispositions du traité, une déclaration d'ordre général a été insérée comme rubrique distincte dans laquelle, les États membres actuels insistent sur le fait que les déclarations annexées à l'Acte final ne peuvent pas être interprétées ou appliquées de façon contraire aux obligations des États membres, découlant du Traité d'adhésion et de l'Acte d'adhésion. Les États membres actuels prennent note du fait que la Commission souscrit entièrement à ce qui précède.

Les protocoles et les déclarations les plus frappants sont ceux de Malte : premièrement, un protocole qui formule explicitement une exemption en faveur de la loi maltaise en matière d'avortement, deuxièmement, une déclaration concernant la neutralité de l'île est faite suivant le modèle irlandais et troisièmement, une déclaration de Malte en matière de politique régionale selon laquelle, à l'avenir, il y aura lieu de prendre en compte la situation économique spécifique sur l'île de Gozo.

IV. CONCLUSION

Le cinquième élargissement de l'Union Européenne, parce qu'il ne concerne pas moins de dix nouveaux États membres, est appelé à être le plus grand et le plus complexe de l'histoire. En dépit de négociations parfois difficiles qui se sont suivies à un rythme soutenu, on peut affirmer que l'adhésion de ces pays a été bien préparée.

Du point de vue géographique, l'Europe centrale est intégrée - avec huit pays - d'une manière quasi homogène dans l'Union, ce qui implique une augmentation en surface de l'ordre de 23,14 %. La superficie totale des dix pays se chiffre à 738.000 km² pour 75 millions d'habitants.

Au niveau politique, l'élargissement est le parachèvement de la réunification de l'Europe. Après des décennies de séparation à l'époque de la guerre froide, elle renoue avec des traditions basées sur les mêmes valeurs et les mêmes normes. Il est indéniable que les négociations ont contribué à la réalisation d'étapes concrètes en direction d'une solution du problème politique qui divise l'île de Chypre en deux territoires depuis 1974. D'autre part, l'importance politique de l'Union est réaffirmée au niveau mondial, même si d'autres étapes seront sans aucun doute nécessaires pour arriver à une meilleure harmonisation de la politique extérieure commune.

Sur le plan économique, la réalisation complète du marché intérieur contribuera enfin à une plus grande croissance économique, et ce tant dans les nouveaux États membres que dans les États membres actuels. À terme, la participation des nouveaux pays à l'Union Économique et Monétaire agrandira la sphère d'influence de la zone Euro et donnera de ce fait, plus de poids à l'euro dans l'économie mondiale.

Om te voorkomen dat de inhoud van bepaalde van deze verklaringen een rechtsgrond zouden krijgen welke in tegenspraak zou kunnen zijn met de bepalingen van het verdrag, werd als hoofding een overkoepelende tekst ingeschreven waarin de huidige lidstaten beklemtoneerden dat de aan deze Slotakte gehechte verklaringen niet mogen worden uitgelegd of toegepast op een wijze die strijdig is met de verplichtingen van de lidstaten die voortvloeien uit het Toetredingsverdrag en de Toetredingsakte. De huidige lidstaten nemen er nota van dat de Commissie het bovenstaande volledig onderschrijft.

De meest opvallende protocollen en verklaringen zijn deze vanwege Malta, waarbij eerstens een vrijwaring van de Maltese wetgeving inzake abortus wordt geëxpliciteerd, waarbij tweedens een neutraliteitsverklaring wordt ingevoerd gelijkaardig aan deze van Ierland en derdens waarbij Malta verklaard dat inzake regionale politiek in de toekomst rekening moet gehouden worden met de specifieke economische situatie op het eiland Gozo.

IV. BESLUIT

De vijfde uitbreiding van de Europese Unie is met tien nieuwe lidstaten de grootste en meest omstandige in de geschiedenis geworden. Ondanks soms moeilijke onderhandelingen die zich in hoog tempo opvolgden, kan gezegd worden dat de toetreding van deze landen goed is voorbereid geworden.

Geografisch wordt met acht landen een nagenoeg homogeen Centraal-Europa in de Unie opgenomen, wat een verruiming van de oppervlakte met 23,14 % inhoudt. De totale toename van oppervlakte voor de tien landen bedraagt 738.000 km² voor 75 miljoen inwoners.

Politiek is deze uitbreiding het sluitstuk in de hereniging van Europa. Na decennia van scheiding ten tijde van de Koude Oorlog, wordt opnieuw aangeknoopt met tradities van dezelfde waarden en normen. Ongetwijfeld hebben de onderhandelingen bijgedragen tot concrete stappen in de richting van een oplossing in het politieke probleem dat Cyprus als eiland sedert 1974 gescheiden houdt. Anderzijds wordt het politiek gewicht van de Unie op wereldniveau bevorderd, zelfs indien ontegensprekelijk verdere stappen nodig zullen zijn om de gemeenschappelijke buitenlandse politiek beter te harmoniseren.

Economisch zal de volledige verwezenlijking van de interne markt ten lange leste bijdragen tot een grotere economische groei, en dit zowel in de nieuwe als in de huidige lidstaten. De deelname van de nieuwe landen aan de Economische en Monetaire Unie zal op termijn het draagvlak van de Euro-zone vergroten en daardoor meer gewicht geven aan de Euro in de wereldeconomie.

En ce qui concerne la Justice et les Affaires intérieures, cet élargissement présente la meilleure occasion pour réaliser une coopération optimale et efficace dans les différents domaines de l'acquis, plus spécifiquement en ce qui concerne les matières de Schengen. L'amélioration des structures de coordination devra bénéficier à la sécurité du citoyen.

L'attachement manifeste des dix pays adhérents aux valeurs démocratiques ainsi qu'aux concepts de transparence et de subsidiarité au sein des forums de discussion constitués dans la ligne des conclusions du Conseil européen de Laeken, est un heureux présage. Ceci augure d'une participation active aux développements futurs, en premier lieu dans la perspective de la conférence intergouvernementale qui doit donner l'impulsion en vue d'un meilleur fonctionnement de la future Union.

Une caractéristique importante de cet élargissement est l'information qui a été donnée dans les pays candidats à tous les échelons de la société, ce qui a permis de répondre à tout instant aux sensibilités de l'opinion publique. Les États membres ont organisé régulièrement des débats parlementaires consacrés à l'élargissement. En outre, neuf des dix nouveaux États membres organisent un référendum qui sera déterminant pour l'adhésion effective à la date du 1^{er} mai 2004.

Le Ministre chargé des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures,

Guy VANHENGEL

Met betrekking tot Justitie en Binnenlandse Zaken biedt deze uitbreiding de beste gelegenheid om in de onderscheiden domeinen van het acquis, inzonder voor wat betreft de Schengen materies, tot optimale en efficiënte samenwerking te komen. De verbeterde coördinatiestructuren dienen ten goede te komen van de veiligheid van de burger.

De openlijke gehechtheid van de tien toetredende landen aan de democratische waarden, alsmede aan de begrippen transparantie en subsidiariteit binnen de discussiefora die gevormd werden volgend op de conclusies van de Europese Raad van Laken, is een gunstig voorteken. Zulks wijst op een actieve deelname aan de toekomstige ontwikkelingen, in de eerste plaats in het licht van de intergouvernementele conferentie die een betere functionering van de toekomstige Unie moet bekrachtigen.

Een belangrijk kenmerk van deze uitbreiding is de informatie die in de kandidaat-landen in alle geledingen van de maatschappij werd gegeven, waardoor op elk tijdstip geantwoord kon worden op de gevoeligheden in de publieke opinie. De lidstaten hielden over deze uitbreiding regelmatig parlementaire debatten. Overigens wordt in negen van de tien nieuwe lidstaten een referendum georganiseerd welke doorslaggevend zal zijn voor de daadwerkelijke toetreding op 1 mei 2004.

De Minister belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen,

Guy VANHENGEL

**AVANT-PROJET D'ORDONNANCE
SOU MIS A L'AVIS
DU CONSEIL D'ETAT**

AVANT-PROJET D'ORDONNANCE

portant assentiment à :

Traité entre le Royaume de Belgique, le Royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la République hellénique, le Royaume d'Espagne, la République française, l'Irlande, la République italienne, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas, la République d'Autriche, la République portugaise, la République de Finlande, le Royaume de Suède, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (Etats membres de l'Union européenne) et la République tchèque, la République d'Estonie, la République de Chypre, la République de Lettonie, la République de Lituanie, la République de Hongrie, la République de Malte, la République de Pologne, la République de Slovénie, la République slovaque relatif à l'adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République slovaque à l'Union européenne, à l'Acte relatif aux conditions d'adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République slovaque, et aux adaptations des traités sur lesquels est fondée l'Union européenne, aux Annexes I, II, III, IV, V, VI, VII et VIII, aux Protocoles 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 10 et à l'Acte final avec déclarations, faits à Athènes le 16 avril 2003

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Sur la proposition du Ministre des Relations extérieures,

Après délibération,

ARRETE :

Le Ministre des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures est chargé de présenter au Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale, le projet d'ordonnance dont la teneur suit :

**VOORONTWERP VAN ORDONNANTIE
ONDERWORPEN AAN
HET ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE**

VOORONTWERP VAN ORDONNANTIE

houdende instemming met :

het Verdrag tussen het Koninkrijk België, het Koninkrijk Denemarken, de Bondsrepubliek Duitsland, de Helleense Republiek, het Koninkrijk Spanje, de Franse Republiek, Ierland, de Italiaanse Republiek, het Groothertogdom Luxemburg, het Koninkrijk der Nederlanden, de Republiek Oostenrijk, de Portugese Republiek, de Republiek Finland, het Koninkrijk Zweden, het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland (lidstaten van de Europese Unie) en de Tsjechische Republiek, de Republiek Estland, de Republiek Cyprus, de Republiek Letland, de Republiek Litouwen, de Republiek Hongarije, de Republiek Malta, de Republiek Polen, de Republiek Slovenië, de Slowaakse Republiek betreffende de toetreding van de Tsjechische Republiek, de Republiek Estland, de Republiek Cyprus, de Republiek Letland, de Republiek Litouwen, de Republiek Hongarije, de Republiek Malta, de Republiek Polen, de Republiek Slovenië en de Slowaakse Republiek tot de Europese Unie, met de Akte betreffende de toetredingsvoorwaarden voor de Tsjechische Republiek, de Republiek Estland, de Republiek Cyprus, de Republiek Letland, de Republiek Litouwen, de Republiek Hongarije, de Republiek Malta, de Republiek Polen, de Republiek Slovenië en de Slowaakse Republiek, en de aanpassing van de verdragen waarop de Europese Unie is gegrond, met de Bijlagen I, II, III, IV, V, VI, VII en VIII, met de Protocolen 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 en 10 en met de Slotakte met de verklaringen, gedaan te Athene op 16 april 2003

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Op voorstel van de Minister van Externe Betrekkingen,

Na beraadslaging,

BESLUIT :

De Minister van Financiën, Begroting, Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen is ermee belast bij de Brusselse Hoofdstedelijke Raad het ontwerp van ordonnantie in te dienen waarvan de tekst hierna volgt :

Article 1^{er}

La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

Article 2

Le Traité entre le Royaume de Belgique, le Royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la République hellénique, le Royaume d'Espagne, la République française, l'Irlande, la République italienne, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas, la République d'Autriche, la République portugaise, la République de Finlande, le Royaume de Suède, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (Etats membres de l'Union européenne) et la République tchèque, la République d'Estonie, la République de Chypre, la République de Lettonie, la République de Lituanie, la République de Hongrie, la République de Malte, la République de Pologne, la République de Slovénie, la République slovaque relatif à l'adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République slovaque à l'Union européenne, l'Acte relatif aux conditions d'adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République slovaque, et aux adaptations des traités sur lesquels est fondée l'Union européenne, les Annexes I, II, III, IV, V, VI, VII et VIII, les Protocoles 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 10 et l'Acte final avec déclarations, faits à Athènes le 16 avril 2003, sortiront leur plein et entier effet.

Bruxelles, le

Le Ministre-Président chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et Sites, de la Rénovation urbaine et de la Recherche scientifique,

François-Xavier de DONNEA

Le Ministre chargé des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures,

Guy VANHENGEL

Artikel 1

Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

Artikel 2

Het Verdrag tussen het Koninkrijk België, het Koninkrijk Denemarken, de Bondsrepubliek Duitsland, de Helleense Republiek, het Koninkrijk Spanje, de Franse Republiek, Ierland, de Italiaanse Republiek, het Groothertogdom Luxemburg, het Koninkrijk der Nederlanden, de Republiek Oostenrijk, de Portugese Republiek, de Republiek Finland, het Koninkrijk Zweden, het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland (lidstaten van de Europese Unie) en de Tsjechische Republiek, de Republiek Estland, de Republiek Cyprus, de Republiek Letland, de Republiek Litouwen, de Republiek Hongarije, de Republiek Malta, de Republiek Polen, de Republiek Slovenië, de Slowaakse Republiek betreffende de toetreding van de Tsjechische Republiek, de Republiek Estland, de Republiek Cyprus, de Republiek Letland, de Republiek Litouwen, de Republiek Hongarije, de Republiek Malta, de Republiek Polen, de Republiek Slovenië en de Slowaakse Republiek tot de Europese Unie, de Akte betreffende de toetredingsvoorwaarden voor de Tsjechische Republiek, de Republiek Estland, de Republiek Cyprus, de Republiek Letland, de Republiek Litouwen, de Republiek Hongarije, de Republiek Malta, de Republiek Polen, de Republiek Slovenië en de Slowaakse Republiek, en de aanpassing van de verdragen waarop de Europese Unie is gegrond, de Bijlagen I, II, III, IV, V, VI, VII en VIII, de Protocollen 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 en 10 en de Slotakte met de verklaringen, gedaan te Athene op 16 april 2003, zullen volkomen gevolg hebben.

Brussel,

De Minister-Voorzitter belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen, Stadsvernieuwing en Wetenschappelijk Onderzoek,

François-Xavier de DONNEA

De Minister belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen,

Guy VANHENGEL

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, première chambre, saisi par les Ministre des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures de la Région de Bruxelles-Capitale, le 13 juin 2003, d'une demande d'avis sur un avant-projet d'ordonnance « portant assentiment au traité entre le Royaume de Belgique, le Royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la République hellénique, le Royaume d'Espagne, la République française, l'Irlande, la République italienne, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas, la République d'Autriche, la République portugaise, la République de Finlande, le Royaume de Suède, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (Etats membres de l'Union européenne) et la République tchèque, la République d'Estonie, la République de Chypre, la République de Lettonie, la République de Lituanie, la République de Hongrie, la République de Malte, la République de Pologne, la République de Slovénie, la République slovaque relatif à l'adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République slovaque à l'Union européenne, à l'Acte relatif aux conditions d'adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République slovaque, et aux adaptations des traités sur lesquels est fondée l'Union européenne, aux Annexes I, II, III, IV, V, VI, VII et VIII, aux Protocoles 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 10 et à l'Acte final avec déclarations, faits à Athènes le 16 avril 2001 », a donné le 3 juillet 2003 l'avis suivant :

1. Il y a lieu de joindre au projet le texte intégral du traité à approuver, et pas seulement un résumé de celui-ci.
2. Selon le résumé du traité à approuver qui est joint au projet, ce traité comporte dix-huit et non huit annexes, ainsi que l'indiquent l'intitulé et l'article 2 du projet.

L'intitulé et l'article 2 du projet seront adaptés en conséquence.

La chambre était composée de

Messieurs	M. VAN DAMME,	président de chambre,
	J. BAERT, J. SMETS,	conseillers d'Etat,
	A. SPRUYT, M. RIGAUX,	assesseurs de la section de législation,
Madame	A. BECKERS,	greffier.

La concordance entre la version néerlandaise et la version française a été vérifiée sous le contrôle de M. J. SMETS.

Le rapport a été présenté par M. P. DEPUYDT, premier auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée par Mme M.-C. CEULE, premier référendaire chef de section.

Le Greffier,

A. BECKERS

Le Président,

M. VAN DAMME

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, eerste kamer, op 13 juni 2003 door de Minister van Financiën, Begroting, Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest verzocht hem van advies te dienen over een voorontwerp van ordonnantie « houdende instemming met het verdrag tussen het Koninkrijk België, het Koninkrijk Denemarken, de Bondsrepubliek Duitsland, de Helleense Republiek, het Koninkrijk Spanje, de Franse Republiek, Ierland, de Italiaanse Republiek, het Groothertogdom Luxemburg, het Koninkrijk der Nederlanden, de Republiek Oostenrijk, de Portugese Republiek, de Republiek Finland, het Koninkrijk Zweden, het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland (lidstaten van de Europese Unie) en de Tsjechische Republiek, de Republiek Estland, de Republiek Cyprus, de Republiek Letland, de Republiek Litouwen, de Republiek Hongarije, de Republiek Malta, de Republiek Polen, de Republiek Slovenië, de Slowaakse Republiek betreffende de toetreding van de Tsjechische Republiek, de Republiek Estland, de Republiek Cyprus, de Republiek Letland, de Republiek Litouwen, de Republiek Hongarije, de Republiek Malta, de Republiek Polen, de Republiek Slovenië en de Slowaakse Republiek tot de Europese Unie, met de Akte betreffende de toetredingsvoorwaarden voor de Tsjechische Republiek, de Republiek Estland, de Republiek Cyprus, de Republiek Letland, de Republiek Litouwen, de Republiek Hongarije, de Republiek Malta, de Republiek Polen, de Republiek Slovenië en de Slowaakse Republiek, en de aanpassing van de verdragen waarop de Europese Unie is gegrond, met de Bijlagen I, II, III, IV, V, VI, VII en VIII, met de Protocollen 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 en 10 en met de Slotakte met de verklaringen, gedaan te Athene op 16 april 2003 », heeft op 3 juli 2003 het volgende advies gegeven :

1. De gehele tekst van het goed te keuren verdrag moet aan het ontwerp worden toegevoegd, en niet alleen een samenvatting ervan.
2. Blijkens de bij het ontwerp gevoegde samenvatting van het goed te keuren verdrag, telt dat verdrag achttien, en niet acht bijlagen, zoals in het opschrift en in artikel 2 van het ontwerp wordt vermeld.

Het opschrift en artikel 2 van het ontwerp zullen gelet hierop moeten worden aangepast.

De kamer was samengesteld uit

De heren	M. VAN DAMME,	kamervoorzitter,
	J. BAERT, J. SMETS,	staatsraden,
	A. SPRUYT, M. RIGAUX,	assessoren van de afdeling wetgeving,
Mevrouw	A. BECKERS,	griffier.

De overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer J. SMETS.

Het verslag werd uitgebracht door de heer P. DEPUYDT, eerste auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld door mevrouw M.-C. CEULE, eerste referendaris-afdelingshoofd.

De Griffier,

A. BECKERS

De Voorzitter

M. VAN DAMME

PROJET D'ORDONNANCE

portant assentiment au :

Traité entre le Royaume de Belgique, le Royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la République hellénique, le Royaume d'Espagne, la République française, l'Irlande, la République italienne, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas, la République d'Autriche, la République portugaise, la République de Finlande, le Royaume de Suède, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (États membres de l'Union européenne) et la République tchèque, la République d'Estonie, la République de Chypre, la République de Lettonie, la République de Lituanie, la République de Hongrie, la République de Malte, la République de Pologne, la République de Slovénie, la République slovaque relatif à l'adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République slovaque à l'Union européenne, à l'Acte relatif aux conditions d'adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République slovaque, et aux adaptations des traités sur lesquels est fondée l'Union européenne, aux Annexes I, II, III, IV, V, VI, VII, VIII, IX, X, XI, XII, XIII, XIV, XV, XVI, XVII et XVIII, aux Protocoles 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 10 et à l'Acte final avec déclarations, faits à Athènes le 16 avril 2003

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,
Sur la proposition du Ministre des Relations extérieures,
Après délibération,

ARRETE :

Le Ministre des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures est chargé de présenter au Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale, le projet d'ordonnance dont la teneur suit:

ONTWERP VAN ORDONNANTIE

houdende instemming met :

het Verdrag tussen het Koninkrijk België, het Koninkrijk Denemarken, de Bondsrepubliek Duitsland, de Helleense Republiek, het Koninkrijk Spanje, de Franse Republiek, Ierland, de Italiaanse Republiek, het Groothertogdom Luxemburg, het Koninkrijk der Nederlanden, de Republiek Oostenrijk, de Portugese Republiek, de Republiek Finland, het Koninkrijk Zweden, het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland (lidstaten van de Europese Unie) en de Tsjechische Republiek, de Republiek Estland, de Republiek Cyprus, de Republiek Letland, de Republiek Litouwen, de Republiek Hongarije, de Republiek Malta, de Republiek Polen, de Republiek Slovenië, de Slowaakse Republiek betreffende de toetreding van de Tsjechische Republiek, de Republiek Estland, de Republiek Cyprus, de Republiek Letland, de Republiek Litouwen, de Republiek Hongarije, de Republiek Malta, de Republiek Polen, de Republiek Slovenië en de Slowaakse Republiek tot de Europese Unie, met de Akte betreffende de toetredingsvoorwaarden voor de Tsjechische Republiek, de Republiek Estland, de Republiek Cyprus, de Republiek Letland, de Republiek Litouwen, de Republiek Hongarije, de Republiek Malta, de Republiek Polen, de Republiek Slovenië en de Slowaakse Republiek, en de aanpassing van de verdragen waarop de Europese Unie is gegrond, met de Bijlagen I, II, III, IV, V, VI, VII, VIII, IX, X, XI, XII, XIII, XIV, XV, XVI, XVII en XVIII, met de Protocollen 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 en 10 en met de Slotakte met de verklaringen, gedaan te Athene op 16 april 2003

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,
Op voorstel van de Minister van Externe Betrekkingen,
Na beraadslaging,

BESLUIT :

De Minister van Financiën, Begroting, Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen is ermee belast bij de Brusselse Hoofdstedelijke Raad het ontwerp van ordonnantie in te dienen waarvan de tekst hierna volgt:

Article 1^{er}

La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

Article 2

Le Traité entre le Royaume de Belgique, le Royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la République hellénique, le Royaume d'Espagne, la République française, l'Irlande, la République italienne, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas, la République d'Autriche, la République portugaise, la République de Finlande, le Royaume de Suède, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (Etats membres de l'Union européenne) et la République tchèque, la République d'Estonie, la République de Chypre, la République de Lettonie, la République de Lituanie, la République de Hongrie, la République de Malte, la République de Pologne, la République de Slovénie, la République slovaque relatif à l'adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République slovaque à l'Union européenne, l'Acte relatif aux conditions d'adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République slovaque, et aux adaptations des traités sur lesquels est fondée l'Union européenne, les Annexes I, II, III, IV, V, VI, VII, VIII, IX, X, XI, XII, XIII, XIV, XV, XVI, XVII et XVIII, les Protocoles 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 10 et l'Acte final avec déclarations, faits à Athènes le 16 avril 2003, sortiront leur plein et entier effet (*).

Bruxelles, le 17 juillet 2003

Le Ministre-Président chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et Sites, de la Rénovation urbaine et de la Recherche scientifique,

Daniel DUCARME

Le Ministre chargé des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures,

Guy VANHENGEL

(*) Le texte intégral du Traité peut être consulté au greffe du Conseil.

Artikel 1

Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

Artikel 2

Het Verdrag tussen het Koninkrijk België, het Koninkrijk Denemarken, de Bondsrepubliek Duitsland, de Helleense Republiek, het Koninkrijk Spanje, de Franse Republiek, Ierland, de Italiaanse Republiek, het Groot-hertogdom Luxemburg, het Koninkrijk der Nederlanden, de Republiek Oostenrijk, de Portugese Republiek, de Republiek Finland, het Koninkrijk Zweden, het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland (lidstaten van de Europese Unie) en de Tsjechische Republiek, de Republiek Estland, de Republiek Cyprus, de Republiek Letland, de Republiek Litouwen, de Republiek Hongarije, de Republiek Malta, de Republiek Polen, de Republiek Slovenië, de Slowaakse Republiek betreffende de toetreding van de Tsjechische Republiek, de Republiek Estland, de Republiek Cyprus, de Republiek Letland, de Republiek Litouwen, de Republiek Hongarije, de Republiek Polen, de Republiek Slovenië en de Slowaakse Republiek tot de Europese Unie, de Akte betreffende de toetredingsvoorwaarden voor de Tsjechische Republiek, de Republiek Estland, de Republiek Cyprus, de Republiek Letland, de Republiek Litouwen, de Republiek Hongarije, de Republiek Malta, de Republiek Polen, de Republiek Slovenië en de Slowaakse Republiek, en de aanpassing van de verdragen waarop de Europese Unie is gegrond, de Bijlagen I, II, III, IV, V, VI, VII, VIII, IX, X, XI, XII, XIII, XIV, XV, XVI, XVII en XVIII, de Protocollen 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 en 10 en de Slotakte met de verklaringen, gedaan te Athene op 16 april 2003, zullen volkomen gevolg hebben (*).

Brussel, 17 juli 2003

De Minister-Voorzitter belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen, Stadsvernieuwing en Wetenschappelijk Onderzoek,

Daniel DUCARME

De Minister belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen,

Guy VANHENGEL

(*) De volledige tekst van het Verdrag kan op de griffie van de Raad geraadpleegd worden.